

Un immeuble s'effondre sur des soldats français à Beyrouth
LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,40 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 16,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 85 c. ; Grèce, 350 P. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 380 ¥ ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 440 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,90 S. ; Yougoslavie, 130 mt.
Taux des abonnements page 12
RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 69572 F
C.C.P. 4877 - 23 PARIS
J 76 248-72-23

Les combats s'intensifient au Tchad

L'attente des Jaguar

En lançant un appel à l'intervention directe de la France dans le conflit tchadien, M. Hissène Habré tente de faire monter les enchères. A-t-il d'autres choix ?

La situation militaire s'aggrave dans l'Est. Apparemment, le colonel Kadafi, principal allié des rebelles aux ordres de l'ancien président Goukouni Oueddei, a décidé de poursuivre son avantage. Si les troupes gouvernementales étaient battues à Oum-Chalouba, après l'avoir été à Gouro, Ounianga-Kebri et Faya-Largeau, les conséquences psychologiques seraient d'être désastreuses sur le moral de soldats dont un certain nombre sont des sudistes ralliés en juin 1982.

Cette escalade militaire constitue-t-elle « la menace pour l'Afrique et en particulier pour un certain nombre d'États amis de la France » dont parlait M. Mitterrand à l'Europe I le 28 juin, en espérant que la « sagesse l'emporterait » ? Ou peut-être l'inverse.

M. Max Gallo déclarait mardi : « La France soutient le gouvernement légitime du Tchad, le gouvernement de M. Hissène Habré » et reconnaît par l'Organisation de l'unité africaine, (donc) le gouvernement légitime du Tchad est celui de M. Hissène Habré.

En s'abritant derrière l'O.U.A., le gouvernement français veut éviter d'être taxé de néo-colonialisme ou d'interventionnisme. Mais cette organisation a démontré son incapacité à trouver une quelconque solution au conflit tchadien. Elle s'est divisée face à la Libye qu'elle s'est refusée à porter à sa présidence. En annonçant comme seule décision la réunion du comité « ad hoc » sur le Tchad, le colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien, devenu le mois dernier président de l'O.U.A., ne semble pas vouloir s'attaquer de front au problème.

La France respecte les accords de coopération militaire de 1976, a dit encore M. Gallo, en précisant : « Il n'y a pas et il n'y aura pas de soldats français au Tchad. » Outre que ces textes n'excluent pas la présence d'instructeurs que Paris se refuse officiellement à envoyer, on peut difficilement déverser des tonnes d'armement sans se poser la question de leur efficacité.

Les pays francophones comprendraient mal des réticences qui risqueraient à terme de laisser les rebelles de M. Goukouni Oueddei s'emparer en toute impunité du matériel livré à l'adversaire. C'est ce qui s'est déjà produit au printemps 1982 quand, au nom du même principe de soutien au gouvernement légitime, la France avait livré des armes au président Goukouni Oueddei huit jours à peine avant que M. Hissène Habré prit sa place.

M. Hissène Habré peut justement s'interroger sur l'origine de l'armée de son adversaire. D'un autre côté, l'arrivée à N'Djamena des troupes zairaises montre que le conflit tchadien n'est plus seulement une affaire intérieure.

En réclamant l'intervention des Jaguar français M. Hissène Habré demande à Paris de faire un pas de plus, pour lui donner le temps nécessaire à la réorganisation de ses propres forces.

N'Djamena demande l'intervention directe de Paris

La situation militaire s'est aggravée au Tchad, où de violents combats opposent depuis mardi 5 juillet en fin de matinée les rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddei aux forces gouvernementales à Oum-Chalouba et Karit, à 250 kilomètres au nord d'Abéché.

Dans une conférence de presse, qu'il a réunie mardi à N'Djamena, M. Hissène Habré a souligné « la gravité de la situation militaire », précisant que ces combats visent en fait Abéché, « objectif autrement plus important » de l'offensive actuelle.

M. Hissène Habré a lancé un appel à la France en déclarant : « La France nous apporte son concours que nous apprécions. Mais évidemment nous pensons que ce n'est pas suffisant. Et face à ce que le régime de Tripoli est en train de faire, nous insistons pour que la France soit à nos côtés pour repousser l'agression extérieure, car il s'agit bien d'une agression extérieure. »

Le président tchadien a rappelé à ce propos que, après la prise de N'Djamena par ses troupes en juin 1982, les combattants de l'ancien GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) avaient rejoint les Forces armées du Nord (FAN).

Toutes les banques seront soumises à la même autorité de contrôle

La réforme présentée au conseil des ministres va remettre à jour une réglementation anachronique et devenue paralysante

En chantier depuis la fin de 1981, ajourné plusieurs fois, le projet de loi bancaire examiné le 6 juillet 1983 en conseil des ministres constitue le premier volet, le plus facile, de l'ambitieuse réforme bancaire engagée par le gouvernement en même temps que la nationalisation acquise en février 1982.

Prudente mise à jour d'une réglementation cinquantenaire et vieillie, qui prévoit de faire habiter sous le même toit et de soumettre au même contrôle tous les établissements, ce projet va rassurer les uns et décevoir les autres.

Ainsi, les réseaux mutualistes verront leur caractère spécifique consacré et maintenu, tout en voyant poindre la menace d'une « banalisation » des services, étendus, dans le futur, aux caisses d'épargne. Mais les députés de la majorité pourront se déclarer insatisfaits par l'insuffisance du « changement », notamment pour ce qui est de la difficulté brillante des relations entre les banques et les entreprises, domaine où règne, selon M. Fabius, par exemple, le « conservatisme des mentalités ».

Soncieux de ne pas bouleverser un appareil bancaire, qui va être de plus en plus soumis à une surveillance de crise, M. Jacques Delors entend procéder par étapes qualifiant la réforme bancaire d'« œuvre de longue haleine ». Elle sera complétée par d'autres actions visant à faire évoluer le comportement des banques, précisément en ce qui concerne leurs relations avec les entreprises, à réduire le coût de l'« intermédiaire bancaire », c'est-à-dire celui du crédit, à préciser la vocation des compagnies financières nationalisées (Paribas et Suez) et à développer l'animation régionale.

Vaste programme, qui prendra des années et qui va se heurter à des pesanteurs parfois insoupçonnées, la moindre étant celle de l'équilibre entre le Trésor et la Banque de France dans le domaine, délicat, de la réglementation bancaire.

La première préoccupation du projet de loi est de corriger l'anomalie que présente la structure actuelle des systèmes bancaires français, dans lesquels les banques inscrites et les établissements financiers sont régis par l'ancienne législation de 1941, 1945 et 1946, et ne représentent plus que 40 % des dépôts, contre 56 % à l'époque, et 45 % des crédits, cela en raison de la croissance des réseaux mutualistes (25 % des dépôts, actuellement, au lieu de

4 % en 1945). Il s'agit donc de réintégrer dans un même cadre l'ensemble des établissements collecteurs d'épargne et de distribution de crédit, en y ajoutant les réseaux mutualistes (Crédit agricole, Crédit mutuel, Banque populaire, Crédit coopératif), les Caisses d'épargne, la Caisse du crédit municipal, les Sociétés de développement régional (S.D.R.).

Seuls échapperont à ce cadre, défini par le Trésor public, les services financiers de la poste (chèques postaux et Caisse nationale d'épargne), la Banque de France et la Caisse des dépôts et consignations, bien que certaines dispositions de la réglementation bancaire (par exemple, le régime des taux d'intérêts) puissent leur être étendues.

Le projet de loi distingue quatre catégories : les banques, les banques coopératives ou mutualistes, les caisses d'épargne ou de crédit municipal (ces trois premières catégories étant seules habilitées à collecter les dépôts à moins de deux ans), les sociétés financières ou les institutions financières spécialisées.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 24.)

Un grand service public de l'emploi

Le gouvernement veut mieux coordonner la lutte contre le chômage

Comment éviter l'inévitable progression du chômage d'ici à la fin de l'année dans une conjoncture économique fort déprimée ? C'est à cette question que devait tenter de répondre M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité chargé de l'emploi, au cours d'une communication qu'il devait présenter au conseil des ministres du 6 juillet. Pour le gouvernement, il s'agit désormais de passer de la phase de « traitement social du chômage » à celle, très délicate, d'une « gestion économique de l'emploi » pour favoriser la création nette d'emplois productifs. La mise en place progressive, déjà annoncée par M. Ralite, d'un grand service public devant lui permettre de mieux coordonner la lutte contre le chômage.

Sur plusieurs points la discussion s'annonçait très ouverte au sein du conseil des ministres.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 24.)

Les Américains en croisade contre les homosexuels

L'affaire du SIDA provoque aux États-Unis le retour de peurs irrationnelles et de ségrégations oubliées

Washington. — Les Américains sont à nouveau tourmentés par un problème de santé qui prend l'allure d'une psychose collective. Après les empoisonnements criminels de cochets de tylnol et les ravages causés par l'herpès, on ne parle plus que du SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis).

De notre correspondant : Les homosexuels sont doublement victimes de cette maladie mystérieuse qui a déjà tué six cent quarante-quatre personnes aux États-Unis : parce qu'ils représentent la plupart des personnes atteintes, mais aussi parce que cela donne lieu à un regain d'hostilité à leur égard.

Enigme médicale, le SIDA prend ainsi l'allure d'une question politique et d'un phénomène social. M^{me} Margaret Heckler, secrétaire à la santé, dénonçait récemment des « peurs irrationnelles » et une « panique injustifiée ».

ROBERT SOLÉ.
(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

M. Andropov est fatigué. Le monde entier scrute son visage amaigri. Chacun y va de son diagnostic péremptoire et à distance. On guette l'évolution des moules qu'on lui suppose. Et c'est le moment que choisit M. Reagan pour annoncer

Santé

qu'il est en pleine forme et que, septuagénaire fringant, il briguera un deuxième mandat présidentiel en 1984. C'est une conception indécise de l'équilibre des forces.

BRUNO FRAPPAT.

MM. Giscard d'Estaing et Chirac se sont rencontrés en tête à tête

LIRE PAGE 28

L'annulation de l'Exposition de 1989

Symboles et gros sous

par PIERRE DROUIN

Sec, tranchant le fil des Parques qui vieillissent sur l'Exposition de 1989, M. Mitterrand nous laisse interdit. Voici un projet qu'il caressait à sa manière, lyrique et dans le vent de l'histoire des grands ancêtres. Ce n'était pas seulement le bicentenaire de la prise de la Bastille ainsi glorieusement fêté à la face du monde pour rappeler le grand souffle de la liberté, cet appel d'air où s'engouffra l'Europe entière. Il y avait aussi ce grand enfantement de la seconde moitié de son septennat. On reproche assez aux socialistes de ne s'entourer que pour des idées abstraites. Un projet à la fois concret et prophétique était proposé aux foules, magnifiant l'avenir et le passé, en tout cas les vertus d'une nation qui n'avait pas enterré ses espoirs. Des travaux d'importance auraient ramené non seulement des tonnes de terre et de béton mais une masse de chômeurs.

Les comptes, sans doute, auraient dû être faits avant de lancer l'idée, et il est toujours navrant de renoncer pour des gros sous. M. Trignou ne pensait pas que l'opération fût au-

dessus de nos moyens. A-t-il raison ? A-t-il tort ? Nul ne saura. Il est sûr toutefois que les factures dépassent toujours les devis, et que le dernier exposé, celui de 1937, fut affreusement déficitaire.

A l'heure du plan de rigueur, de nombreux Français estimaient que le nouveau gouffre qui allait s'ouvrir sous les pieds des contribuables était intolérable. M. Chirac, qui flaire toujours au plus près les réactions de ses élus, chercha très vite des poudres dans ce projet gigantesque qu'il avait soutenu, à les trouver. Virage à 90 degrés qui ne pouvait qu'embarrasser M. Mitterrand. Trancher le noué gordien lui parut plus efficace que de tergiverser. Sagesse ? Peut-être, dans ce charivari politique qui est le nôtre aujourd'hui. Sans doute, dans ce maélström économique qui tourmente les décisions.

Mais le gauche devrait se méfier de la manière dont elle tue les symboles. Elle n'en a pas tellement à proposer dans ces temps de gestion. Tordre le coup aux espoirs est grave. Mieux vaut ne pas les faire naître.

LIRE PAGE 8

les articles de MARC AMBROISE-RENDU
MICHÈLE CHAMPENOIS, FRÉDÉRIC EDELMANN
FRANÇOIS GROSCHARD et ANDRÉ PASSERON



(Dessin de PLANTU.)

LA REMISE DES PRIX DU CONCOURS GÉNÉRAL

La récompense pure du travail et du talent

Le 10 juillet, au Grand Palais, aura lieu la remise des prix du concours général. Les lauréats seront récompensés par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac, recevra les lauréats du concours général. Les prix seront remis par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jacques Chirac.

Appeler un chat un chat

**Haro sur les journalistes !
La peur de la « pub » conduit à l'hypocrisie
et à la désinformation.
Pourquoi citer un éditeur
et pas une marque de champagne ?**

par GEORGES CRAVENNE (*)

L'AUTRE jour, j'ai lu en première page du Figaro : « Le R.P.R. a réuni son comité central dans un grand hôtel parisien ».

La veille, j'avais lu dans le *Matin* : « Sirot après sa défaite, Connor a quitté l'hôtel proche de la tour Eiffel où il était descendu ».

L'avant-veille, j'avais lu dans *Paris-Match* : « Le prix Kléber-Haendens, doté d'une bourse de 100 000 francs pour une grande marque de champagne, a été attribué à Genevieve Dormann et à Daniel Boulange ».

Et récemment, dans les colonnes de *France-Solr* : « De passage à Paris, Orson Welles, grand amateur de bonne chère, a dîné dans un célèbre restaurant proche du Grand Palais ».

Je pourrais citer mille exemples semblables, qui représentent à mes yeux des tonnes d'hypocrisie... et de désinformation ! Que le restaurant ou l'hôtel soit proche de l'Etoile ou de l'Alma, le lecteur, je crois, s'en contrefiche. Par contre, si on lui dit qu'il s'agit du Royal Monceau ou du Fouquet's, ça l'intéresse ou ça ne l'intéresse pas, mais au moins on l'informe.

Et qu'y a-t-il de choquant à préciser que Connor habitait au Hilton, que le chèque de 100 000 francs du prix Kléber-Haendens (belle générosité pour un prix littéraire) est signé par le président du champagne Mumm, ou qu'Orson Welles a dîné chez Lasserre ? C'est de l'information, purement et simplement.

En disant restaurant proche de l'Etoile, vous, journalistes, n'apprenez rien au lecteur. Au contraire, vous le laissez sur sa... faim. Si vous dites par exemple : dans un restaurant chinois, comme il y en a des

centaines à Paris, il s'interroge. Mais si vous précisez : au Tung Yen, vous informez votre lecteur. Il sait. N'est-ce pas l'essentiel de votre rôle, faire savoir ? Voyez donc la presse anglo-saxonne, la meilleure du monde.

Il y a du reste deux poids et deux mesures dans votre comportement. Si une déontologie dépassée (je dirais plutôt une routine) vous interdit de mentionner le nom d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un fabricant quelconque, pourquoi citez-vous systématiquement l'éditeur d'un livre (je n'ai rien contre, bien entendu, cher Bernard Pivot) ? Pourquoi écrivez-vous qu'à telle « première » Isabelle Adjani portait une robe de Dior ou de Cardin et n'écrivez-vous jamais que Jean-Claude Brialy est habillé par Smalto, ou Alain Delon par Saint Laurent Rive gauche ? Pourquoi ? Pourquoi citer le couturier et ne pas citer par exemple le joellier d'Isabelle Adjani ?

Pourquoi cet ostracisme vis-à-vis de Van Cleef et Arpels, de Mumm ou de l'Hôtel George V, qui sont des commerçants au même titre que Gallimard, que Chanel ou que Renault ?

Que diriez-vous du confrère qui, pour ne pas nommer Citroën, écrirait : « Le ministre est arrivé au vo-

lont d'une voiture dont la marque porte le nom d'un célèbre joueur qui s'est ruiné dans les casinos... » ? Cette manière d'élever l'art de la périphrase n'est rien d'autre, à mes yeux, que de la sous-information.

Ces réflexions m'amènent à vous entretenir d'un autre problème, celui du sponsoring.

Il y a trente-cinq ans, quand j'ai ouvert à Paris le premier bureau de relations publiques, on a regardé ce R.P. comme un E.T., un monstre venu d'une autre planète. Je me souviens qu'à l'époque, chez Pierre Lazareff, à Louveciennes, Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, après m'avoir longtemps dévisagé, s'est approché de moi : « Georges, me dit-il, il faudra qu'un jour vous m'expliquiez ce que c'est que votre métier... si c'en est un ! » Et il était loin d'être le seul à penser que je vendais du vent. Aujourd'hui, il n'est pas une petite ou une moyenne entreprise qui n'ait son service de relations publiques ou qui ne fasse appel à l'usage de ces agences spécialisées dans les R.P., qui se multiplient et se développent à une vitesse grand V.

Il en sera de même bientôt pour cette forme de mécénat qu'on appelle « sponsoring ».

pelle « sponsoring » puisqu'il n'existe pas de mot dans la langue française, n'en déplaît aux linguistes, qui puisse traduire le mot « sponsor » : mécénat, donateur, patronage, financement, commandite, sont une chose. « Sponsoring » en est une autre. Les langues ne s'enrichissent que par besoin — par invention — ou par acquisition. L'admirable langue française s'est enrichie par métissage. Pourquoi refuse-t-elle aujourd'hui les importations d'Amérique les moins coûteuses... pour notre économie ?

En passant sous silence comme ils le font jusqu'à aujourd'hui le nom d'un « sponsor » (exemple, on parle du prix Kléber-Haendens sans nommer celui qui l'a créé et qui le « sponsorise », alors qu'on cite à tout bout de... mer, le nom, combien commercial ! d'un voilier de compétition), les journalistes flétrissent par dénigrement cette forme d'encouragement à l'art, à la littérature, au spectacle, à la bienfaisance, à laquelle des firmes de plus en plus nombreuses consacrent, sans le crier sur les toits, sans figurer sur la coque du navire, le capot de la voiture, le maillot du joueur ou l'enceinte du stade, des fonds de plus en plus importants.

Pour que le « sponsoring » entre définitivement dans les mœurs et soit honoré par votre plume, peut-être faut-il que nos académiciens français trouvent une traduction ou un « sponsor ». Puisse un poète, Léopold Senghor, les y aider.

P.-S. — Dans un tout autre domaine, mais dans la même optique, quand cessera-t-on d'écrire « des suites d'une longue et douloureuse maladie », comme si le cancer était une maladie honteuse ou déshonorante ?

LU

« MORNY, L'HOMME DU SECOND EMPIRE »,
DE CLAUDE DUFRESNE

Coquin, débauché, mécréant... mais diablement intelligent...

DANS l'été de 1829, sa tante à Aix-la-Chapelle une bien émouvante réunion de famille. Elle est officiellement présidée par un illustre aïeul, parsonnage de soixante-cinq ans, la duc de Talleyrand, ex-grand seigneur de l'Ancien Régime, ex-prêtre, ex-évêque, ex-révolutionnaire, ex-ministre, ex-chef de gouvernement et séducteur impénitent. A ses côtés, une autre illustre : Hortense de Beauharnais, fille de l'impératrice Joséphine, ex-reine de Hollande, fille adoptive et belle-sœur de l'Empereur, morte huit ans auparavant. Encore belle à quarante-cinq ans, Hortense est la maman de deux garçons : un légitime, Charles-Louis, vingt et un ans, qui sera Napoléon III ; et un naturel (« Tout est naturel, dans notre famille », dira-t-il lui-même), Charles-Auguste, dix-huit ans, le futur duc de Morny.

Il est amené à par son père, le général-comte de Flahaut, fils évidemment naturel de Talleyrand et de la M^{me} de Flahaut, granda dame de la cour de Louis XVI, dont le mari a été racolé par la Terreur.

Avec un tel grand-père, une telle grand-mère et des parents aussi brillants que les siens, comment Charles-Auguste de Morny n'aurait-il pas été, en l'importe quelles circonstances, un personnage et sans doute une personnalité exceptionnelles ?

Il avait tout pour plaire, comme disent les bonnes gens.

Seuls lui manquaient, excusez du peu, la fortune et un état civil présentable. Le Second Empire lui donnera les deux.

Peu d'hommes politiques ont été aussi méprisés ou décriés que lui. La première raison de ces méprisés traitements est évidente : Morny a été « l'homme du Second Empire », et, pis, l'homme du coup d'Etat. Mais ce ne sont pas les vaincus qui écrivent l'histoire. Le complice éternel, actif, intelligent et sans scrupules de Napoléon III dans cette entreprise est à largement recueilli les fruits de son vivant. On trouvera juste que la postérité républicaine lui ait rendu la monnaie de sa pièce en l'enveloppant dans la même réprobation vertueuse que l'empereur déchu.

Il s'y ajoute une raison de morale politique. Tout, dans le personnage de Morny, heurte l'idée que nous nous faisons aujourd'hui du sérieux et des vertus d'un homme d'Etat. C'est un libertin avéré, un touche-à-tout, un spéculateur effréné et heureux, un praticien, un sceptique et un cynique. Fermez le bar, et allez faire admettre après cela à des consciences pures qu'un peut être tout cela et un homme politique remarquable, pour ne rien dire de l'homme tout court.

De sorte que le duc de Morny, qui fut tout pour plaire, a aujourd'hui tout pour déplaire : bâlard, coquin, tricheur, voleur, mécréant et opportuniste !

L'infatigable

Il fut tout cela, c'est vrai, et son (bon) souvenir ne reste un peu vivant que pour les riches oisifs (il crêpe, entre autres, Desauville) et les touristes (on lui doit l'hépiodrome de Longchamp et la Grand Prix de Paris).

On peut donc considérer comme une réhabilitation courageuse le livre qui lui consacre Claude Dufresne. C'est l'homme tout court (ou dans son ardeur) qu'il faut relire, corrigeant ainsi la noir du tableau par de très vives couleurs. Homme d'argent ? Sans aucun doute, et il ne s'en cachait pas. Homme de pouvoir ? Oui, mais d'un pouvoir souple, intelligent, tourné vers l'avenir. Il est bien probable que se mort, en 1865, a marqué le glas de l'Empire. Il eût peut-être évité la guerre avec la Prusse, et certainement conduit le Second Empire à devenir une monarchie constitutionnelle à peu près acceptable.

Homme à femmes ? O combien ! Sans la dire expressément, C. Dufresne laisse bien entendre que Morny l'infatigable (il ne dormait que trois ou quatre heures par nuit) est mort à cinquante-quatre ans, non des fatigues du pouvoir, mais d'une consommation immodérée de... stimulants amoureux. Son dernier exploit ? Épouser, à quarante-cinq ans,

une ravissante princesse russe de dix-huit ans, Sophie Troubetskoi, qui est véritablement amoureuse de lui.

Une vie somme toute brève, mais plus qu'ample : débordante d'action, d'émotion et d'intelligence. Et de très loin la meilleure tête politique de ce règne qui fut, au total, beaucoup moins sombre pour la France, au moins jusqu'aux dernières années, que ne la dit l'histoire officielle. La biographie qu'en fait Claude Dufresne épouse avec aisance et vivacité les tours et détours du personnage. Elle est aussi vivante qu'il le fut. On ne lui reprochera que l'absence d'une chronologie méthodique et d'un index des personnages. Beau livre à un prix raisonnable, comme les précédents dans la même collection.

Sur la même époque, signalons un remarquable roman de Lo Duca, qui mêle avec humour l'histoire anecdotique de la cour impériale et celle d'un bel officier assassin, qui exista effectivement, mais vit et bien mérité.

JACQUES CELLARD.

* Claude Dufresne, *Morny, l'homme du Second Empire*, biographie, 380 p., illustrations, relié. Librairie académique Perrin.
* J.-M. Lo Duca, *Les Bottines de l'impératrice*, roman, 181 p., Denoël, 64 F.

LETTRES AU Monde

Anges rédempteurs ?

Les extraits de cette lettre ont été publiés par l'article de M. Pierre Mauroy (le Monde du 24 juin 1983).

Quand cesserez-vous donc de vous déguiser en anges rédempteurs, à tout propos donneurs de leçons, comme si votre opposition, vingt-trois ans durant, avait été exemplaire et constructive ?

Vous avez aujourd'hui l'opposition que vous méritiez, une opposition qui se raidit progressivement, face à vos abandons et à l'abîme au bord duquel ils nous ont conduits.

Tout n'était pas rose — sans jeu de mots — au temps de vos prédécesseurs. Mais comme nous les regrettons aujourd'hui cette froideur des chiffres, cet orgueil, cette distance de nos gouvernants qui pourtant nous exaspéraient !

Quand cesserez-vous donc d'en appeler à l'unité nationale, à la solidarité, à l'effort, au devoir ? Vous ignorez le sens de ces mots.

C'est pas en qualifiant de factieuse toute idée dissidente du dogme officiel que l'on renforce l'unité nationale.

CLAUDE PACCHIONI,
Savigny-sur-Orge.

Les déboires

d'un chirurgien-dentiste

La lecture — tardive — de l'article de Bernard Hilbert (1) appelle quelques réflexions et réserves nourries des tristes défaillances qui sont encore la réalité profonde du service après-vente du fabricant de matériel dentaire de Châtelleraud.

Quel peut être le point de vue d'un jeune praticien qui a dû subir les avatars d'un premier dépôt de bilan et d'incompétences successives ? Sans doute mon installation répond-elle, au sein d'un salon de démonstration, aux divers critères d'esthétique, d'ergonomie et de compétitivité requis, mais encore faut-il l'éprouver au jour le jour. Or, depuis deux ans, depuis le début, elle est affectée de multiples petites pannes, restées sans réparations concluantes.

Il a fallu attendre 1983 pour qu'enfin, alors que je me suis trouvé totalement immobilisé, on daigne imaginer que la fabrication avait été « sabotée » lors de l'occupation de l'usine de l'ancienne société. Nous voilà donc plongés au cœur du problème. Ceux des dentistes qui, hier, ont fait confiance à ce fabricant français, malgré ses difficultés, se trouvent aujourd'hui doublement floués. Abusés d'abord par le précédent gestionnaire engagé à titre professionnel et personnel à assurer la maintenance du matériel cinq années durant, et disparu après la culture de 1981 ; délaissés ensuite par la nouvelle direction qui devait investir pour sauver l'entreprise sans absorber le passif de l'ancienne société.

Il faut pourtant que les distributeurs regagnent la confiance du marché, et l'on promet mille merveilles : les tractations commencent, on prévoit le retour de l'installation à

l'usine. L'espoir renaît, un mois et demi de « dissection » passe, tout fonctionne... au téléphone. On vous rend votre fauteuil martelé, de-ci de-là, par le transport, accompagné d'une nouvelle garantie de deux ans qui porte plus sur un démontage-remontage que sur une pièce détachée, et puis deux jours s'écoulent, et le cycle des petites pannes réapparaît.

Sans doute faut-il remonter les tours à pied de nos grands-parents, ou faut-il plutôt regarder au-delà de nos frontières ?

M.H.T.,
chirurgien-dentiste.

(1) *Le Monde* du 1^{er} juin 1983.

Les débus des socialistes

J. de Montalès se trompe de titre (« Les débus du socialisme », *le Monde* du 30 juin). Ce n'est pas du socialisme que nous sommes débus (e), puisqu'il n'y a jamais eu de socialisme en France. Ce qui nous déçoit, ce sont les socialistes.

JACQUELINE LAPIDUS,
journaliste, Paris.

Gauche, droite !

Giscard, chef de la droite, a perdu le pouvoir pour avoir appliqué un programme de gauche. Mitterrand, chef de la gauche, le perdra pour n'avoir pas appliqué un programme de droite. Les sentiers de la vertu ne sont pas plus aisés ni plus sûrs que ceux du vice. Si le succès du mensonge, en politique, semble réparti de façon aléatoire, ce n'est qu'une apparence. Car les uns ne font pas ce qu'ils ont promis, et en général ils échouent. Les autres n'ont pas promis ce qu'ils font, et le plus souvent ils réussissent. En proclamant l'Algérie française, de Gaulle savait déjà qu'il lui donnerait l'indépendance. En avançant ses cent dix propositions, Mitterrand enrayait qu'elles étaient applicables.

Si la foi est un très grand défaut chez un élu, c'est une qualité indispensable chez les électeurs. Une société, pour survivre, ne peut tolérer qu'un certain pourcentage de sceptiques. Comme on le prétend de l'immigration, il y a un seuil à ne pas franchir. C'est pourquoi les sondages, qui révèlent que de moins en moins de Français font confiance à la gauche, sans qu'une proportion correspondante se retourne vers la droite, sont inquiétants.

On a crié : « Badinter assassina ! ». Comme le ministre de la justice est juif, ces cris sont répétés antisémites. On a révoqué Halbwax, et comme ce chef syndicaliste, lui aussi, est juif, cette mesure pourrait être considérée comme antisémite. En 1968, nous étions tous des juifs allemands. En 1983, nous voilà tous devenus antisémites, de la gauche à la droite.

Si le Bon Dieu ne joue pas aux dés, ce doit être un fameux humoriste.

CLAUDE LEGOUX,
Paris.

TÉMOIGNAGE

« Après, on sera foutu... »

On peut être animatrice de formation continue et se retrouver un beau jour, mais le jour est-il vraiment beau, en train d'essayer de faire passer quelques notions de vie à des seize-dix-huit ans. Naturellement, il y a « jeunes » et « jeunes », me direz-vous ? Et c'est vrai. Les jeunes, ce sont les exclus, ceux qui n'ont pas réussi à s'insérer dans un quelconque système scolaire. Nous, les formateurs, les animateurs, on a six mois pour les aider à sortir de ce que j'appellerai pudiquement le milieu dans laquelle ils se sont enfoncés.

Trente adolescents, des « presque-adultes », des « encoeurés ». Trente garçons sans illusions, sans avenir, mais avec un passé lourd à porter. Et ils y croient, pour le plupart, à cette chance qui leur est offerte. Il y a même quelque chose de désespéré et d'angoissant dans les mots de l'un d'eux : « On nous offre une chance, madame, et c'est la dernière, après on sera foutu ! » Avoir dix-huit ans et parler de sa dernière chance... quelle dérision !

Leur passé, il est fait, pour certains, de courses-poursuites avec les « cuffs ». Vous ne connaissez pas ? Moi si, depuis qu'ils m'ont expliqué : les cuffs, ce sont les « flics » ou les « poulets », comme vous préférez.

Pour avoir de la tunc ou une Yam, ils se sont fait piquer en train de faneher et les cuffs les ont gardés jusqu'au matin (pour la traduction : la Yam = une Yamaha).

Le programme que je dois aborder avec eux est suffisamment ouvert sur la vie pratique pour que l'un puisse parler de tout et de rien ; il m'est facile, d'autant plus qu'ils se confient facilement à moi, de les pousser dans leurs retranchements.

Pourquoi piquer ? Pour avoir quelque chose, pour pouvoir me faire mon film...

Et si on vous vole votre mot ?

Celui qui me fauche ma mob, je le flique... Tout le problème est là. Bien sûr qu'ils ne « fliqueront » pas celui qui leur « fauchera » leur « bécano », mais il en gardera sûrement un souvenir. Ne faites surtout pas ce que je fais serait un peu leur morale...

Ils sont parfois si réalistes qu'on les prendrait pour des adultes et parfois si rêveurs que l'enfance ne peut pas être loin. Ils voudraient travailler dans les pays arabes pour rapporter plein de « tuncs ». Ils souhaitent être riches pour pouvoir profiter de cette société qui leur est encore fermée, simultanément ils voudraient tout faire savoir.

Ils se disent violents mais souhaitent qu'un mec qui tue un vieux ou viole une femme soit tué aussi. Ils admirent pourtant Mitterrand — « c'était un pro » — mais aussi Starysky et Huch...

Dans leur tête, la frontière n'est pas bien tracée entre un idéal flic ou voyou. Ils languissent, ils attendent, ils espèrent, même s'ils ont laissé aux portes de l'enfance leurs illusions...

EDITH NGUYEN,
(Limoges).

Détournement de l'euthanasie

Je me permets de protester contre l'emploi du mot *euthanasie* dans le titre du récit du meurtre d'une femme incurable à coups de clé à molette sur le crâne (1). *Euthanasie*, emprunt un grec qui signifie « bonne mort », désigne la mort douce et sans souffrance procurée à un moribond à l'aide de médicaments appropriés. Ce n'est ni aucun cas la mort donnée à coups de clé à molette.

Dans le cas particulier, il semble que, à la suite d'une longue cohabitation avec une malade condamnée, les nerfs d'un mari ont craqué, ce que, exaspéré, il a tué sa femme avec le premier objet qui lui est tombé sous la main. Mais cela n'a rien de commun avec l'euthanasie. Au contraire, si un médecin compatissant avait procuré à la pauvre femme, qui demandait qu'on abrège

ses souffrances, une mort douce, c'est-à-dire l'euthanasie, on aurait évité ce drame.

L'euthanasie, qui n'est pas encore reconnue par nos mœurs et nos codes, peut être, dans certains cas, bienfaisante, et, sous certaines garanties, elle pourrait très bien être admise. Ma femme et moi avons signé la demande qu'on nous la procure si nous venons à en avoir besoin. Même si l'euthanasie choque certaines personnes qui n'ont pas nos idées, on n'a pas le droit de déshonorer ce mot en l'appliquant à des meurtres, peut-être faits par pitié, mais qui, à l'évidence, n'ont rien de la mort douce.

Gilbert BRUNET,
administrateur de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, soixante-dix-neuf ans, Paris.

(1) *Le Monde* du 9 juin.

Le Monde DE L'EDUCATION

JUILLET-AOÛT 1983

**LE PALMARÈS
DES UNIVERSITÉS
ET DES GRANDES ÉCOLES**

**LES DEVOIRS DE VACANCES :
OUI OU NON ?**



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
10,50 F

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Djibouti

L'opération de rapatriement volontaire des réfugiés éthiopiens s'engage sous l'égide du H.C.R.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La délicate opération de rapatriement volontaire des quelque trente-cinq mille réfugiés éthiopiens de Djibouti devrait débuter dans les prochains jours. Sous l'égide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), ce plan vise à organiser le retour des exilés dans leur région d'origine, leur accueil en toute sécurité, puis leur réinsertion sociale.

La majorité des réfugiés de Djibouti sont regroupés dans deux camps, à Dikhil et Ali-Sabieh. Plus de dix mille autres — non enregistrés auprès du H.C.R. — vivent chez des parents ou amis à Djibouti-Ville. Au total, plus d'un habitant sur dix de la jeune République est un réfugié. Cette présence massive constitue un lourd fardeau pour un pays des plus démunis. Elle perturbe la fragile équilibre ethnique entre Afars et Somalis, aggrave le chômage et provoque un accroissement de la criminalité. Aux abords des camps, la population djiboutienne, nettement minoritaire — cinq mille habitants contre dix-sept mille réfugiés à Dikhil — fait les frais de ce déséquilibre. Le commerce local, par exemple, ne peut concurrencer le marché noir organisé par les réfugiés et, involontairement, alimenté par les dons alimentaires du H.C.R., qui dépense à Djibouti 4 millions de dollars par an, estimant s'être acquittés au mieux depuis six ans de ses obligations internationales et de son devoir de solidarité envers les exilés, le gouvernement djiboutien souligne que leurs perspectives d'intégration locale sont quasi inexistantes. Il souhaite le rapatriement « librement consenti » des réfugiés en Ethiopie et a sollicité dans ce but l'assistance du H.C.R., d'où la création, en février dernier, d'une commission tripartite — Djibouti-Ethiopie, H.C.R. — chargée de mettre au point un plan de rapatriement offrant une totale protection aux candidats au retour.

Adopté en avril par la commission, ce plan est financé par le H.C.R. (8 millions de dollars). Des bureaux d'enregistrement sont ouverts dans les camps pour les volontaires, qui recevront une carte spé-

Tchad

Les combats s'intensifient

(Suite de la première page.)

Sans leurs chefs (M. Goukouni Oueddei et l'ancien vice-président, le colonel Kamougué, ex-dirigeant du Sud tchadien) s'étaient exilés respectivement à Alger et Brazzaville, pour se retrouver finalement à Tripoli.

« D'où est tombée en douze mois cette armée suréquipée, motorisée, avec de l'armement très sophistiqué ? Ceux qui continuent de nier cela camouflent en réalité leur im-

puissance face à l'arrogance libyenne. »

« Le Tchad a des amis, il n'est pas isolé, et devant la gravité de la situation, les uns et les autres lui apportent leur concours », n-41 dit à propos de l'aide de Washington et du Caïre.

M. Habré a déclaré que les troupes zaïroises ont été envoyées à N'Djamena à sa demande pour l'aider « à faire face à l'agression » contre son pays. Il a assuré que les

chasseurs mis à la disposition de son pays par Kinshasa (trois Macchi) étaient « importants » pour la défense du pays, mais demeuraient toutefois insuffisants, compte tenu de leur rayon d'action limité et de l'étendue du territoire tchadien.

Si la situation demeure calme à N'Djamena, un des techniciens civils des firmes d'armement ont commencé l'instruction de soldats tchadiens, l'évacuation de certains ressortissants étrangers, en particulier américains, ajoute à une inquiétude de plus en plus sensible.

Kenya

Les touristes font les frais d'une insécurité croissante

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le Kenya devient dangereux pour les touristes. En quelques semaines, plusieurs groupes de vacanciers en safari ont été attaqués par des bandits armés. Ce fut, début juin, le cas de cinq Britanniques à quelques kilomètres de la frontière tanzanienne. Il y eut ensuite une agression contre des campeurs, dépourvus de leur argent dans la réserve de Masai Mara, l'une des plus célèbres du pays. Deux d'entre eux furent blessés à coups de machette. Le plus sérieux incident s'est produit à la mi-juin lorsque des inconnus, armés notamment d'un fusil AK-47, ouvrirent le feu sur trois minibus. Un touriste anglais a trouvé la mort pendant cette attaque survenue en plein jour dans la vallée du Rift, à moins d'une heure de Nairobi et sur l'une des routes les plus fréquentées du pays. Il y a quelques jours enfin, un véhicule de touristes est tombé dans une nouvelle embuscade qui, cette fois, n'a fait aucune victime.

Soucieux de minimiser la gravité de cette série d'incidents, le ministre du tourisme, M. Mwangi, les mit sur le compte des « ennemis du Kenya ». Il fit observer que l'assassinat d'un touriste était le premier drame de ce genre dans le pays depuis vingt-cinq ans. La presse locale semble avoir reçu pour consigne de ne pas monter en épingle ces diverses agressions. Nairobi s'efforce de ne pas effrayer les marchands de voyages. L'enjeu économique est de taille. Le tourisme constitue, en effet, la troisième source de devises du pays. Ce secteur a connu en 1982 une timide reprise avec près de trois cent mille visiteurs. Les professionnels du tourisme ne partagent pas l'optimisme de leur ministre. Selon M. Geoffrey Kago, président de l'Association des tours opérateurs du Kenya, « la multiplication des actes de banditisme et des vols a ruiné la réputation du pays à l'étranger ». Nul ne connaît ces « ennemis du Kenya » qui s'en prennent, en toute impunité, aux paisibles touristes. Trouvent-ils refuge au-delà de la

J.-P. LANGELLIER.

Tanzanie

Vieil impôt nouvelle contribution

Nairobi. — Certaines pratiques coloniales avaient-elles du bon ? On pourrait le croire en voyant plusieurs gouvernements africains renouer avec elles. Il y a quelques semaines, le régime mozambicain réintroduisit la fiscalité publique, symbole honni du pouvoir portugais (la Monde du 25 mai). C'est maintenant au tour de la Tanzanie de ressusciter gauchement le passé. Les autorités de Dar-Es-Salaam, en effet, viennent de réintroduire la capitation, impôt individuel naguère exécuté, dont le non-paiement valut la prison à plus d'un colonisé. Le président Nyerere l'avait abolie après l'indépendance.

A partir du 1^{er} juillet, tout citoyen adulte devra de nouveau verser une dîme personnelle qui variera de ville en ville, mais ne pourra être inférieure à 100 shillings (65 F). Cette taxe financera l'administration locale. Craignant de réveiller de trop mauvais souvenirs, le pouvoir a rebaptisé le vieil impôt « contribution au développement ». L'affaire suscita l'an dernier un débat houleux au Parlement qui entraîna l'ajournement du projet. Péurie oblige, le gouvernement n'en finit du compte, balayé les réticences des élus. La Tanzanie comme le Mozambique — faut-il le rappeler ? — se réclame haut et clair du « socialisme ». — J.-P. L.

EUROPE

R.F.A.

Les accusations du secrétaire d'Etat à l'intérieur sur l'infiltration communiste du mouvement pacifiste provoquent une vive controverse

De notre correspondant

Bonn. — Dans une lettre aux députés S.P.D., dont il est le chef de file, M. Hans-Jochen Vogel a, pour la première fois, évoqué, mardi 5 juillet, la possibilité de refuser carrément l'armement nucléaire américain qui sera installé en Allemagne fédérale si la conférence de Genève sur les armes nucléaires se solde par un échec. Cette attitude serait « dans la logique de la double résolution de l'O.T.A.N. et de nos propres résolutions ». Ladite « logique » n'est pas développée par M. Vogel, mais son invocation importe moins que l'éventualité d'un refus officiel des Pershing-2 et des missiles de croisière qui pourrait être prononcé lors du congrès extraordinaire du S.P.D. qui doit se tenir en novembre sur le sujet.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Karl-Dieter Spranger, a publié ce même mardi un avertissement à la population, invitée à ne pas participer aux manifestations « pacifistes » prévues pour la rentrée, en raison de leur infiltration par le parti

communiste, qu'il estime à 20 % environ des effectifs de ces mouvements, sans compter une influence indirecte qui pourrait atteindre 50 %. Du coup, les sociaux-démocrates et les syndicalistes qui ont annoncé leur participation à la grande manifestation du 22 octobre prochain sont accusés d'être les « compagnons de route » des communistes. Ce qui suffit au S.P.D. pour demander la démission de M. Spranger pour diffamation.

A vrai dire, il est difficile de distinguer la cause de l'effet dans la participation — évidente — des communistes allemands aux démonstrations pacifistes. Il est non moins difficile de faire le départ des communistes « orthodoxes », qui jouissent apparemment du soutien de la R.D.A., et des groupements « marxistes-léninistes » qui, leurs effectifs au complet, se mêlent ouvertement aux cortèges de protestation contre le réarmement atomique occidental.

Il est certain, en revanche, que socialistes et syndicalistes connaissent leurs adversaires de gauche, même si ceux-ci ne leur font plus peur et ne veulent pas se laisser manœuvrer. Le score décisif obtenu par les communistes du D.K.P. aux élections générales et régionales les confirme dans leur placidité. Sociaux-démocrates et syndicalistes savent prendre leurs distances quand il y a lieu. Ainsi la centrale ouvrière D.G.B. se montre-t-elle plus que réservée à l'égard de la manifestation du 22 octobre organisée à Hambourg. Mais elle recommande à ses membres de prendre part aux grands défilés de foule qui auront lieu à Bonn et à Stuttgart le même jour. La simple vérité intellectuelle consisterait peut-être à inverser la formule du « compagnon de route » : c'est ce que sont les communistes allemands par rapport aux masses pacifistes, qu'ils seraient bien incapables de mobiliser à eux seuls.

Ils profitent de l'occasion pour se montrer, proposer leur littérature, voire brandir le drapeau rouge. Il n'est pas exclu non plus que les plus malins de leurs militants s'introduisent dans les commissions d'organisation des grandes manifestations. Mais la vague du pacifisme ouest-allemand est, de toute façon, hétéroclite. Elle comporte des croyants et des non-croyants, des moutons et des loups, des conservateurs et des progressistes, et surtout une majorité qu'on serait bien en peine d'étiqueter politiquement.

ALAIN CLÉMENT.

Pologne

Moins de quinze jours après la visite du pape

LE GÉNÉRAL JARUZELSKI REÇOIT L'ORDRE DE LÉNINE

Le général Jaruzelski a été décoré mardi 5 juillet de l'Ordre de Lénine, la plus haute distinction soviétique, à l'occasion de son soixantième anniversaire. Le message commun du comité central et du président du Soviet suprême félicite le premier secrétaire du parti communiste polonais de « sa lutte pour défendre le socialisme, pour servir au plus vite de la cause, et pour normaliser la vie politique et économique de la société, à un moment difficile pour la Pologne ». Cette distinction, à laquelle s'ajoute l'attribution de l'Ordre de Klement Gottwald par les dirigeants tchécoslovaques, intervient moins de quinze jours après la visite du pape Jean-Paul II en Pologne.

D'autre part, on apprenait le même jour, à Varsovie, que l'une des principales personnalités du « Comité du priant » pour l'aide aux victimes de l'état de siège, le docteur Zofia Karwowska, a été informée qu'elle devrait renoncer à son poste de chef de clinique. Prés d'un millier de médecins de Varsovie ont écrit au ministre de la Santé polonaise, afin de protester contre cette décision interprétée comme une mesure de représailles.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• L'UNION NATIONALE POUR L'INDÉPENDANCE TOTALE DE L'ANGOLA (UNITA), qui combat le régime de Luanda, a confirmé mardi 5 juillet la prise de Mucunda, dans la province côtière de Kwanza-Sul, et annoncé la mort de deux cent quarante-huit soldats gouvernementaux au cours des combats. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, l'UNITA affirme n'avoir eu que dix-sept tués lors de la prise de la ville. De grandes quantités d'armes et de munitions auraient été capturées dans la ville située à 32 kilomètres au sud de Malange. — (Reuters.)

Guinée-Equatoriale

• LA PEINE DE MORT a été requise contre trois militaires équato-guinéens accusés d'avoir participé à un complot éventé à la mi-mai à Malabo, n-annoncé, mardi 5 juillet, à Madrid, la radio espagnole. Parmi eux figure le sergent Venancio Miko, qui s'était réfugié à l'ambassade d'Espagne à Malabo, la capitale, avant d'être remis peu après aux autorités de son pays, qui s'étaient engagées auprès de Madrid à l'expulser de Guinée-Equatoriale s'il était condamné à mort. Au cours du procès, qui a duré de vendredi à lundi dernier, le sergent Miko a rejeté la responsabilité du complot sur les deux autres coaccusés, Gregorio Michela et Carmelo Owono Ndongo. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

• LES SIX EVÊQUES CATHOLIQUES D'IRLANDE DU NORD ont condamné, lundi 4 juillet, l'utilisation des balles de plastique par les forces de l'ordre de la province contre les manifestants. Les balles de plastique, qui ne sont pas utilisées dans le reste du Royaume-Uni, ont provoqué la mort de quatorze personnes depuis le début des troubles en Irlande du Nord. Par ailleurs, les évêques se sont prononcés contre la réintroduction de la peine capitale, qui ne ferait qu'exacerber une situation déjà dangereuse.

Israël

• LE PARLEMENT ISRAËLIEN a approuvé, mardi 5 juillet, par 62 voix de la majorité contre 50 de l'opposition travailliste, la nomination de M^{me} Sarah Doron, première femme à occuper un poste ministériel dans le gouvernement Begin. M^{me} Doron (soixante et un ans), qui est ministre sans portefeuille, appartient au parti libéral, la seconde composante de la coalition gouvernementale du Likoud. — (A.F.P.)

Mauritanie

• LE GOUVERNEMENT DE NOUAKCHOTT a célébré, mardi 5 juillet, le troisième anniversaire de la décision d'abolir l'esclavage, en 1980. Dans un discours radiodiffusé prononcé à cette occasion, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haïdalla, chef de l'Etat mauritanien, a estimé que « cette déci-

sion constitue un engagement ferme et solennel devant Allah et devant le peuple de rendre leur liberté à des milliers d'hommes et de femmes de ce pays ».

Namibie

• HUIT MEMBRES D'UNE MÊME FAMILLE NOIRE — dont six enfants — ont été tués, dimanche 3 juillet, par l'explosion d'une mine, sur une route au nord de la Namibie, a annoncé lundi un porte-parole militaire à Windhoek. Vingt-trois civils sont morts après avoir sauté sur des mines depuis le début de l'année en territoire namibien et quarante-neuf autres auraient été « assassinés » par les maquisards de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), selon les autorités militaires sud-africaines. Le bilan des pertes en hommes officiellement enregistré par les forces de sécurité (armée et police sud-africaines, ainsi que les forces armées territoriales) s'élève à cinquante et un morts au cours du premier semestre 1983, indique-t-on de même source. Au cours de la même période, la SWAPO a perdu quatre cent vingt-neuf hommes selon Pretoria. — (A.F.P.)

R.D.A.

• TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et quarante et une autres blessées dans la collision de deux trains de voyageurs, près de Blankenfelde, au sud de Berlin, a annoncé, mardi 5 juillet, l'agence de presse officielle est-allemande A.D.N. Les dégâts matériels sont très importants.

Maurice RHEIMS

de l'Académie française

Le Saint Office

roman

« Un véritable document d'époque sur ce qui reste des beaux quartiers parisiens ».

Bernard Poirot-Delpuch/Le Monde

« Ce livre est merveilleux de malice, de rebondissements, de vérités cruelles... Un régal sans pareil ».

Alain Bosquet/Le Figaro

« La confession de Maurice Rheims finit, pour le lecteur, par des éclats de rire... Un des textes les plus gais de l'année ».

Anne Pons/Le Point

GALLIMARD nrf

AMÉRIQUES

Nicaragua

« La situation au Nord est grave, mais nous ne sommes pas inquiets »
nous déclare M. Borge, ministre de l'intérieur

De notre envoyé spécial

Managua. — Le ministre de l'intérieur, M. Tomas Borge, est sans doute le plus populaire des neuf commandants qui appartiennent à la direction collégiale du Front sandiniste de libération, le véritable exécutif du Nicaragua depuis l'instauration du régime révolutionnaire en juillet 1979. Il contrôle directement les troupes spéciales du ministère de l'intérieur, dont le nombre exact n'est pas connu mais qui ont une réputation de troupes d'élite. Responsable d'un secteur de la défense, ainsi que de la sécurité, M. Tomas Borge, arrêté et torturé sauvagement pendant la lutte contre Somoza, est un homme menacé. Il aurait fait l'objet d'une cinquantaine de tentatives d'assassinat. C'est dans

une maison discrète qu'il a répondu à nos questions.

« La situation est-elle grave à la frontière nord ? »

— Elle est grave sur le plan tactique, mais elle ne constitue pas une menace stratégique. Je veux dire que nous ne sommes pas inquiets. Les États-Unis vont accentuer leur pression. Il y a une progression qualitative dans l'offensive militaire de nos adversaires. Nous avons la preuve que l'artillerie hondurienne est entrée en action avec des mortiers et de l'artillerie de campagne. La route qui longe la frontière, dans le secteur de Jalapa, a été asphalée par les Honduriens, et nous observons d'incessants mouvements de troupes. Nous savons aussi que les Américains ont mis au point un plan de provocation. Il s'agit pour nous de ne pas tomber dans le piège.

« Washington parle de guerre civile au Nicaragua ? »

— Il faut être de parfaite mauvaise foi pour dire ça. Pour dire que l'agression s'explique par un mécontentement interne. Seuls des facteurs extérieurs sont la cause des tensions armées à nos frontières nord et sud.

« Mais comment éviter l'incident ? »

— C'est difficile. Nous avons des troupes, des blessés. Des civils, dont des enfants, sont déjà victimes des combats. Mais nous devons faire attention, garder notre sang-froid. Jalapa est encerclé, et ils manœuvrent de manière à nous inciter à leur ouvrir la retraite en pénétrant au Honduras. C'est classique, c'est banal.

« C'est tentant ? »

— C'est une tentation terrible et permanente. Mais nous n'allons pas tomber dans le panneau, pour qu'ils puissent crier au secours, dire que le Nicaragua tonnerait le Honduras. Nous faisons terriblement attention. Pourtant l'enjeu est d'importance. Ils voudraient occuper une portion de territoire nicaraguayen et proclamer un gouvernement pour se faire reconnaître.

« Pourquoi avoir choisi Jalapa ? »

— Parce que c'est à côté du sanctuaire hondurien. Et aussi parce qu'ils y ont une base sociale favorable. Les gardes nationaux de Somoza étaient traditionnellement recrutés dans cette province. Ils ont des amitiés, de la famille.

« Vous avez dû effectuer des replis ? »

— Oui, nous avons évacué certaines zones de la côte atlantique, et aussi dans le sud, à la frontière du Costa-Rica. Ce n'est pas grave. De simples aménagements dans des secteurs très difficiles du point de vue géographique. L'important pour le moment, c'est le Nord. Ils tiennent notre résistance. Je crois qu'ils sont convaincus. Ils n'arriveront à rien comme ça. Nous n'allons pas céder. La grande offensive stratégique, militaire, si elle doit avoir lieu, se déroulera à Chinandega, en direction des villes du littoral et de Managua. S'il y a une guerre avec le Honduras, ça se passera là.

« Vous ne regrettez pas d'avoir libéré les anciens gardes nationaux de Somoza qui se battent maintenant contre vous ? »

— Pas du tout. C'était une question de principe.

« Et Pastora ? On dit qu'il est resté populaire ? »

— Son opération de commando d'août 1978 lui a monté à la tête. Vous vous rappelez, il était le seul à ne pas avoir dissimulé son visage. Il voulait qu'on le reconnaisse. Après la victoire de 1979, il s'est senti déçu et frustré. Il n'avait pas le premier rôle. Il est plein de contradictions. Je dirais que sa vraie personnalité n'est pas à la hauteur du mythe. La déception dans le peuple, après sa trahison, est, elle, à la hauteur du prestige qu'il avait conquis. Moi, je pourrais pardonner aux gardes somozistes, mais pas à Pastora.

« Vous croyez au dialogue avec les États-Unis ? »

— C'est souhaitable, mais je n'ai pas beaucoup d'illusions. Stone (1) est venu ici faire de la propagande, dire que les États-Unis ne se sentaient pas menacés par le Nicaragua. Bien sûr ! Mais nous sommes menacés par les États-Unis. Reagan veut la guerre. Il ne renoncera que sous la pression de son opinion, du Congrès et de l'opinion internationale.

« S'il y a la guerre avec le Honduras, vous ferez appel à des pays amis ? A Cuba ? A l'U.R.S.S. ? »

— Non, je ne crois pas. Les Américains bloqueront tout. Nous ne devons compter sur l'aide de personne. Mais nous nous bat-

trons. Ça nous coûtera cher. Mais nous nous battons.

Le pape est déjà oublié

« Le voyage du pape ? ça s'est mal passé pour vous ? »

— Le pape ? Il est reparti. Je dirais qu'il a été un peu démythifié. Maintenant, c'est un souvenir. On l'a oublié.

« Le pluralisme, c'est une fiction ? »

— Pas du tout. Pas question d'y renoncer. Il y a douze ou treize partis homologués qui ont pignon sur rue, depuis les libéraux indépendants jusqu'au parti communiste.

« Ils ont une capacité d'expression plutôt limitée ? »

— C'est normal, nous sommes en guerre. L'après 1984 ils pourront, la situation étant redevenue plus normale, participer librement à la campagne pour les élections de 1985.

« C'est un peu loin. Carlos Andres Perez (l'ancien président vénézuélien) vous a demandé d'avancer la date des élections. »

— Oui, c'est une proposition que je qualifierais de respectable. Si nous avions fait les élections un an après la victoire, il n'y aurait aucun problème. Ça aurait été mieux. C'est trop tard pour le regretter. Nous n'avons aucune expérience de maître d'élections. Il n'y en a jamais eu de véritables ni avant Somoza ni pendant. Donnez-nous le temps d'étudier les mécanismes.

« Vous aidez les Salvado-

riens ? Les Américains, qui disposent des moyens d'observation les plus perfectionnés, sont incapables d'en apporter la moindre preuve. Mais nous sommes prêts à en discuter avec eux. De ce sujet et de beaucoup d'autres.

« Vous croyez à la neutralité des Costariciens ? »

— Ils y sont poussés par plusieurs raisons. Monge (président du Costa-Rica) a échoué dans son rapprochement avec Reagan. Mais je leur demande de se charger du contrôle de leur pays. Nous nous chargeons du nôtre.

Propos recueillis par MARCEL NIEDEBERGANG.

(1) M. Richard Stone, ambassadeur itinérant en Amérique centrale.

DIPLOMATIE

LES VOYAGES AU PROCHE-ORIENT DE MM. CHEYSSON ET SHULTZ

La France réaffirme son soutien à l'O.L.P. déclare, à Damas, le ministre des relations extérieures

Le chassé-croisé de MM. Claude Cheysson et George Shultz au Proche-Orient se poursuit sans qu'un progrès quelconque ait été enregistré dans la solution des problèmes qui se posent à la région. D'ailleurs les chefs de la diplomatie française et américaine n'ont d'autre ambition déclarée que d'enregistrer le point de vue des gouvernements concernés.

M. Cheysson, qui est reparti mercredi 6 juillet par M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, ira au Caire, jeudi, et poursuivra son voyage par une brève visite à Bagdad et même une escale à Amman. De toute façon, il doit être de retour vendredi pour un important conseil des Dix à Bruxelles.

Mardi soir, le ministre français s'était entretenu à Djeddah avec le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères. Il arrivait de Damas où il avait eu successivement des conversations avec le président Assad et son ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam. Rien n'a filtré sur ces échanges, mais on sait qu'ils ont porté sur l'évacuation des troupes étrangères du Liban et, d'une manière générale, sur le conflit israélo-arabe.

Dans un sens, l'événement remarquable a été la rencontre mardi entre M. Khalid el-Fahour, président du Conseil national palestinien (C.N.P.), et M. Cheysson, et surtout la déclaration que ce dernier a faite à l'issue de l'entretien. Le ministre français a, en effet, apporté son appui à l'O.L.P. dans les termes suivants : « La France réaffirme son soutien à l'O.L.P. et son attachement à l'unité de la centrale palestinienne et à la nécessité de trouver une solution globale au problème du Proche-Orient garantissant les droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance. »

Cette prise de position, qui n'est pas en soi nouvelle, prend un relief particulier dans la conjoncture actuelle. Elle a été formulée à Damas à un moment où l'on prête aux responsables syriens l'intention de « casser » l'O.L.P. M. Shultz étant dans la région, M. Cheysson paraît vouloir souligner que sa tournée n'a pas été coordonnée avec son collègue américain — comme une partie de la presse israélienne a cru pouvoir l'affirmer — et que la France n'adhère pas à la stratégie de Washington au Proche-Orient.

En effet, les États-Unis font abstraction de l'existence de l'O.L.P. et sont opposés à une « solution globale » qui associerait le problème libanais à celui de l'avenir des Palestiniens. Enfin, M. Cheysson a donné des assurances à M. Fahour, moins en sa qualité de président du C.N.P. qu'en celle de chef de la délégation désignée par M. Arafat pour rechercher un compromis avec la Syrie.

M. Shultz : pas de marchandage

Les brèves déclarations faites par M. George Shultz sont d'un tout autre registre. Mardi, à Beyrouth, mercredi matin à Damas, où il a été reçu lui aussi par M. Assad et Khaddam, le secrétaire d'État américain a nettement laissé entendre qu'il n'attendait rien de ses conversations. Non seulement a-t-il affirmé qu'il n'était pas question de « renégocier l'accord israélo-libanais » — auquel Damas oppose plusieurs objections — mais il a ajouté encore qu'il n'avait rien à offrir aux Syriens pour les inciter à se retirer du Liban. Il a précisé : « Je ne vois pas comment il pourrait y avoir un marchandage de trois entre Israël, la Syrie et le Liban. » Il a bien fait une allusion au Golan syrien, mais il n'a pas indiqué comment il s'y prendrait pour persuader Israël, qui a formellement annexé le territoire, de le restituer à la république basiste. En tout cas, le président Assad insiste pour que toute solution soit « globale » et porte sur l'ensemble des territoires occupés par Israël.

M. Shultz n'a pas eu davantage de satisfaction à Djeddah, où il a tenté, mardi, d'inciter le roi Fahd à interdire auprès de la Syrie afin que celle-ci « assouplisse » sa position. Les divergences entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont apparues au cours d'une conférence de presse tenue par le prince Saoud peu avant le départ du secrétaire d'État américain. Tout en affirmant que son gouvernement coopérerait avec celui de Washington pour « atteindre les mêmes objectifs au Liban », à savoir le retrait de toutes les forces étrangères et le rétablissement de l'autorité de l'État, — le chef de la diplomatie saoudienne a bien souligné que l'on ne pouvait mettre sur le même plan l'armée d'occupation d'Israël et celle de la Syrie « sœur ». Des observateurs en déduisent que Riyad ne serait pas disposé à exercer des pressions sur Damas. — E. R.

PROCHE-ORIENT

CINQ MOIS APRÈS L'ÉRUPTION DE NOWRUZ

Un « plan technique » est adopté pour lutter contre la marée noire du golfe Persique

Manama (Bahreïn) (A.F.P.). — Les experts des pays membres de l'Organisation régionale du golfe Persique pour la protection de l'environnement marin (R.O.P.M.E.), qui étaient réunis à Manama depuis le 25 juin, ont approuvé, le 30 juin, un plan technique pour lutter contre le pétrole qui jaillit depuis cinq mois du champ irakien de Nowruz, situé dans le nord du golfe Persique. Ce plan prévoit, notamment, le repérage aérien et maritime des nappes de pétrole

importantes, avant de procéder à leur élimination. Ces opérations auront lieu sur une surface d'environ 9 450 kilomètres carrés, du champ de Morjane (à 125 kilomètres au sud-est de Nowruz) jusqu'au sud du golfe Persique. La « zone de guerre », où est situé Nowruz et où se déroulent des combats aériens entre l'Irak et l'Iran, est exclue de la région où se feront les repérages.

lastages des nombreux bateaux circulant dans la région. En tout cas, contrairement à ce qu'on craignait au début, les déversements de Nowruz ne menacent pas jusqu'à présent les usines de dessalement d'eau de mer. En revanche, les prises d'eau de ces usines ont depuis plusieurs semaines de gros problèmes avec les méduses qui prolifèrent et colmatent les filtres. Mais il est impossible d'établir une relation de cause à effet entre le déversement de Nowruz et cette prolifération de méduses : la mer Rouge, elle aussi, est infestée actuellement de ces animaux.

Enfin, si l'on peut se féliciter de la décision du R.O.P.M.E., on ne voit pas très bien à quoi pourrait servir les vols de repérages des nappes. Il semble bien ne pas y avoir de nappes flottant à la surface des eaux, mais seulement des agglomérats de pétrole flottant sous la surface et donc impossibles à détecter par avion, même si celui-ci est équipé de capteurs à ultra-violet ou à infrarouge ou de radar. Seuls pourraient être efficaces des bateaux traînant des filtres à mailles très fines (5 millimètres au maximum) dans lesquels seraient piégées les boules.

Éliminer les nappes superficielles émettent des doutes, dans l'état actuel de la guerre, un vœu utopique. Les matériaux disponibles pour coller les boules, pour les autres, elles ne le seraient pas. Cette variabilité peut signifier que boules ou crêpes sont des origines différentes : certaines seraient issues du pétrole de Nowruz, d'autres de rejets de débal-

M. Mohamed El Maschat, ambassadeur de la République d'Irak en France, nous écrit :

La guerre entre l'Irak et l'Iran dure maintenant depuis plus de deux ans et demi et tout porte à croire qu'elle va encore se prolonger. L'Irak, de par sa position géographique, ses richesses minières, agricoles et hydrauliques, représente la clé de voûte de l'ensemble du Golfe et de la péninsule arabique. D'ailleurs, toutes les grandes batailles historiques qui ont déterminé et façonné définitivement le destin de cette partie importante de la nation arabe se sont jouées sur notre territoire national.

Aussi le calcul de Khomeiny est clair : si le barrage irakien cède, aucun obstacle sérieux ne s'opposera à l'effacement des troupes iraniennes vers les déserts fabuleux d'Arabie, les rivages du Golfe, d'Oman et de la mer Rouge. Il s'agit d'un vieux rêve persan qui date de l'époque de Darius le Grand.

L'islamisation de l'Iran n'y a rien changé. Il serait facile d'énumérer les tentatives de main-mise sur les pays arabes du Golfe. Rappelons seulement que, du temps du chah comme de celui de son successeur, l'Iran n'a cessé de revendiquer l'État de Bahreïn, de maintenir sa domination sur l'Arabie saoudite, et les trois îles appartenant aux émirats arabes. L'idéologie islamique prônée par le régime des mollahs, n'a fait que donner un élan plus passionnel à une donnée constante de la politique iranienne.

Il est étrange que devant cette situation tout à fait claire, certains médias continuent de faire semblant d'ignorer le véritable agresseur en prêtant une oreille complaisante aux manœuvres de diversion khomei-

CORRESPONDANCE

Pourquoi l'Irak ?

nistes. Pourtant, les porte-parole officiels de celui qu'on appelle le guide de la révolution ne cessent de répéter, à qui veut les entendre, que leur objectif reste l'occupation du territoire national irakien.

A la veille du déclenchement de la dernière en date des offensives iraniennes, le président Saddam Hussein a renouvelé ses propositions de paix. En vain. La réponse des dirigeants iraniens a été négative.

L'Irak, qui a été obligé de mener cette guerre pour défendre son territoire national, a démontré dès les premiers jours des hostilités son désir de paix sur la base du respect réciproque de la souveraineté, du bon voisinage et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir, en juillet 1968, du parti Baas arabe socialiste, notre pays s'est engagé dans un vaste programme de développement. La nature a doté notre pays de toutes les possibilités nécessaires pour mener à bien un tel projet : une énergie pétrolière abondante, de gigantesques ressources hydrauliques, des terres fertiles, une population relativement nombreuse, une direction politique jeune, dynamique, issue du peuple et croyant profondément aux exigences de la vie moderne.

Les plans d'industrialisation, la transformation sur place des matières premières, la mise en valeur des terres, la lutte contre l'analphabétisme, entreprise depuis quinze ans, constituent sans aucune doute l'une des expériences les plus originales du tiers-monde. Mais le gouvernement de notre pays n'a pas seulement consacré ses revenus pétroliers à des fins égoïstes ; il en a réservé une part très importante à l'aide aux pays arabes frères, à la réalisation de certains projets dans les pays du tiers-monde.

Cette politique se traduit sur le plan international par une recherche constante des partenariats ayant les mêmes objectifs. C'est dans ce cadre qu'il convient de situer les rapports privilégiés existant entre la France et l'Irak. Sans remonter jusqu'au temps lointain d'échanges de ca-

deaux et de délégations entre Charlemagne et Haroun Al-Rachid, les relations entre Bagdad et Paris ont non seulement résisté aux vicissitudes d'une histoire mouvementée mais se sont constamment développées dans tous les domaines.

Dans la volonté d'indépendance à l'égard des blocs et des appuis des sanctions, de profondes convergences, pour ne pas dire concordances, existent entre Paris et Bagdad.

Pour illustrer ce choix stratégique, l'Irak a pris des décisions concrètes vis-à-vis de la France. J'en citerai une, qui revêtait, à son époque, une signification évidente : lors que le gouvernement irakien a pris, en 1972, la décision de nationaliser le pétrole, il a en même temps, par des mesures exceptionnelles, préservé les intérêts de la France, dans le cadre des compagnies touchées.

Il ne s'agit pas ici de faire le bilan des rapports franco-irakiens. Nous voudrions tout simplement éclairer l'opinion publique sur le véritable enjeu de ces relations. Certains commentateurs laissent entendre, depuis quelque temps, que nous avons des difficultés, et se demandent si notre économie est toujours capable d'assumer les conséquences de la guerre. Il est évident que les dépenses occasionnées par la guerre créent un certain nombre de problèmes et diminuent nos disponibilités financières dans l'état actuel des choses. C'est un problème de liquidités dû au fait que nous n'arrivons pas actuellement à couler notre production de brut à travers le Golfe ni la Méditerranée à la suite de la fermeture, en mars dernier par la Syrie, d'oléoducs qui traversent son territoire.

Mais de telles difficultés passagères ne doivent, en aucune façon, entamer la crédibilité de l'Irak. Ce sont des problèmes financiers qui existent momentanément, résultant des circonstances particulières, et qui ne traduisent pas des obstacles structurels. Les potentialités économiques, déjà mises en valeur dans notre pays, lui permettent d'assumer pleinement ses engagements vis-à-vis de ses partenaires loyaux, dans le présent comme dans l'avenir.

سكمان النخيل

ASIE

DIPLOMATIE

Un groupe de personnalités crée une « commission indépendante sur les questions humanitaires internationales »

Genève (A.F.P.). — Un groupe de personnalités a créé, mardi 5 juillet à Genève, une « commission indépendante sur les questions humanitaires internationales » pour favoriser « un nouvel ordre humanitaire mondial ».

En voici la composition :

Le prince Sadruddin Aga Khan, ancien haut commissaire des Nations unies aux réfugiés et le prince Talal bin Abdulaziz Al Saud, d'Arabie Saoudite ; M. Aziz Shoukry Hameed, président de la Fédération internationale du planning familial (Egypte) ; M. Bodjoui, juge à la Cour internationale de justice (Algérie) ; M. M'Zali, premier ministre tunisien ; le prince Hassan bin Talal (Jordanie) ; M. Léopold Sédar Senghor, ancien président de la République du Sénégal ; M. Salim A. Salim, ministre des affaires étrangères de Tanzanie ; M. Bar, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (Soudan) ; M. H. Mojsov, secrétaire général des affaires étrangères de Yougoslavie ; M. Owen, ancien secrétaire au Foreign Office ; M. Graber, ancien président de la Confédération helvétique ; M. Pahr,

ancien ministre fédéral autrichien des affaires étrangères ; M. Simon West, ancien président du Parlement européen et ancien ministre ; M. Adam Malik, ancien vice-président de la République d'Indonésie ; M. Whitlam, ancien premier ministre d'Australie ; M. Luis Echeverría Alvarado, ancien président du Centre américain d'études économiques et sociales du tiers-monde ; M. Sadao Ogata, de l'Institut japonais des relations internationales ; le cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de São Paulo (Brésil) ; M. Jean Haud, président du Centre international de recherche du Canada ; M. McNamara, ancien secrétaire d'Etat américain à la défense, ancien président de la Banque mondiale ; M. Soedjatmoko (Indonésie), recteur de l'Université des Nations unies à Tokyo.

La commission, qui devrait se réunir deux ou trois fois l'an, cherchera à définir les domaines de droit humanitaire où il y a des vides à combler, des améliorations à apporter, en liaison avec les organismes existants, a déclaré à la presse le prince Sadruddin.

SELON UN TRANSFUGE

Le plateau d'Albion est la principale cible des forces aéroportées soviétiques en Europe

La cible principale des troupes aéroportées et des forces spéciales soviétiques serait de neutraliser, en cas de conflit, les armes nucléaires en Europe, notamment les missiles français du plateau d'Albion, affirme un officier soviétique transfuge, M. Victor Souvarov.

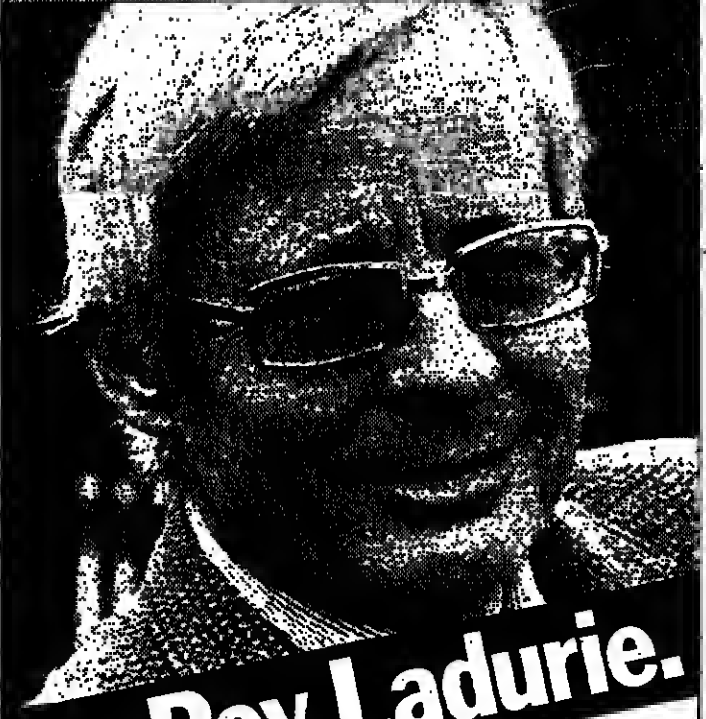
Cet officier est l'auteur d'un livre intitulé *A l'intérieur de l'armée soviétique*. Répondant à une analyse de son livre faite dans la *Revue internationale de défense*, de Genève, M. Souvarov donne des précisions supplémentaires sur les missions des forces soviétiques.

Il souligne que « hors du continent africain », il n'y a qu'« un seul

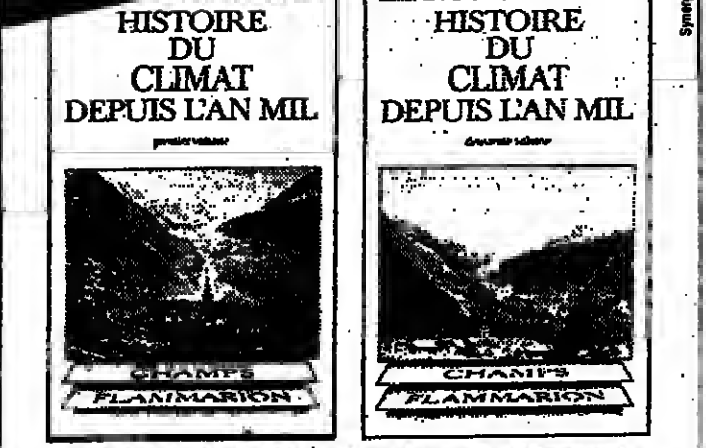
site où des missiles balistiques stratégiques d'un ennemi probable sont déployés dans des silos souterrains : c'est le sud de la France ».

« On peut objecter, ajoute-t-il, que les missiles stationnés sur le plateau d'Albion ne sont pas dirigés contre l'Union soviétique. Mais, dans ce cas, le commandement soviétique est en droit de se poser la question : « Contre qui, alors, sont-ils dirigés ? » Aussi longtemps que cette question restera sans réponse, le sud de la France continuera à être l'objectif principal des troupes aéroportées et des forces spéciales », ajoute M. Souvarov.

Histoire de la pluie et du beau temps.



Le Roy Ladurie.



Faisait-il plus froid au Moyen Âge qu'aujourd'hui ? Emmanuel Le Roy Ladurie montre qu'il peut y avoir une histoire du climat sujette à de lentes fluctuations perceptibles sur plusieurs siècles. Un ouvrage passionnant et tout à fait original. 33 F chaque volume. AAA

CHAMPS/FLAMMARION

Pakistan

LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE DU RÉGIME MILITAIRE

Des dirigeants et militants de l'opposition sont arrêtés pour avoir organisé une « journée de deuil »

Islamabad (A.F.P.). — Dix des principales personnalités de l'opposition et près d'une centaine de militants ont été arrêtés, mardi 5 juillet, dans les grandes villes du pays où ils avaient organisé une journée de protestation à l'occasion du sixième anniversaire du régime militaire, a-t-on appris de sources sûres. Selon les autorités, cette « journée de deuil », organisée par les huit partis regroupés au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.) en violation de la loi martiale qui interdit toute activité politique, a été « un échec ».

Dans la nuit de lundi à mardi, a-t-on indiqué de mêmes sources, plusieurs dirigeants du M.R.D. ont été

arrêtés à leur domicile, notamment à Lahore et à Rawalpindi, où le général Tikka Khan, ancien chef d'état-major de l'ex-premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, a été assigné à résidence.

A Lahore, deuxième ville du pays, avocats et hommes politiques se sont réunis dans l'enceinte de la Haute Cour pour réclamer l'abolition de la loi martiale et la tenue immédiate d'élections. Plusieurs responsables et militants du Parti du peuple pakistanais (P.P.P.), fondé par Ali Bhutto, et d'autres formations, ont été interpellés chez eux ou dans la rue.

Environ six cents personnes ont participé à une réunion interdite dans le centre de Peshawar, la capitale de la province frontalière du Nord-Ouest, tandis qu'à Rawalpindi M. Malik Ghulam Ghani, un vétéran de l'opposition libérale, a manifesté seul, porteur d'une banderole hostile au régime militaire, devant la résidence du président Zia ul-Haq.

A Karachi enfin, où une cinquantaine de personnes ont été interpellées, la police a chargé à plusieurs reprises un groupe de deux cents manifestants rassemblés devant la maison du président en exercice du M.R.D., Sardar Sherbaz Mazari, assigné à résidence dans le nord du pays depuis deux jours.

Sri-Lanka

Selon Amnesty International

DES DÉTENUÉS POLITIQUES AURAIENT ÉTÉ TORTURÉS

Des Sri-Lankais, arrêtés en vertu des dispositions législatives sur la prévention du terrorisme, ont été maintenus au secret dans des camps militaires et torturés, indique Amnesty International dans un rapport publié ce mercredi 6 juillet. Ces détenus ont été « suspendus à des crochets, la tête en bas, et frappés à coups de barre de fer : ils ont subi l'insertion d'aiguilles sous les ongles des orteils et des doigts ».

Les preuves de ces tortures ont été réunies par une mission conduite par un avocat new-yorkais qui s'est rendu au Sri-Lanka au début de février 1982. La mission a recueilli sur place le témoignage de vingt-six personnes victimes ou témoins de ces sévices et a reçu par la suite d'autres informations à ce sujet. Le 10 avril 1983, un jeune femme de Trincomalee, M. K. Navaratnam, est morte en détention. L'autopsie a révélé des lésions externes et internes, indique le rapport d'Amnesty International, qui évalue à au moins soixante-cinq le nombre de détenus politiques au Sri-Lanka. Six personnes au moins sont incarcérées sans inculpation depuis plus de deux ans.

Les arrestations ont notamment eu lieu après la vague d'attentats de l'année dernière, attribuée à un mouvement nationaliste tamoul.

Le rapport demande au gouvernement de Colombo de respecter les droits de l'homme inscrits dans la Constitution du pays. Ses auteurs n'ont pu acquiescer à ce sujet auprès des autorités et ont été informés qu'ils ne pourraient pas recueillir leur point de vue sur le rapport.

vente EXCEPTIONNELLE D'ÉTÉ

25% REMISE

tapis iran orient

ET 50% SUR FIN DE STOCK

MAISON DE L'IRAN

225.62.90

65, Champs-Élysées, 5^e ouvert le dimanche

goutez-y enfin

Pour tous ceux qui ne peuvent se passer de Colombo de respecter les droits de l'homme inscrits dans la Constitution du pays. Ses auteurs n'ont pu acquiescer à ce sujet auprès des autorités et ont été informés qu'ils ne pourraient pas recueillir leur point de vue sur le rapport.

à LA MAISON DE L'ESCAROT, 78, rue Fondary, 10^e, 10^e E-Zola, Bus 80. Tél.: 575.31.09.

Japon

Pékin demande à Tokyo de cesser ses « opérations consulaires » à Taiwan

De notre correspondant

Tokyo. — La note diplomatique chinoise demandant à divers gouvernements, à commencer par ceux des Etats-Unis et du Japon, de mettre fin à ce que Pékin qualifie d'« opérations consulaires » avec Taiwan, place Tokyo dans l'embarras. L'ambiguïté de la situation a été illustrée mardi par les propos du ministre nippon des affaires étrangères, M. Abe. Il a confirmé la réception de la note chinoise « égarée », parait-il, pendant quatre jours au ministère mais il a insisté sur le caractère « privé » des relations entre le Japon et Taiwan. Ses collaborateurs, selon la presse japonaise, affirment ne pas comprendre clairement ce que la Chine populaire entend exactement par « opérations consulaires ».

C'est pourtant fort clair, surtout en ce qui concerne la délivrance de visas en bonne et due forme. Il est évident que les dirigeants de Pékin souhaitent faire cesser, ou du moins limiter entre Taipei et nombre de gouvernements étrangers, des relations qui sont formellement présentées comme « privées » mais qui ont le caractère et les attributions d'opérations consulaires, et de plus en plus substantielles.

De leur point de vue, le maintien de tels rapports est en contradiction formelle avec les relations diplomatiques que ces mêmes gouvernements entretiennent avec la République populaire, d'autant qu'ils reconnaissent la souveraineté sur Taiwan.

Nombre de gouvernements, notamment ceux des Etats-Unis, du Japon et des pays de l'Europe de l'Ouest, principaux partenaires économiques de Taiwan, ont transformé leurs relations diplomatiques avec Taipei en « relations privées » après avoir reconnu Pékin. Ils maintiennent néanmoins à l'extérieur des associations ou bureaux qui fon-

ctionnent comme des consulats et dont le personnel est le plus souvent composé de diplomates de carrière détachés. En retour, ces pays acceptent chez eux des missions taiwanaises permanentes, qui fonctionnent également comme des consulats, sinon comme des ambassades officieuses. Des deux côtés, on délivre des visas, fonction éminemment consulaire. Par exemple, en 1982, près de six millions de Japonais et de Taiwanais ont reçu des visas délivrés soit par les représentants privés de Taiwan à Tokyo soit par ceux du Japon à Taipei, via Hong-kong.

C'est à ce double jeu diplomatique déguisé, qui renforce chaque jour un peu plus Taiwan (mais que la Chine avait semblé tolérer jusqu'à présent), que Pékin veut mettre fin en rejetant de plus en plus nettement la « politique des deux Chines ».

Pour Tokyo, l'alerte est d'autant plus chaude que les relations entre le Japon et Taiwan, sur les plans économique, financier et touristique sont d'une importance considérable. Les Japonais, toujours partisans des accommodements pragmatiques propices aux affaires, redoutent d'avoir à trancher, d'ailleurs, ce dilemme chinois.

R.-P. PARINGAUX.

REOUVERTURE DU GOLESTAN

DEGUSTATION DE CAVIAR

ET SPECIALITES IRANIENNES

MAISON DE L'IRAN

225.62.90

65, CHAMPS-ÉLYSÉES-5^e

1.000 F AUJOURD'HUI

1.925 F DANS 5 ANS

BON DE L'ECUREUIL 14%*

Sachez en profiter!

Un taux d'intérêt très séduisant ! Aujourd'hui, un Bon à 14%, rémunération garantie pendant 5 ans, c'est vraiment intéressant.

Payez moins d'impôt. Choisissez de façon intelligente, parmi les 3 options fiscales qui vous seront proposées au moment du remboursement, celle qui sera le mieux adaptée à votre situation. En particulier, si votre dernière tranche d'impôt est inférieure à 45%, choisissez de déclarer les revenus de vos Bons sur votre feuille d'impôt, vous y gagnerez beaucoup.

Aussi disponible qu'un billet de banque ! Un Bon de l'Ecuréuil, même à 5 ans, est dès la fin du 3^e mois de souscription, remboursable immédiatement, sans formalité, dans n'importe quelle agence Ecuréuil. C'est le moment d'en profiter ! Avec tous ses avantages et son taux de 14%, le Bon de l'Ecuréuil est très intéressant, d'autant plus que ses intérêts garantis sont fixés d'avance sur barème dès le jour où vous les achetez. Profitez-en donc vite !

Renseignez-vous auprès de votre agence Ecuréuil ou appelez le Centre d'Information Ecuréuil. **522.95.00**

* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

Caisse d'Epargne Ecuréuil

Le Monde

politique

L'ANNULATION DE L'EXPOSITION

Renoncements

On renonce à l'Expo parce que les habitudes des Parisiens et leur confort en seraient perturbés et parce qu'il leur faudrait faire un petit geste dans leur porte-monnaie. On renonce à Rhin-Rhône parce que ce canal coûterait trop cher et mettrait en danger, paraît-il, les équilibres écologiques. On renonce au tunnel sous la Manche pour des motifs comparables et parce que les intérêts de tel ou tel transporteur, de telle ou telle ville, risqueraient d'être mis en cause. On révisé en baisse les programmes d'autoroutes. On hésite à exploiter comme il le faudrait tous les struts de l'océan, à nos portes. Fini les barrages hydroélectriques dans les Alpes parce qu'ils représentent, paraît-il, une « agression » contre le paysage.

Hier, on renonçait à garder la France sous pavillon tricolore et demain on se sépare, sans doute, de Concorde. Trop cher, inutile, injustifié, pas rentable...

Bref, comme les temps sont durs et l'unité nationale mise en péril par les incertitudes de la politique politicienne, tous les grands projets, voire les grandes causes qui auraient pu nourrir le fervorisme français, sont remis au tiroir. Il est désormais interdit d'être ambitieux, inventif, créateur, interdit de lancer des idées neuves (même des idées apocryphes) et de les faire fructifier. Laissons nos voisins rêver ce qui revêt encore quelque grandeur et mobilise quelque enthousiasme, et qui en France relève désormais de l'incroyable...

Certaines contraintes des trains ou des bateaux, d'autres se contentant de les regarder passer. Heureusement, pour les trains, la France a fait le T.G.V., l'A.T.R., l'Albus, Creys-Mailleville, le R.E.R.

Sans remonter au temps glorieux des Pyrénées, de la muraille de Chine ou de la conquête de la terre sur la mer en Hollande, on doit bien se résoudre à l'évidence. L'ère des grands travaux (les autres projets pour Paris, tel l'Opéra de la Bastille, connaîtront-ils le même sort que l'Expo ?) est révolue en France et les bâtisseurs, même s'ils ont trop souvent joué les démolisseurs de l'antiquité, peuvent en concevoir de l'antiquité. Restons tristes...

F. GROSCHARD.

Pour préserver de plus modestes projets...

On ne pouvait trouver meilleur prétexte ni meilleure occasion que les stermoisements de la mairie de Paris pour annuler le plus somptueux projet du gouvernement socialiste.

L'Exposition de 1989 devait célébrer la Révolution et en même temps la continuité des institutions devant intervenir après l'échec présidentiel de 1988. Elle devait être économique et aussi culturelle, parlant d'avenir à partir des grandeurs du passé.

Pareonna, comme toute, ne profitait vraiment de la réussite économique, et le projet culturel était difficile à mener. Au moment où les techniques de communication enflent, pour l'essentiel, l'échec de la ville, le principe original des expositions universelles, qui est de confronter les états du savoir, devenait caduc. Surtout si l'on devait prendre la communication comme un des thèmes majeurs de cette exposition.

La même remarque vaut pour toute exposition de ce genre, telle celle prévue en 1992 à Chicago : n'ayant plus à faire connaître les découvertes et nouveautés des uns et des autres, puisque la télévision s'en est généralement déjà chargée, elle ne peut plus guère être qu'une énorme foire de produits de moins en moins typiques, ou s'orienter vers le style Disneyland. Surtout, comme certains le suggèrent pour Paris, à accentuer la part culturelle au sens le moins dilué du terme, la part de la création, de l'architecture.

Affaire classée. Rêve effacé. La fête n'aura pas lieu. Dommage !

La mairie de Paris ne veut plus que la capitale accueille une Exposition universelle en 1989. Il est pris au mot : la France renonce. Elle retire sa candidature, officiellement acceptée par le Bureau international des expositions.

La décision du chef de l'Etat est tombée sèchement, coupant court aux polémiques lancées par M. Chirac depuis deux mois... dans le vide du silence présidentiel. On ne s'attendait plus sur les questions de fond. Le dossier technique était viable, affirme M. Gilbert Trigano, le président chargé de réfléchir à l'affaire. Mais un gouvernement, qui a fait voter les lois de décentralisation, ne peut aller contre la volonté des élus locaux.

L'Expo tombe à l'eau : c'est la faute à Chirac et à Giroud... Le chef des porte-voies de la majorité désigne le responsable, l'homme politique « givré », qui ne respecte pas la parole donnée, à un an, au chef de l'Etat et, plus, à une instance internationale ; le responsable politique qui n'hésite pas à discréditer sa parole, lui qui se réclame de l'héritage gaulliste.

Le moment est bien choisi. La rapidité de la décision de M. Mitterrand a surpris ; elle lui donne l'avantage. Autant la bataille du découpage de Paris en mairies d'arrondissement pouvait sembler, l'an dernier à la même époque, comme un coup bas porté à l'autorité de M. Chirac, autant ce renoncement forcé paraît à tous une décision logique, sage, un geste politique serein et décidé.

Comment imaginer, en effet, qu'on puisse réaliser un projet aussi complexe, sur des terrains appartenant à l'Etat mais aussi à la Ville, selon des procédures qui nécessitent une collaboration de tous les instants, dans le climat de méfiance et de querelles que M. Chirac se plaît à entretenir ?

L'entente cordiale est rompue : la collaboration harmonieuse entre l'Etat et la Ville a fait son temps. Pour le maire de Paris, à l'évidence, la situation a changé après les élections municipales. D'abord convaincu, avec quelques-uns de ses collaborateurs, de la chance que l'Etat offrait à Paris les grands chantiers souhaités par M. Mitterrand (Grand Louvre, Opéra de la Bastille, parc de la Villette) et l'Exposition universelle, de la relance du bâtiment et de l'économie locale qu'on pouvait en espérer, le maire de Paris fait, depuis quelques mois, une analyse différente.

M. Mitterrand renonçant à l'Expo, la pensée vient alors que les ambitions culturelles du gouvernement, si clairement énoncées et défendues depuis 1981, pourraient être mises en sourdine.

Et l'on pense aux autres grands projets : à l'Opéra de la Bastille — dont on vient de présenter un choix de lauréats au président de la République, — au Grand Louvre, dont le président a choisi l'architecte, l'Arménien J.M. Pei, ou à la Villette — musée, jardin, cité de la musique.

Si l'on est favorable à ces projets — et il est difficile de ne pas l'être, même si l'on peut en contester la forme, le coût, les gens qui en sont chargés, — les plus vives inquiétudes pourraient se justifier.

Cependant, la culture et son ministre viennent à nouveau d'obtenir l'appui du président, et leur budget paraît devoir rester en 1984 ce qu'il était en 1983, c'est-à-dire normal et toujours le double de ce que lui accordait le gouvernement précédent. Cette position courageuse n'était pas du goût de tous les autres ministres, en particulier de ceux qui sont le plus directement chargés des deniers de l'Etat.

On en vient alors à se demander si l'abandon de l'Exposition universelle est le premier sur une liste d'ajournements prévisibles ou, plutôt, si ce sacrifice a été décidé pour en éviter d'autres, pour protéger un « plus modeste projet », le projet culturel de l'Etat.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

L'enfant du divorce

Comme personnalité de l'opposition, il critique de plus en plus vivement la politique économique et financière du gouvernement. Comme responsable sans partage de la capitale, il doute publiquement de la capacité de l'Etat à mener de front tous les grands projets.

Quel est son accord initial, et l'entraîne avec lequel il défendait la candidature de la capitale devant les responsables du Bureau des expositions reçus à l'Hôtel de Ville en mai 1982. M. Chirac voit se profiler devant l'horizon 1989 d'autres dates, plus proches : 1988, les élections législatives, 1988, l'élection présidentielle. La politique l'emporte sur la technique.

Sur l'autel de l'austérité

Tous les problèmes de circulation, d'hébergement (80 millions de visiteurs attendus), d'aménagement des sites n'étaient pas résolus ; mais ils pouvaient l'être, aux dires des spécialistes... des deux camps. La nomination de M. Trigano, manager avisé, était un gage de l'esprit d'efficacité que le chef de l'Etat entendait donner à l'entreprise. Déjà, les projets de travaux borboryngiens franchissaient le boulevard périphérique par une esplanade de 8 hectares, construction d'un pont « tsibité » de 700 mètres de long avaient été remplacés par des hypothèses plus raisonnables.

De 14 milliards de francs (répartis sur cinq ans), on pouvait réduire les dépenses à 11 milliards, selon

M. Trigano. Un premier milliard devait être inscrit en autorisation de programme dans le budget de 1984. Il pourra être utilement reporté sur les autres grands projets parisiens : par exemple, la construction du nouveau ministère des finances prévue pour libérer la Louvre, l'autre projet cher au président de la République.

De l'argent certes, mais aussi de l'enthousiasme. Une Exposition universelle est l'occasion de mobiliser les énergies, d'affirmer une confiance dans l'avenir. Conçu dans l'euphorie de l'état de grâce, annoncé par M. Mitterrand lors de sa première conférence de presse télévisée, le 24 septembre 1981, ce « grand chantier ouvert à l'imagination » était aussi un symbole de foi dans la croissance, dans le dynamisme de la société.

Hélas ! l'abandon du projet fait plus de bruit que sa préparation dans le secret des bureaux d'études. Depuis des mois, aucun document n'a été ouvertement montré, expliqué. Et les journalistes avaient fort à faire pour dévaler ici ou là quelques escouades.

Par les consignes de silence imposées aux techniciens, et même aux ministres responsables, le chef de l'Etat a laissé le champ libre aux commentaires à sens unique du maire de Paris. Il a empêché que s'ouvre le débat populaire, toujours reporté à plus tard.

La déconvenue est à la mesure de cette imprudence.

MICHELLE CHAMPENOIS.

M. Gilbert Trigano : l'Expo, c'était la France du vingt et unième siècle

Un calicot noir comme un brasard de deuil barre la plaque « Exposition universelle » que l'équipe animée par M.M. Robert Borden et Gilbert Trigano avait érigée à l'entrée du hangar désaffecté où elle avait installé ses tables à dessin. De l'autre côté de la palissade, des engins continuent à démolir les anciennes usines Citroën, là où devaient s'élever sur les rives de la Seine les pavillons étrangers. Dans les bureaux de la mission, déjà vidés, les esquisses jonchent la moquette comme des feuilles mortes. L'équipe, forte de soixante-cinq personnes, est amère, déçue, frustrée. Elle ne pourra même pas montrer les fruits d'un an et demi de travail acharné. Tous ses rêves, parfois un peu fous, ne sont plus que des archives pour l'histoire.

Gilbert Trigano, lui, a tiré un trait sur son aventure de quatre mois. « Le président, dit-il, a voulu la décentralisation. En refusant de faire l'Expo contre l'avis du maire de Paris, il est logique avec lui-même. A présent, on saura que blanc c'est blanc et noir c'est noir. Lorsqu'on repartira pour de nouvelles aventures — car il y en aura d'autres — les choses seront claires. 1989 reste l'année du bicentenaire de la Révolution et j'ai des idées pour fêter avec éclat cette commémoration ».

La note qu'il avait remise lundi 4 juillet à M. François Mitterrand suggérait, on le sait, la solution qui a été adoptée dès le lendemain par l'Elysée : renoncer à l'Expo. Pour lui, il était « inimaginable de réaliser l'exposition contre l'avis des élus parisiens ».

Cette note n'était pas le rapport qui lui avait été commandé mais elle esquissait malgré tout l'image que M. Trigano se faisait de la manifestation. Pour lui, Paris — avec son extraordinaire patrimoine de culture et d'histoire — était le seul endroit digne d'affirmer le rôle d'un événement de portée historique. La Seine aurait été l'axe principal de l'Expo, sur ses berges un cheminement piétonnier de dix kilomètres aurait relié « des réalisations éphémères au bord de l'eau et sur l'eau ». Le fleuve aurait également permis d'acheminer les visiteurs grâce à une flotte d'une trentaine de bateaux.

Dans l'esprit du futur commissaire général, l'Expo devait essaimer un peu partout dans la capitale.

Bercy aurait reçu « les Jeux du futur utilisant les technologies les plus récentes : hologramme, laser et informatique ». A Tolbiac, on aurait installé des pavillons industriels. Entre les deux, quelques passerelles légères suffiraient pour enjamber la Seine. A l'Ouest, sur les ex-terrains Citroën, les nations auraient édifié leurs pavillons, certaines « se regroupant par régions pour présenter des réalisations communes ».

Selon M. Trigano, il fallait aussi mettre à profit tous les autres grands projets prévus dans la capitale. Dans le parc de la Villette, des pavillons d'entreprises auraient « mis en valeur le musée des sciences et des techniques ». Les nouvelles technologies de la communication auraient été montrées et pratiquées à la Défense. Le Grand Louvre, l'Opéra de la Bastille, le musée d'Orsay, auraient constitué autant de « pôles d'animation artistique ».

M. Trigano proposait même d'utiliser l'esplanade des Invalides et les berges de la Seine.

Hébergement chez l'habitant

Entre La Villette et Bercy-Tolbiac, le chemin de fer de petite contenance aurait été réouvert au trafic voyageurs et, entre Bercy-Tolbiac et Javel, le nouveau système de transport Aramis aurait démontré ses capacités. L'ensemble des sites devaient être reliés par des câbles à fibre optique de manière que plusieurs milliers de visiteurs puissent simultanément interroger un ordinateur central.

« Il ne s'agissait pas de refaire une Expo du passé où l'on se contente de montrer, explique M. Trigano, mais de proposer une manifestation à laquelle les visiteurs puissent participer personnellement. L'Exposition universelle de Paris devait témoigner que la France entre de plain-pied dans le vingt et unième siècle ».

L'hébergement ? Le président-directeur général du Club Méditerranée ne souhaitait « aucune construction définitive qui ne soit pas justifiée par des besoins ultérieurs ». De léger, donc, et du nouveau. « Je me proposais, dit-il, d'ouvrir le vote à l'hébergement chez l'habitant en accordant aux familles-hôtes des aides pour l'amélioration de leur logement et la connexion gratuite à un réseau téléphonique de réservation ».

Le « veto » du maire de Paris

Chacune des deux parties intéressées par l'annulation de l'Exposition universelle de 1989 va, naturellement, tenter de tirer le meilleur avantage politique de cette décision et d'en faire supporter à l'autre les inconvénients. M. François Mitterrand, ainsi que l'indique le communiqué diffusé par l'Elysée, se montre personnellement respectueux de la volonté des collectivités locales concernées. Son attitude est tout à fait cohérente avec la politique de décentralisation qu'il a lancée et avec l'accroissement des pouvoirs des élus territoriaux qui ont été une des premières grandes réformes du septennat.

Elle correspond aux engagements pris par le chef de l'Etat dès le lancement de ce projet de se conformer aux souhaits des élus municipaux. Du même coup, M. Mitterrand transfère sur le maire de Paris et sur le président de la région Ile-de-France l'entière responsabilité du classement définitif du dossier. Toutefois, le communiqué de la présidence de la République ne comporte aucun terme déboulonnant.

M. Jacques Chirac, de son côté, peut affirmer qu'il demeure fidèle à l'engagement qu'il avait pris devant les électeurs parisiens en mars dernier de ne pas trop écarter leurs charges fiscales. Il peut aussi ajouter qu'il ne veut pas compromettre les équipements de la ville, ni perturber pendant plusieurs années l'environnement de la vie quotidienne des Parisiens. Il se présente

comme un élu soucieux des deniers de l'Etat et des contribuables en période de crise économique et d'inquiétude sociale.

M. Chirac rappelle aussi que, dès le 31 mars 1982, apportant à M. Borden un accord de principe, il demandait que le projet « n'ajoute pas les charges financières de Paris » et « ne retarde pas les projets d'urbanisme de la municipalité ». Le maire, dans son propre communiqué, va jusqu'à souligner que M. Mitterrand « a tenu parole » et qu'il a pris « une décision de sagesse ».

En revanche, les parisiens politiques du maire de Paris ne s'embarrassent pas de telles précautions. Les reproches faits en public par les premiers sont sévères et péremptoirs, alors que la satisfaction des seconds est parfois un peu trop triomphante. Les commentaires cinglants formulés sans délai, aussi bien par le porte-parole de la présidence de la République, le porte-parole du gouvernement, plusieurs ministres, que par les dirigeants du P.S. et du P.C., traduisent clairement une volonté d'offensive politique du pouvoir et de la majorité contre M. Chirac.

Au-delà de ces attitudes de façade contrastées, des questions politiques se posent.

La promptitude de la décision du chef de l'Etat révèle que sa résolution était déjà arrêtée et qu'il a jugé inutile d'essayer encore de convaincre les élus parisiens de se rabattre sur une autre solution. Mesurer l'impact d'un jour les conséquences économiques et culturelles de l'abandon de cette manifestation qui devait servir de vitrine prestigieuse à l'ère du troisième millénaire ? Le renoncement à tout projet de substitution est-il l'effet d'un geste d'humour, une réaction de soulagement ou le résultat d'un calcul ? Dans l'opposition, on suggère volontiers que le maire de Paris aurait même involontairement rendu service au président de la République en lui « imposant » ainsi une économie importante sur les dépenses de l'Expo et ceux des points normales de trafic.

Bénéfice : 4 milliards

Les aménagements nécessaires à l'Expo auraient coûté 11,4 milliards de francs dans l'hypothèse d'une dissémination des sites dans Paris. En revanche, les entreprises de bâtiment et des travaux publics auraient enregistré pour 10 milliards de francs de commandes. Selon les estimations de la mission, l'Expo aurait rapporté une dizaine de milliards de francs en devises, ses bénéfices directs étaient évalués à 4 milliards de francs, sans compter « la démonstration des capacités technologiques de la France et l'accroissement de son prestige international ».

« Les Parisiens ? Selon M. Trigano, ils auraient dans leur grande majorité « vécu la période de l'Expo dans un climat de fête et d'émerveillement ». Quant à la ville, « elle aurait trouvé dans l'Expo une chance historique d'être encore embellie et rendue plus humaine comme elle l'a été à l'occasion des précédentes expositions universelles ».

Marne-la-Vallée ? La note remise à l'Elysée éliminait ce site pour plusieurs raisons : selon M. Trigano, la constructibilité des terrains d'était pas assurée, les routes, autoroutes et voies ferrées étaient insuffisantes, ceux-ci auraient qu'à d'être même encombrés Paris, on aurait enregistré quinze millions d'entrées en moins et les investissements des pays étrangers et des industriels auraient été sensiblement inférieurs. Conclusion de la note : « Les arguments invoqués par la Ville de Paris et la région d'Ile-de-France me semblent dénués de valeur technique ».

Tel est pour l'essentiel le dossier à partir duquel le chef de l'Etat a pris sa décision. Aurait-il été contraire aux règles du débat public de la faire connaître à l'opinion avant que tout ne soit consommé ?

MARC AMBROISE-RENDU.

La position financière nécessitée par l'exposition et les perturbations causées par les travaux d'aménagement se seraient situées à la fois pendant la campagne pour les élections législatives de 1986 et pour l'élection présidentielle de 1988, fournissant aux deux camps des arguments polémiques supplémentaires et des accusations réciproques aux effets imprévisibles.

Ce nouveau désaccord entre l'Etat et la capitale illustre aussi les relations malaisées entre l'Elysée et l'Hôtel-de-Ville, surtout depuis que le maire de Paris — tout comme le chef de l'Etat — est, depuis 1977, l' élu du suffrage universel. Le veto de M. Chirac, qui prive M. Mitterrand d'une réalisation coûteuse mais de prestige, prend une allure de défi. Ce n'est pas la première fois que les deux centres de pouvoir s'opposent. Et l'on est conduit à se demander si le refus de « l'Expo 89 » n'est pas, dans une certaine mesure, une riposte à « l'affaire P.L.M. », c'est-à-dire à la réforme du statut de Paris, imposée l'année dernière au président du R.P.R.

D'autres escarmouches auront sans doute encore lieu avant que ne soit célébré le bicentenaire de la prise de la Bastille. Mais il serait douteux qu'en 1989 le président de la République, qui aura été élu un an auparavant, et le maire de Paris, qui sera élu cette année même, ne célèbrent pas — quels qu'ils soient — ce 14 juillet-là avec éclat, ramenant à leur proportion relative les polémiques anciennes de... 1983. La politique n'est-elle pas, en définitive, que de l'histoire en train de se faire ?

ANDRÉ PASSERON.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FRANCOPHONIE

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

DU MARDI 5 JUILLET AU MERCREDI 13 JUILLET de 10 h à 19 h (lundi 11 inclus)

PADD

avant transformation du magasin

SOLDES EXCEPTIONNELS 50 %

14, rue de la Cavalière, Paris-15*

TRANSFORMATION

Analyse transactionnelle et conseil en organisation

Cabinet TRANSFORMATION

38, rue de Liège
75008 PARIS - Tél. : 293-08-29
Alain CARDON - François DAUVERGNE

Des bouquins par milliers !
LES CLASSER, LES RANGER ?
RAYONNAGES ETAGERES A VOS MESURES
Equipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODESTE
avec le spécialiste LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves
« le Monde » du 20-3-1978
288, avenue du Maine, PARIS-16 - Tél. : 246-27-40 (Métro Alesia)

Le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FRANCOPHONIE

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

كتاب النحل

L'EXPOSITION

Le maire de Paris

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a déclaré que l'exposition universelle de 1989, s'il y a une majorité municipale et régionale en accusation, n'est pas une décision de la ville.

M. Chirac rappelle aussi que, le 15 mars 1982, l'Assemblée nationale a voté l'annulation de la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, ce qui a permis à la ville de Paris de retrouver son statut de commune.

En revanche, les parisien ont voté, le 15 mars 1982, pour l'annulation de la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, ce qui a permis à la ville de Paris de retrouver son statut de commune.

Après de ces attitudes, il est évident que la ville de Paris n'est pas une commune.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

La proposition de loi de M. Chirac, qui tend à annuler la loi de 1963 sur le statut de la ville de Paris, n'est pas une décision de la ville.

UNIVERSELLE DE 1989

LES RÉACTIONS

La majorité municipale et régionale en accusation

L'annulation du projet d'exposition universelle de 1989 a donné lieu, mardi 5 juillet, de la part des porte-parole du gouvernement et de la majorité, à des reproches adressés aux élus de Paris et de l'Ile-de-France. Ceux-ci ont défendu leur point de vue, par la voix de MM. Jacques Chirac et Michel Giraud, mais aussi par celle de M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) du quinzième arrondissement de Paris, maire du treizième arrondissement, et qui, à ce double titre, était chargé du dossier à l'Hôtel de ville.

« Ce projet ne pouvait pas constituer une priorité nationale », a déclaré M. Toubon, sur TF1. « Il semble, a-t-il ajouté, que le gouvernement se soit posé les mêmes questions et qu'il soit arrivé à des conclusions semblables aux nôtres. On ne peut reprocher ni aux élus parisiens, ni à ceux de la région, une certaine lucidité. (...) Nous étions, aussi, conscients qu'il s'agissait d'une grande affaire, présentant des avantages. Nous avons donc pris notre décision en toute responsabilité, en regardant l'avenir de notre pays et en évaluant la charge financière qu'il pourrait supporter. »

Cette opinion n'est pas partagée par tous les élus parisiens de l'opposition, puisque M. Pierre-Christophe Taittinger, sénateur (R.L.) de Paris, a déclaré que « de très nombreuses solutions restaient envisageables » et que « si le conseil de Paris, ni le conseil régional n'avaient été consultés », il est vrai que l'ancien secrétaire d'Etat attribue la responsabilité de l'échec du projet au gouvernement, qui n'a pas présenté au chef de l'Etat une étude répondant aux véritables questions, suscitées tant par la cité que par le financement. Aussi se demande-t-il si le premier ministre ne devait pas « tirer les conséquences qui s'imposent et proposer sa démission au président de la République ».

« Si la nation française n'a pas la possibilité, sur ses ressources propres, d'organiser cet événement », a-t-il conclu.

à caractère national et international, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va plus », a déclaré, de son côté, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, après la réunion hebdomadaire de regroupement. Ce qui ne va plus, c'est, selon M. Pierre-Joseph Chirac, président du groupe socialiste, la « position irresponsable, dommageable pour la France et pour Paris », qui a adopté M. Chirac. « Ce n'est pas la première fois que le maire de Paris reme ses engagements », a affirmé M. Jossé, qui juge « incompréhensible » que M. Chirac « n'ait pas été le premier militant de l'Expo 89 ».

Incompréhensible ? Pas pour tout le monde. M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a expliqué que le président du R.P.R. « qui fait partie de l'Intégration nationale blanche » avec Mme Thérèse, n'a certes pas envie d'honorer nos ancêtres de 1789. « Décidément », a ajouté M. Lajoinie, « cette droite devient de plus en plus réactionnaire et fasciste ». Prenant acte de la décision arrêtée par le président de la République, il a formulé l'espoir qu'elle ne soit pas irréversible. M. Lajoinie a déclaré qu'il « faut appeler les gens à faire pression ».

Pour M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité centra du P.C.F., MM. Chirac et Giraud, fidèles à leur politique réactionnaire sur toute la ligne, « ont fait fi de cette occasion unique d'accroître le prestige de Paris et le rayonnement de la France » et ils ont privé Paris et la région de moyens considérables pour le développement de l'équipement, de la culture et de la qualité, et, par conséquent, pour développer l'emploi.

« La France entière sera déçue », estime M. Paul Quilès, député de Paris, président du groupe socialiste de l'Hôtel de ville, car « elle aurait pu donner au monde l'image d'un pays capable de montrer, comme il y a deux siècles, les chemins de la liberté ». M. Quilès

a rendu hommage à « la volonté du chef de l'Etat, maintes fois réaffirmée, de ne pas aller contre la volonté de la majorité des élus de Paris et de la région parisienne ». Selon lui, « cette deuxième volte-face de M. Chirac, qui refuse, aujourd'hui, ce qu'il avait accepté et défendu il y a un an, vient après son virage de 180 degrés sur l'Europe et l'opportunité du président du R.P.R. ».

M. Alain Vivien, député (P.S.) de la Seine-et-Marne, ne se satisfait pas de cette démonstration. « Il y a eu recule du pouvoir », disait-il, dans les couloirs du Palais-Bourbon, alors qu'il aurait fallu « s'adresser à l'opinion publique pour, avec l'appui des milieux économiques, faire plier M. Chirac ». Il reste, selon M. Alain Vivien, que la position de la Ville de Paris est « incompréhensible, étant donné qu'elle envisage de poser sa candidature pour les Jeux olympiques de 1992, trois ans plus tard ».

Eh oui ! dit M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, devant l'Association de la presse diplomatique, « pour bâtir et mettre en œuvre un tel projet, il faut, d'urgence, rassembler des hommes qui, quand ils ont dit oui, ne disent pas peut-être et ne viennent pas, comme une girouette, au gré des vents. (...) Il est difficile, ajoutait-il, de suivre les moindres des déclarations du maire de Paris ». M. Gallo a précisé que le gouvernement « ne renonce pas pour autant à célébrer » le bicentenaire de la Révolution française.

Commentant la décision du président de la République, M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, avait déclaré sur TF1, au milieu de la journée, que « contrairement à ce que l'on a pu entendre ici ou là, ce projet était financièrement supportable et il était également - ce qui n'est pas négligeable aujourd'hui avec les problèmes que nous vivons - créateur de travail, notamment pour le bâtiment et les travaux publics, et d'emplois ».

MM. Chirac et Giraud : une décision de sagesse

Voici le communiqué que, en son nom et au nom de M. Jacques Chirac, maire de Paris, M. Michel Giraud, président du conseil régional de l'Ile-de-France (R.P.R.), a diffusé le 5 juillet :

« Le président de la République, après avoir lancé le projet d'une exposition universelle à Paris en 1989, avait annoncé que rien ne serait fait sans l'accord des élus de Paris et de la région Ile-de-France. Il a tenu parole, et nous le soulignons. »

Dès le début, nous avons soutenu ce projet qui nous était apparu excellent dans son principe. C'est pourquoi, nous avons demandé à nos collaborateurs de coopérer à toutes les études préliminaires.

Cependant, au fur et à mesure du développement des réflexions sur les conditions de réalisation de l'exposition, il est apparu qu'elles étaient pas réalistes.

Comme dans l'état de grâce, cette exposition devait se réaliser dans l'urgence. Les coûts financiers de plus en plus insupportables auraient mis en cause les autres équipements indispensables pour Paris, la région et la France, notamment ceux qui sont prioritaires pour l'amélioration du mode de vie des Parisiens.

Avant que ne soit créée une situation irréversible, il nous a semblé nécessaire de poser avec lucidité le problème de fond et de présenter une contre-proposition susceptible d'assurer le succès de l'entreprise.

De surcroît, elle s'intégrait parfaitement dans les priorités de développement et d'aménagement de la région parisienne approuvées par le gouvernement.

En réalité, les pouvoirs publics semblent être parvenus à des conclusions analogues qui ont conduit le président de la République à classer le dossier. Dans l'état actuel de notre économie, et devant les incertitudes qui pèsent sur l'avenir, c'est sagement une décision de sagesse.

[Répondant aux questions des journalistes M. Giraud a réaffirmé qu'il avait été un partisan sincère de l'Expo 89 et que, en ce moment, il n'avait rien de mieux à proposer que la décision de M. Chirac. « L'Expo 89 », a-t-il précisé, « n'est pas une décision de sagesse, c'est une décision de courage. Elle a été prise dans l'urgence, et elle a été prise dans la connaissance que la France avait besoin de cette exposition. »]

Il présentait aussi, avait ajouté M. Vauzelle, un intérêt particulier pour la jeunesse, qui est effectivement passionnée par le développement des technologies de pointe qui auraient en une illustration particulière dans cette Exposition de 1989.

Enfin - et c'est intéressant pour les Parisiens et pour notre capitale - il présentait un ensemble cohérent et harmonieux avec les grands projets durables dont Paris doit être ornée dans les années à venir (...). Malheureusement, des responsables de Paris. Dans une France qui choisit, avec le gouvernement actuel, de prendre la voie de la décentralisation, le gouvernement respecte les choix des élus locaux.

M. Georges SARRE, député de Paris, rapporteur du projet de loi sur l'exposition universelle, membre du secrétariat national du P.S., nous déclarait pour sa part : « Jacques Chirac a porté un mauvais coup à Paris et au pays en refusant la tenue de l'Exposition universelle dans la capitale. On est confondu devant l'incohérence et l'irresponsabilité de son attitude. (...) »

« L'Exposition universelle créait cent cinquante mille emplois en région parisienne, était l'occasion de réaliser une grande partie de l'A 86, d'entreprendre l'opération « Seine propre », de développer des équipements de transport, de logements, de donner de la France et de la capitale une image tournée vers l'avenir et ouverte au monde. »

Tout cela est anéanti par le caprice du chef du R.P.R., enfermé dans un sectarisme parisien. Jacques Chirac a préféré torpiller un projet qui était l'œuvre d'un grand nombre de Parisiens, de travailler en concertation pour un grand dessein de l'intérêt national. C'est une victoire de l'opposition bête et méchante. Les Français jugeront. »

M. LANG : le respect de la parole donnée

« Il est grave qu'un responsable national ait, par son manque de respect de la parole donnée, porté atteinte au crédit international du pays », nous a déclaré M. Jack Lang, ministre de la culture, rappelant l'accord donné par le maire de Paris, par deux fois, au chef de l'Etat, d'une part, d'une instance internationale, d'autre part.

Ce n'est pas la première fois que M. Chirac agit comme une girouette. Sa vie politique est ponctuée de changements d'attitude, de reniements de ceux qui étaient ses compagnons. Notre dossier est très solide : l'Expo pouvait être une source d'emploi, de travail, d'enrichissement, d'inspiration, de recherche. Pendant cinq ans, Paris allait être la capitale intellectuelle, artistique, du monde. M. Chirac a peut-être de grandes ambitions pour lui-même ; je constate qu'il a de petites ambitions pour la France. Comment peut-il avoir le front de revendiquer l'héritage du général de Gaulle, lui qui se défile de son engagement avec des arguments pauvres, sans portée.

Après 1970, rappelle M. Lang, notre pays, vaincu, déchiré par une récente guerre civile, balançant entre république et monarchie, a su trouver en lui-même les ressources et l'énergie nécessaires pour monter l'Exposition de 1978. N'en serions-nous plus capables, alors que nous sommes un gouvernement de constructeurs, de bâtisseurs ? L'opposition a une morale de vaincus, pour elle-même et pour le pays.

Interrogé sur le secret qui entourait les projets et la préparation de l'Exposition, M. Lang nous a indiqué : « Nous avons été loyaux ; nous avons joué cartes sur table avec nos partenaires. Nous préférons le travail sérieux et laissons à d'autres les tambourinaires de bas-leurs. »

LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL

Le R.P.R. revient à la charge contre MM. Fiterman et Ralite

Le groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale devait déposer de nouveau, mercredi 6 juillet, une proposition de résolution tendant à traduire en Haute Cour de justice MM. Fiterman, ministre des transports, et Ralite, ministre chargé de l'emploi. Leur première demande ayant été repoussée, la semaine dernière, par le bureau de l'Assemblée nationale, pour plusieurs vices de forme, les députés R.P.R. n'ont pas voulu rester sur cet échec. M. René La Combe (Maine-et-Loire) reconnaît avoir signé deux fois « par distraction ». Selon M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., les différentes déclarations faites par les deux ministres communistes établiraient bien qu'ils se sont exprimés en tant que membres du gouvernement lorsqu'ils ont publiquement contesté les décisions des tribunaux administratifs après l'annulation de plusieurs scrutins, et non en tant que simples militants. Tous deux relèvent donc, selon le R.P.R., de la Haute Cour, et non du tribunal correctionnel.

M. Labbé a rappelé que le bureau de l'Assemblée ne pouvait juger la

demande de convocation de la Haute Cour que sur la forme et non sur le fond. Il a ajouté : « Si le président de la République ou le premier ministre avaient, d'une façon ou d'une autre, dit, que ces ministres avaient eu tort, nous n'aurions peut-être pas fait cette démarche. Car la mise en cause de la juridiction administrative par des ministres n'est pas une péccadille. »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., a regretté que le R.P.R. ne l'ait pas invité à s'associer à cette requête. M. Lajoinie, président du groupe communiste, a estimé que la nouvelle demande du R.P.R. « entraine dans le cadre de l'offensive réactionnaire de la droite, mais qu'il y avait encore assez de motifs pour la refuser ».

[Le bureau de l'Assemblée est convoqué à la seule discrétion du président de l'Assemblée nationale. S'il juge la requête recevable, une commission ad hoc de quatre membres est alors constituée à la proportionnelle des groupes.]

« L'Union républicaine varoise de défense contre la fraude électorale vient de se constituer, sur l'initiative de MM. Jean-Paul Claudes, tête de liste de l'opposition à Dragignan, Jean-Charles Salphat, premier adjoint du maire de Cuers, et Charles Scaglia, tête de liste de l'opposition à La Seyne-sur-Mer. »

Cette association s'est donné pour but de lutter contre la fraude électorale en établissant un fichier de la fraude. Elle se propose d'inviter des spécialistes nationaux pour donner des cours de formation aux scrutateurs et aux assesseurs. Deux juristes ont adhéré à cette association qui souhaite mettre en place un système de vérification des listes électorales et de contrôle des nouvelles inscriptions. Ses membres entendent « travailler ensemble contre la fraude sociologique ».

IL FAUDRA DEUX CANDIDATS DE L'OPPOSITION A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

déclare M. Gaudin (U.D.F.)

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 5 juillet, que le bureau de celui-ci avait approuvé la décision de l'U.D.F. de présenter sa propre liste aux élections européennes de 1984. « Cela va nous obliger à resserrer nos liens, à faire campagne, nous en avons bien besoin », a affirmé le député des Bouches-du-Rhône.

M. Gaudin a ajouté qu'il ne souhaite pas la transformation de cette consultation « en référendum ». « Il ne faut pas écarter le débat européen », a-t-il dit. M. Gaudin a également souligné : « Il faudra deux candidats de l'opposition au premier tour de l'élection présidentielle, car elle est traversée par deux courants. »

Il a estimé qu'un « déséquilibre » au profit de l'un de ces courants serait préjudiciable « d'opposition toute entière ».

Pour sa part, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a « regretté vivement » qu'une liste commune ne soit pas possible lors des élections européennes.

Un sondage sur l'image de l'ancien président de la République

Pour 61 % des Français (contre 29 %), M. Valéry Giscard d'Estaing est « plutôt un homme du passé ». C'est ce que révèle un sondage de la Sofres réalisé du 17 au 23 juin pour un groupe de journaux de province, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. L'ancien président de la République est jugé « complet » par 49 % des personnes interrogées, « content de lui » par 36 % et « trop théoricien, trop loin des réalités concrètes » par 35 %.

58 % des Français (contre 32 %) se déclarent prêts à lui faire confiance pour « accroître le rôle de la France dans le monde », et 45 % (contre 44 %) pour « redresser l'économie française ».

M. Giscard d'Estaing, pour lequel 43 % des personnes interrogées éprouvent de la sympathie (contre 49 % qui en éprouvent « peu » ou « pas du tout ») ne ferait pas un bon président de la République pour 53 % des Français (contre 36 % qui émettent l'avis inverse).

PIANOS D'ÉTÉ

CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS

HANLET L'UNIVERS DU PIANO

Paris 8, 264, rue du Fr-Saint-Honoré Tél. : 766.51.94
Vélizy, 21, rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.52
Vélizy, Centre Clal "Vélizy II" Tél. : 946.26.87
Orgeval, Centre Clal "Art de Vivre" Tél. : 975.78.50
Nogent-le-Grand, Centre Clal "Arcades" Tél. : 305.20.79

l'entrepôt franck beral

VENTE DIRECTE EN ENTREPÔT DE VÊTEMENTS GRIFFÉS SUR 1.500 m²

Une nouvelle formule de vente pour une réelle économie !

Franck Beral offre à des prix grossistes une grande variété de vêtements Homme-Femme-Enfant spécialement étudiés par son équipe de stylistes. Approvisionné par huit usines, Franck Beral n'a pour but que la rigueur dans la qualité, le choix au meilleur prix.

Pour accéder à notre entreprise, une carte personnelle vous sera octroyée gratuitement pour notre magasin sur simple demande par téléphone ou par écrit.

A Paris : 13, rue Denis 75002 PARIS Tél. 509.01.00 - Métro République
A Lyon : 31 bis, rue Bossuet 69006 LYON Tél. 781.782.51

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE 10 à 30 semaines : 2 à 4 mois
Tous niveaux. Adressés de la capitale
Portes de Neuilly, du Marais, du Centre

TENNIS 734-36-36 ACTION
Équipe par DUNLOP

POLITIQUE

LE TRANSFERT DES COMPÉTENCES DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

Les sénateurs de l'opposition jugent leur proposition trop dénaturée pour continuer d'en discuter

La commission des lois du Sénat était appelée à examiner mardi 5 juillet, en nouvelle lecture — après l'échec de la commission mixte paritaire, qui n'a pu constater le désaccord entre les deux Assemblées, et une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale, — la proposition de loi « tendant à compléter la loi du 7 janvier 1983, relative à la répartition de compétence entre les communes, les départements, les régions et l'État ».

Le rapporteur de cette proposition, M. Paul Girod (gauche dém., Aisne), qui en est le cosignataire avec MM. Jean-Pierre Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine), Jean Madelaine (Un. cent., Ille-et-Vilaine), Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne) et Jacques Valade (R.P.R., Girondes), a rappelé que l'initiative du dépôt de cette proposition s'expliquait par la décision du gouvernement de retirer, à l'automne 1982, une partie de son projet de loi relatif aux transferts de compétences. Les cinq sénateurs avaient repris ces dispositions et, avant d'en discuter, y avaient ajouté un certain nombre de « préambules » destinés, selon leurs auteurs, à protéger les collectivités territoriales « contre toute manœuvre aggravant leurs charges sans compensation,

aussi bien sur les transports scolaires que l'enseignement, l'aide sociale ou même le simple respect de la signature de l'État au bas des conventions conclues avec les collectivités territoriales ».

L'Assemblée nationale ayant supprimé, avec l'accord du gouvernement, ces « dispositifs protecteurs », les auteurs de la proposition de loi ont estimé ne pas devoir « cautionner une opération comportant plus de faux-semblants que de réalités et plus de déficits que de ressources ».

A défaut de pouvoir retirer leur texte (cette possibilité n'est offerte qu'à l'occasion de la première lecture), qu'ils jugent « dénaturée » et « détournée » de son objet, ils ne veulent plus continuer à « en assumer la paternité ». En conséquence, le rapporteur de la commission des lois, M. Girod, s'est démis de ses fonctions. C'est le président de la commission, M. Larché (R.I., Seine-et-Marne), qui a été mandaté pour présenter mercredi après-midi 6 juillet, en séance publique, le point de vue de la commission. Ce dernier devait proposer, à la fin de la discussion générale, une question préalable pour marquer ainsi le refus de la Haute Assemblée de poursuivre l'examen du texte.

LA RÉFORME DU DROIT DES FAILLITES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de loi est étendu aux associations

L'Assemblée nationale a continué, mardi 5 juillet, la discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (le Monde du 6 juillet). Elle a notamment précisé :

● **Capital minimum des S.A.R.L.** — Il est porté de 20 000 à 50 000 francs mais, lors de la création, les associés pourrnt en souscrire que la moitié, le reste étant par quart dans les deux années suivantes.

● **Informations comptables et financières.** — Les dirigeants de l'entreprise devront établir, selon une périodicité fixée par un décret en Conseil d'État, deux documents rétrospectifs : la situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible, ainsi que le tableau de financement ; et deux documents prospectifs : le compte des résultats prévisionnels ainsi que le plan de financement prévisionnel. Un décret en Conseil d'État, comme l'avait souhaité le Conseil économique et social, fixera la taille de l'entreprise qui pourra varier en fonction de la nature de son activité.

● **Prévisions de la loi.** — À partir de laquelle ces dispositions s'appliqueront, M. Robert Badinter, ministre de la justice, annonce que « les seuils de départ seront de 300 salariés et de 60 millions de francs de chiffre d'affaires », ce qui concerne quelque 3 360 entreprises.

Comme la commission, il reconnaît que « l'abaissement progressif » de ces seuils est souhaitable. L'opposition, au contraire, juge cette nouvelle obligation condamnable, car, explique M. Jean-Paul Charié (R.P.R., Loiret), la responsabilité des chefs d'entreprise pourrait être, par la suite, engagée, à leurs prévisions se révélant inexécutes, ce que démentent M. Jacques Roger-Machard (P.S., Haute-Garonne), rapporteur de la commission des lois, et le garde des sceaux.

Le R.P.R. et l'U.D.F. essaient aussi, sans succès, de faire relever ces seuils et de faire prendre en compte le chiffre total du bilan. En revanche, l'Assemblée, suivant la commission des lois, supprime la disposition prévue par le gouvernement qui étendait cette obligation de rapport à toutes les entreprises pour lesquelles « la perte nette comptable de l'exercice excède un tiers des capitaux propres en fin d'exercice », car, explique M. Roger-Machard, cela risquerait « de renforcer encore les difficultés des petites entreprises en leur compliquant la vie ».

Ces prévisions seront transmises au conseil de surveillance quand il en existe, aux commissaires aux comptes et au comité d'entreprise, malgré les craintes de l'opposition de voir ainsi divulguer des informations stratégiques pour l'entreprise. M. Eliane Provost (P.S., Cal-

vados), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, fait préciser que ces informations sont communiquées « simultanément » au comité d'entreprise ou à leurs autres destinataires, alors que M. Charié affirme : « Du point de vue de la responsabilité, le chef d'entreprise, les actionnaires et les salariés ne peuvent être mis sur le même niveau ».

Si à la vue de ces prévisions le commissaire aux comptes estime que le chef d'entreprise n'a pas rempli ses obligations, ou s'il juge utile de faire des observations, il le signale aux actionnaires et au comité d'entreprise.

Les sociétés cotées en Bourse et leurs filiales, pour être en accord avec une directive européenne du 15 février 1982, sont soumises à la publication de documents particuliers, notamment à un inventaire annuel des valeurs mobilières détenues en portefeuille, malgré, là encore, les critiques de M. Charié, qui craint que cela ne profite à la concurrence. Les entreprises dont la moitié du capital appartient à une ou plusieurs sociétés cotées, et dont le bilan dépasse 20 millions de francs ou dont les valeurs d'inventaire excèdent 2 millions de francs, sont soumises à la même obligation.

● **Procédure de surveillance et d'alerte.** — Pour obéir à une directive européenne, la nomination d'un commissaire aux comptes est rendue obligatoire dans toutes les sociétés à capitaux (sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, société en commandite par actions) d'une certaine taille, fixée par décret ; celui-ci, reprenant la directive, devra fixer la barre au franchissement de deux des trois seuils suivants : cinquante salariés, 10 millions de francs de chiffre d'affaires, 5 millions de total de bilan. En outre, une nomination de commissaires aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés, simplement dans les S.A.R.L., s'ils représentent le dixième du capital. Le texte voté étend l'ensemble de ce mécanisme aux sociétés en nom collectif et donc aux sociétés en commandite simple.

Les associés des S.A.R.L. pourront poser des questions écrites aux gérants « sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ». Dans ces mêmes sociétés, des associés représentant au moins le dixième du capital social, ainsi que le ministre public, pourront demander en justice la désignation d'experts pour établir des rapports sur une ou plusieurs opérations de gestion. Malgré les critiques de l'opposition, ces experts pourront être mis à la charge de la société. M. Jean-Marie Bockel (P.S., Haut-Rhin) fait adopter, par 325 voix (P.S.-P.C.) contre 153 (R.P.R.-U.D.F.), contre l'avis du gouvernement, un amendement de son groupe ouvrant cette possibilité de demande d'expertise au comité d'entreprise. Ces expertises seront transmises au demandeur, au ministre public, malgré les réserves de l'opposition, aux commissaires aux comptes et au comité d'entreprise. Malgré le refus du R.P.R. et de l'U.D.F., M. Georges Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine) expli-

quant qu'ils ne sont pas « réellement représentatifs de l'ensemble du personnel ».

Cet ensemble de procédures est aussi étendu aux sociétés anonymes dans lesquelles les actionnaires minoritaires pourront se grouper pour atteindre les 10 % du capital social exigés pour agir. Pour celles faisant appel à l'épargne, la Commission des opérations de Bourse (COB) pourra demander, elle aussi, au tribunal la désignation d'experts.

Les règles d'incompatibilité des commissaires aux comptes sont renforcées en parallèle avec l'extension de leurs pouvoirs. Mais ils pourront s'associer dans des sociétés commerciales à la condition que les commissaires aux comptes, personnes physiques, détiennent les trois quarts du capital, et « fait préciser la commission des lois — qu'ils en assurent la direction. Malgré l'opposition de M. Marc Lauriol (R.P.R., Yvelines) et comme le souhaitait la COB, l'obligation pour les sociétés cotées d'avoir deux commissaires aux comptes est supprimée. Le droit de demander en justice la récusation de ceux-ci, jusqu'alors réservé aux actionnaires minoritaires dans les sociétés anonymes, est facilité et étendu au comité d'entreprise, au ministre public et, dans les sociétés faisant appel à l'épargne, à la COB.

Le commissaire aux comptes pourra, s'il relève des faits « de nature à compromettre la continuité de l'exploitation », demander des explications aux dirigeants de l'entreprise dans les sociétés anonymes ; « à défaut de réponse ou si celle-ci n'est pas satisfaisante », il pourra saisir le conseil d'administration ou de surveillance, la délibération de celui-ci étant communiquée au comité d'entreprise ; si les difficultés subsistent, il pourra saisir l'assemblée générale des actionnaires. Dans les autres sociétés, le comité d'entreprise est averti au premier stade de la procédure. L'opposition critique vivement cette extension des pouvoirs des commissaires aux comptes. M. Charié affirmant qu'il ne devient des « commissaires politiques » dans l'entreprise ; M. Serge Charles (R.P.R., Nord) insiste sur « l'impact syndical » des décisions que prendront les commissaires aux comptes.

● **Groupements d'intérêt économique et associatifs.** — L'ensemble des dispositions de ce projet sont étendues aux groupements d'intérêt économique employant au moins 100 salariés. A la demande de la commission des lois, elle sera aussi valable pour les personnes de droit privé « non commerçantes ayant un objet économique ou poursuivant en droit ou en fait un but lucratif » d'une taille qui sera fixée par décret en Conseil d'État. Sous cette visée, explique M. Roger-Machard, les associations qui « emploient un personnel important et maintient des fonds considérables » comme certaines associations de bienveillance, de loisirs ou de tourisme, mais « les associations sportives les plus importantes devront quand elles veulent adapter la forme de sociétés commerciales aux termes d'un projet de loi déjà voté en première lecture par le Sénat », confirme-t-il.

Th. B.

ANNONAY, EN FRANCE

II. — Les délices de la division

De notre correspondant régional CLAUDE RÉGENT

Dans un premier article (le Monde du 6 juillet), Claude Régent a examiné le microcosme politique dans cette ville moyenne de l'Ardenne.

Annonay. — Il y a la droite et la gauche, les partisans de l'école, les « écoles », qui veulent une usine d'incinération des ordures ménagères, et les « réalistes », qui trouvent que c'est là un investissement bien élevé, les pétistes, qui veulent leurs rues, et les automobilistes leurs parkings...

A force de se diviser, cette ville de vingt mille sujets est une ville à vingt mille problèmes. On trouve ici un hôpital public et une clinique privée, deux groupes de gymnastique, deux clubs de rugby concurrents — ici, un signe de l'Occident — et, plus surprenant, deux associations de pêcheurs à la ligne. On ne doit sans doute pas lancer le bouchon de la même façon à la Gaule amonéenne qu'aux Amis du Rhin...

Avant d'être rapporté par un ancien d'une classe de seconde dans l'inter-college catholique : « Si vous n'êtes pas contents ici, allez voir dans la crémèrie d'en face ». En face : la même expression condensée est employée au lycée Boissy-d'Anglas, bastion avancé des latins dans une zone plutôt « blanche », une « petite Vendée », comme la qualifie l'ancien maire socialiste, M. Jean Parizot. Il y a six cents élèves dans le secondaire privé (enseignement général et technique) et six cents dans le lycée public. Le lycée d'enseignement pro-

fessionnel (LEP) et ses quatre cents élèves fait pencher la balance du côté du secteur public, mais l'inter-college refuse à chaque rentrée beaucoup d'inscriptions faute de place. Entre les deux, les conflits surgissent au moindre écart constaté dans un *status quo* précaire.

Les laïcs relèvent la sélection « élitiste » pratiquée à l'inter-college. Son directeur, le Père Henri Hassen, sort des statistiques impeccables : 38 % de fils d'ouvriers — la ville est navrée à 47 %, 20 % d'enfants d'employés, 10 % d'agriculteurs. « Ce décalage est la preuve, nous affirme un professeur laïc, qu'ils ont besoin de se justifier. Au lycée, nous n'avons pas besoin de statistiques pour savoir que nous avons 80 % de fils d'ouvriers ». Sur le plan de la sélection, les divergences sont traditionnelles. « Quand ils nous envoient des jeunes », affirme M. Jean Parizot, proviseur catholique, socialiste et laïc du lycée, « ce sont des jeunes dont ils veulent plus ». Conclusion : « Ils ont de meilleurs scores que nous au baccalauréat. Mais nous sommes sur la pente ascendante ».

Même si les relations quotidiennes sont bonnes (l'inter-college a récemment dépanné le lycée en quête d'un examinateur d'italien), le secteur public, plus mordant, multiplie les griefs. De ce côté, on se félicite des futures dispositions qui réglementeront la carte scolaire : « Ils ne pourront plus avoir n'importe quoi n'importe où », et, ou

regrette certaines concurrences « déloyales » au niveau des règlements. « Dans le privé, ils n'ont pas eu de retard pour les nominations d'enseignants et ils ont eu beaucoup de facilités pour les remplacements », continue M. Pégriard. Le Père Hassen, serin, s'a pas lui, à couvrir après les élèves. Il souligne les vertus de l'autonomie, la qualité du projet éducatif de l'inter-college et, ce n'est pas si accessoire, la modernité des tarifs proposés : 250 francs par trimestre pour les externes, 600 francs pour les internes, 1 700 francs pour les internes.

Retour « en face » : ils ont là aussi un projet d'actina éducative (P.A.E.). Le lycée vient d'être primé par la Fondation de France pour un P.A.E. de poésie. Il ne le sera sans doute pas pour la qualité du suivi de ses anciens élèves : « On ne sait pas ce qu'ils deviennent », reconnaît M. Pégriard. Ce serait pourtant intéressant dans une ville où l'adéquation emploi-formation est très perfectible.

Pour minimiser l'ampleur de la guerre scolaire amonéenne, on fait rapporté par le Père Hassen : « Tous les enfants du responsable C.F.D.T. de R.V.I. (Renault-Véhicules Industriels) vont chez nous ». Sous-entendu : l'établissement n'est pas un bastion de droite. Le manifeste à ses limites.

Les éducateurs pourraient peut-être réserver leurs forces au seul enjeu local d'importance : l'emploi. Pour éviter, par exemple, la permanence du portrait-robot du chômeur amonéen : une jeune fille de moins de vingt ans, titulaire d'un baccalauréat de série G — qui ouvre théoriquement les portes des bureaux des entreprises — mais qui « ne sait même pas bien écrire en français », selon la confiance d'une responsable de l'AN.P.E. locale, et qui surtout se trouve sur un marché de l'emploi saturé. Annonay, qui n'est pas la capitale administrative du département, ne dispose pas d'un secteur tertiaire très développé.

Les angoisses du corps médical

La division à la mode amonéenne est aussi très sensible dans le secteur de la santé. Les médecins libéraux se sont mobilisés face au projet sacrilège d'un centre de santé intégré étudié par l'ancienne municipalité de gauche. Pétitions, registres de signatures ouverts dans les cabinets de consultation, information de la clientèle. La victoire de la droite a indiscutablement sonné les angoisses du corps médical. Une corporation, au demeurant, peu enthousiaste face à certains changements législatifs. Un seul médecin a accepté de pratiquer des I.V.G. à l'hôpital public, après une campagne contre l'hebdomadaire local le *Réveil du Vivarais* (voir l'encadré ci-dessous). « J'ai dû me fâcher pour faire appliquer la loi », rappelle le maire battu. On ne s'attaque pas sans dommages à la mentalité rurale.

Malgré toutes ces oppositions, ces antagonismes fondamentaux, il

Une presse monocolor

Toutes les contradictions de la vie locale ont du mal à apparaître dans une presse écrite très proche du pouvoir municipal. Le *Dauphiné libéré* est le seul quotidien qui bénéficie, depuis le retrait stratégique du Progrès de Lyon, d'une vente conséquente et d'un monopole de fait de l'information locale. Ce n'est pas la prise de pouvoir de M. Robert Hersant, une « péripétie » d'ailleurs totalement passée inaperçue ici, qui pourra modifier une orientation délibérée du quotidien grenoblois, toujours proche des pouvoirs locaux, quelles que soient leurs tendances. Le *Dauphiné libéré* ne pratique cependant aucune exclusivité. Il est plutôt accueillant pour les communications institutionnelles.

Résolument à droite « par tradition et fidélité familiale », explique son directeur, M. Donat Milhary, le *Réveil du Vivarais* a pour sa part rendez-vous tous les vendredis avec vingt mille acheteurs du Nord. Imbattable sur l'information ultra-locale, bénéficiant du concours d'un réseau d'informateurs très serré, le *Réveil* est une institution, un outil indispensable pour connaître les péripéties du match de football entre Sestilieu et Falmes, les résultats de la tombola de l'Armée des chasseurs de Quinzeans.

le compte rendu de l'assemblée générale du Crédit mutuel (« une des salles de la maison des jeunes et de la culture d'Annonay se réouvrait trop petite pour accueillir les sociétaires... »). A la une, le *Réveil* propose des déclarations vengueuses sur le gouvernement social-communiste ou sur les dangers de la « paroxysme ». Mais aussi les poèmes de Léonce Revest, dont cet extrait d'Ariane et le bicentenaire :

Car ce siècle est celui des astres satellites
Et des sondes qui vont s'enfonçant dans les terres.
Il est bien dépassé le firmament d'hier.
Avec Ariane, allons rejoindre les étoiles...

L'hebdomadaire catholique *Terre vivaraise* n'oublie pas de donner la parole aux « plus déshérités ». Avec une diffusion plus méridionale (treize mille exemplaires sur l'ensemble du département), il joue un rôle plus occupé dans tous les sens du terme.

Un projet d'hebdomadaire d'inspiration de gauche, la *Chronique*, devrait voir le jour à la rentrée : « C'est la retombée la plus positive de notre défaite », affirme M. Parizot (P.S.), qui a perdu la mairie en mars dernier.

Cl. R.

serait injuste de ne juger Annonay que comme un champ clos abritant de redoutables batailles idéologiques. Ici, chaque samedi, le marché de la place de la Liberté permet l'expression du premier sport local : la parlotte. Avec un accent stéphanois mêlé d'intonations du « *Midi moins le quart* », se rétablit aussitôt ce qu'à Paris on appelle le consensus. On est français, bien sûr, mais enfin on est d'abord amonéen, et certaines querelles nationales n'ont pas pu graver la côte de Serrières, le cordon routier ombilical avec la vallée du Rhône.

Par exemple, la sécurité n'a pas été un thème électoral. « Ici, l'insécurité, commente plaisamment un commerçant, c'est l'agent de ville régalant la circulation au carrefour, abordé par un groupe d'une dizaine de jeunes qui veulent lui enfoncer son képi jusqu'aux oreilles. On les gardait au poste quelques heures... Ils revenaient avec les mêmes intentions belliqueuses focalisées sur le couvre-feu de l'agent ». Finalement on a mis des feux tricolores...

Reste le poids de la tradition. Les relations entre employeurs et salariés n'ont à Annonay que de lointains rapports avec la dialectique conflictuelle des grandes agglomérations. Ici, chez Binet (fabrication de feutres industriels), la plupart des 170 employés appellent leur patron « M. Maurice ». Parce que le chef d'entreprise sait « aller au bout » comme le reconnaît M. Gérard Nauche, de la C.G.T. A Vidalon-le-Annonay, les papeteries Canon et Montgolfier ont de nouveaux dirigeants venus du groupe Ajinomoto, qui n'a réussi une O.A. en douze ans. Mais Vidalon a toujours ses jardins ouvriers, même si les nouveaux patrons rendent leurs exploitants propriétaires pour pouvoir se consacrer à leur seule « mission industrielle ». Et, pour rien au monde les nouveaux dirigeants ne se seraient passés du savoir-faire des anciens des grandes familles locales, les Montgolfier bien sûr, mais aussi les Tardy ou les Frachon. Un des membres de cette famille, M. Joseph Frachon, est l'un des fondateurs des *Compagnons de la saison*, qui battent les records de recettes à chacune de leurs tournées d'adieu.

A partir de ses traditions, dont la permanence des familles n'est qu'un des aspects, Annonay tente de dépasser ses querelles de clocher.

Prochain article :

LES ACTEURS DU RENOUVEAU

COURS INTENSIFS DE REMISE A JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS

● **DATES :** 1 ou 2 semaines : 18-7, 1-8, 16-8, 22-8, 5-9, 19-9.
● **DURÉE :** 6 heures par jour, du lundi au vendredi.
● **LIEU :** 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
● **CONDITIONS :** Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes. 3 000 F H.T. par personne et par semaine + 300 F livre et inscription.

Pour tous renseignements et inscriptions :
LANGUAGE STUDIES,
350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70.

L'U.D.F. ET LE R.P.R. SAISISSENT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel a été saisi par plus de soixante députés de l'U.D.F. et du R.P.R. du texte de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (le Monde du 19-20 juin 1983). Ils estiment qu'une telle loi, ayant le caractère d'une loi de finances, aurait dû être débattue selon les formes prévues par l'article 47 de la Constitution, c'est-à-dire que l'Assemblée nationale aurait dû prononcer dans les quarante jours après son dépôt par le gouvernement, ce qui ne fut pas le cas.

Dans les mêmes conditions le Conseil constitutionnel a aussi été saisi d'un recours contre la loi portant approbation d'une convention fiscale avec la Nouvelle-Calédonie (le Monde du 30 juin 1983). Les députés R.P.R. et U.D.F. reprochent à ce texte d'avoir pris la forme d'une convention entre deux pays étrangers, alors que la Nouvelle-Calédonie est un territoire d'outre-mer de la République française.

● **Le cabinet du premier ministre** a réagi, mardi soir 5 juillet, au démenti opposé le matin même par M. Alain Peyrefitte, ancien ministre de la justice, aux déclarations faites par M. Pierre Mauroy devant le Grand Jury R.T.L.-le Monde» dimanche 3 juillet. M. Peyrefitte ayant affirmé n'avoir jamais incité à la grève des impôts, l'hôtel Matignon a indiqué : « La phrase d'Alain Peyrefitte concernant la grève de l'impôt, citée par Pierre Mauroy, et démentie par son auteur, a été effectivement prononcée, sous une déclaration rapportée par la presse, le 4 novembre 1982 à Compiègne lors d'une réunion de la fédération R.P.R. de l'Oise. » C'est précisément cette dépêche d'agence que dément l'ancien ministre.

● **M. Gilbert Masson** vient d'être nommé directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. (IN 6 le 22 janvier 1929 à Gisors (Seine-Maritime), ancien élève de l'ENA, M. Gilbert Masson est nommé, en 1972, chargé de mission ou secrétaire général de la présidence de la République, puis, en 1973, préfet du Lot. En 1975, il devient directeur adjoint du ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski.

Préfet du Haut-Rhin de 1977 à 1981, il est alors nommé préfet de la région Champagne-Ardenne, préfet de la Marne.]

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, rue LACÉPÈDE, PARIS-5
Téléphone (le soir) : 707-85-84

ASSOCIATIONS NATIONALES

Manifestations de soutien à trois insoumis bretons

De notre envoyée spéciale

Brest. — Après le transfert, le 1^{er} juillet, à l'hôpital des prisonniers de Fresnes de trois insoumis bretons qui avaient commencé le 6 juin une grève de la faim à la maison d'arrêt de Rennes, diverses manifestations de soutien ont eu lieu en Bretagne. Yannick Le Becquenec, Yuenn Chailou, 27 ans, était incarcéré le 27 mai 1982 et Bernéz Bouché le 27 mai 1983. Ils avaient été condamnés à seize mois d'emprisonnement pour insoumission et refus d'obéissance pour n'avoir pas accepté de porter l'uniforme en raison de leurs convictions indépendantistes. Ils réclament aujourd'hui le statut de « légionnaires de détention, car ils se considèrent comme des prisonniers « politiques ». Ils affirment n'avoir commis « aucun acte violent » et avoir été « punis sévèrement par le tribunal spécial en raison de leurs convictions politiques ».

Plusieurs comités de soutien ont été créés. Ils regroupent les trois partis politiques bretons, le parti républicain breton, Engann et Pobl, où militent des anciens membres du F.L.B. (Front de libération de la Bretagne). A Brest, le comité a demandé au député P.S. du

Finistère, M. Joseph Gourmelon, d'intervenir. A Nantes, après avoir occupé la cathédrale et l'hôtel de ville de Bouguenais, dont le maire, M. François Antain, est secrétaire d'Etat à la défense, trois personnes ont commencé une grève de la faim dans le château des Ducs de Bretagne, mardi 5 juillet. De même, à Rennes, deux jeunes gens se sont installés sur la place de la mairie.

L'insoumission est devenue la forme d'action politique des indépendantistes bretons. Depuis la suppression des tribunaux permanents des forces armées qu'ils réclamaient, c'est un tribunal spécial, mais constitué de magistrats civils, qui juge les affaires d'insoumission. Les témoins cités par la défense lors des procès et les insoumis eux-mêmes ont délibérément placé le débat sur le terrain politique, affirmant qu'ils

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les indépendantistes bretons avaient affirmé leur volonté de militer à visage découvert. Trois partis, qui ont du mal à faire preuve de solidarité en raison de leurs divergences idéologiques, sont nés de cette renoncement à la clandestinité.

DEUX ATTAQUES DE FOURGON EN VINGT-QUATRE HEURES

Série noire pour les transporteurs de fonds

Par deux fois des transporteurs de fonds ont été attaqués le 5 juillet. A Tours (Indre-et-Loire), l'attaque d'un fourgon de la Société de surveillance de l'Ouest s'est transformée en fusillade non loin d'un commissariat : un malfaiteur est mort brûlé vif dans l'incendie du véhicule, trois autres ont été grièvement atteints et dix convoyeurs de fonds blessés.

Près de Nesles-la-Valleé (Val-d'Oise), deux malfaiteurs ont réussi à s'enfuir après avoir attaqué une fourgonnette non blindée et banalisée appartenant au Crédit agricole, sans qu'un seul coup de feu ait été tiré. Deux faits divers qui témoignent de l'augmentation des attaques de transports de fonds depuis le début de 1983.

Un exemple: la société S.P.S. (Sécurité Protection Surveillance), principale entreprise de transport de fonds après "Brink's" en deux millions de francs, est dirigée par des malfaiteurs. Devant la gare du Nord à Paris, le 11 juin, la négligence du personnel soigné en cause, la porte de la cage d'escalier, la porte de la cage verte, contrairement aux consignes, pendant que deux convoyeurs recueillissent des fonds à l'intérieur de

Il a suffi aux malfaiteurs d'assommer le chauffeur et de détourner le fourgon, contenant quelque 340 000 francs.

Le 24 avril, un fourgon avait été attaqué dans le Val-de-Marne (316 000 F) et en mai à Massy (Essonnes), trois malfaiteurs déguisés en gardiens de la paix avaient bloqué les routes de la région parisienne en France. Michel Baron et Roger Knopsels, formellement reconnus par l'un des convoyeurs, ont été incriminés. Là encore un élément suspect, Patrick Criri, chauffeur de la camionnette, a été entendu des renseignements aux malfaiteurs, a été incriminé.

meurent. Les malfaiteurs peuvent-ils connaître dans le détail les mouvements de fonds et les habitudes des convoyeurs ? Existe-t-il un réseau de complicités à l'intérieur des sociétés ? Le directeur de la S.O.S. explique : « Il y a partout des voyous, des escrocs, des truands, des professionnels, il y a aussi de mauvais flics, de mauvais caissiers qui portent avec la caisse... Cela dit, nous n'avons eu aucun sinistre en 1982. » Mais comment éviter les bavures ? L'emploi de convoyeurs de fonds ne nécessiterait aucune formation particulière, mais il faut leur apprendre à manier la détente et d'être apte aux sports de combat. Selon un candidat que nous avons inter-

par les toits, les attendant à l'intérieur. » *Les clefs du coffre, messieurs* » Butin : 12 millions de francs.

Le commissaire de l'O.C.R. (Office central de répression du banditisme) parle de « *recrudescence cyclique* » sans pourtant croire à l'existence d'un réseau national de spécialistes du fourgon blindé : « Il s'agit très certainement d'équipes séparées. Elles s'ont pas les mêmes façons de procéder. » Il faut aussi faire la distinction avec les malfaiteurs. Le commissaire conclut : « Si les malfaiteurs voient que les fourgons blindés ça marche, ils n'auront plus peur, ils feront tous du fourgon blindé. »

VERONIQUE SORIANO.

FAITS ET JUGEMENTS

« Le Quotidien de Paris » condamné pour diffamation envers M. Georges Lemoine

Pour diffamation covers M. Georges Lemoine, maire de Chartres (P.S.), actuellement secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, MM. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, et Jean-François Mongibeaux ont été chacun condamnés le mardi 5 juillet à 2 500 francs d'amende et à 1 franc de dommages-intérêts par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Il leur était reproché la publication, le 4 février, d'un article de M. Mongibeaux intitulé : « *Le molmoine : une affaire de pots-de-vin le met sur la défensive* » (Le Monde du 9 juin). Ce texte reprenait des imputations formulées un mois plus tôt dans l'hebdomadaire *Minute* à propos d'opérations immobilières à Chartres, ce qui a déjà valu à ce journal deux condamnations prononcées les 28 février et 1^{er} mars, et un troisième procès actuellement en cours.

Le non-lieu en faveur du gendarme Lamare est confirmé

La chambre d'accusation de la cour d'Amiens a confirmé, mardi 5 juillet, l'ordonnance de non-lieu rendue le 14 janvier en faveur de l'ancien gendarme Alain Lamare, en application de l'article 64 du code pénal sur l'état de démence (nos dernières éditions).

Arrêté en avril 1979 et inculpé d'un meurtre, de trois tentatives de meurtre et d'une série d'agressions à main armée commises dans l'Oise, Alain Lamare, gendarme du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Chantilly (Oise),

avait d'abord été déclaré responsable de ses actes par un premier collège d'experts. Une contre-expertise demandée par ses avocats avait abouti à des conclusions contraires. Après qu'une troisième expertise ait été annulée pour vice de forme, un quatrième examen avait confirmé la contre-expertise et estimé l'inculpé en état de démente.

C'est ainsi que le juge d'instruction de Senlis, M^{re} Dominique Andressier, avait rendu le 14 janvier, après quatre ans d'instruction, une ordonnance de non-lieu fondée sur l'article 64 : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action » (Le Monde du 22 janvier).

La chambre d'accusation d'Amiens, devant laquelle l'avocat d'une des victimes avait fait appel, a refusé la nouvelle expertise qui était demandée. Elle a jugé qu'il n'y avait pas de « contradictions fondamentales » entre les diverses expertises et même fait valoir que la schizophrénie de l'inculpé « a continué d'évoluer ».

● **Les incidents de Bourgneuf (Creuse).** — M^{re} Édith Renon, juge d'instruction à Guéret, a prononcé, lundi 4 juillet, quatre inculpations à l'encontre de personnes qui, dans la soirée du 3 juillet, avaient tiré des coups de feu sur des véhicules en stationnement dans une rue de Bourgneuf (Creuse), où des incidents racistes visant des travailleurs turcs avaient déjà entraîné récemment trois inculpations (*le Monde* du 2 juillet).

MM. Jean Jallageas, quarante et
no ans, et Marc Colin, quarante-
cinq ans, auteurs des coups de feu,
ont été inculpés de « détérioration
de biens immobiliers appartenant à
autrui » et placés sous contrôle judi-
ciaire. M. Claude Gibeaud, vingt-
quatre ans, qui conduisait le véhi-
cule en état d'ivresse, a été inculpé
de « complicité des mêmes faits » et
s'est vu retirer son permis de
conduire. Enfin, M. Brano Jalla-
geas, vingt et un ans, a été, lui aussi,
inculpé de complicité.

CATASTROPHES

■ **Un séisme de magnitude 4,9** s'est produit le 5 juillet à 15 h 08 (heure locale, 14 h 08, heure de Paris) dans le nord-ouest de la Turquie. A Canakale, sur la rive asiatique des Dardanelles, une personne a été tuée et vingt et une blessées. A Biga, ville située à quelque soixante-quinze kilomètres à l'est de Canakale, on a dénombré cinq morts et vingt-cinq blessés. La secousse a été ressentie à Bursa, à 100 km des maisons ont été lézardées, en Thrace, dans l'île grecque de Lesbos et même dans certaines localités du sud de la Yougoslavie. (A.F.P., A.P. Reuter.)

● **Arrêt d'une grève de la faim à Toulon.** — Ayant officiellement reçu l'assurance qu'elle saurait pourvoir à l'entretien de ses deux enfants, Mme Christiane Bati-Minair a interrompu sa grève de la faim entreprise le 27 juin devant le palais de justice de Toulon. Selon des témoignages écopantés, ses deux enfants vivent au Liban avec leur père, un Français d'origine libanaise (*Le Monde* daté du 4 juillet). Elle ne les a pas revus depuis le 19 juin bien qu'elle en ait obtenu la garde après un jugement de divorce.

les mouvements en robes et les attitudes des canvoyeurs ? Existe-t-il un réseau de complicités à l'intérieur des sociétés ? Le directeur de S.P.S. explique : « Il y a partout des vocations tardives. Nous n'avons pas l'excellence des déformations professionnelles. Il y a aussi de mauvais flics, de mauvais caissiers, qui partent avec le malaise... Cela dit, nous n'avions eu aucun sinistre en 1982. Mais comment éviter les bavures ? L'emploi de canvoyeur de fonds ne nécessiterait aucune formation particulière si ce n'est de « bien savoir manier la détente et d'être apte aux sports de combat ». Selon un candidat que nous avons inter-

Un commissaire de l'O.C.R. (Office central de répression du banditisme) parle de « *recrudescence cyclique* » sans pourtant croire à l'existence d'un réseau national de spécialistes du fourgon blindé : « *s'agit très certainement d'équipés séparées. Elles n'ont pas les mêmes façons de procéder.* » Il faut aussi faire la part du minétisme chez les malfaiteurs. Le commissaire conclut : « *Si les malfaiteurs voient que les fourgons blindés ça marche, ils n'auront plus peur, ils feront tous du fourgon blindé.* »

VERONIQUE SORIANO.

La chambre d'accusation du tribunal de première instance de Paris a, le 5 juillet, l'ordonnance de non-lieu rendue le 14 janvier en faveur de l'ancien gardien Alain Lamare, en application de l'article 64 du code pénal sur l'état de démente (dernières éditions).

Arrêté en avril 1979 et incriminé d'un meurtre, de trois tentatives de meurtre et d'une série d'agressions mal armées commises dans l'enceinte de la prison de la Santé, Alain Lamare, gardien du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Chantilly (Oise),

trois inculpations (le Monde du 2 juillet).

MM. Jean Jullageas, quarante ans, et Marc Colin, quarante-cinq ans, auteurs des coups d'État ont été inculpés de « détournement de biens immobiliers appartenant autrui » et placés sous contrôle judiciaire. M. Claude Gibeaud, quarante ans, qui conduisait le coup en état d'ivresse, a été inculpé de « complicité des mêmes faits » et s'est vu retirer son permis de conduire. Enfin, M. Bruno Jullageas, vingt et un ans, a été, lui aussi, inculpé de complicité.

ante et
arante-
le feu,
ration
nant à
e judi-
vingt-
véhi-
nculpé
s - et
is de
Jalla-
aussi,

[illegible]

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

Atelier de poterie

TUBORG VERTE.
COMPAREZ-LA AVEC VOTRE BIÈRE PRÉFÉRÉE.



TUBORG
FAMOUS BEER

TUBORG
24.5 cl
BOTTLED AT 4°C
TUBORG - COPENHAGEN

TUBORG

LA NOUVELLE TUBORG VERTE. SON PREX AUSSI AVEC SON TONNER

ÉDUCATION

Les inscriptions dans les universités

Les inscriptions dans les premiers cycles des septante-trois universités et centres universitaires ont débuté dans les derniers jours du mois de juin, soit des résultats du baccalauréat.

En province, elles ont lieu généralement jusqu'en septembre. A Paris, en revanche, les délais fixés aux nouveaux bacheliers pour remplir les formalités d'admission dans les universités sont beaucoup plus courts. Ils se limitent à quelques jours dans les filières et les établissements les plus demandés.

Comme les années précédentes, le défaut d'information de certains lycéens, s'ajoutant aux procédures de « sélection » mises en place dans plusieurs universités, achève de décourager les candidats. Dans plusieurs universités, des « pré-inscriptions » permet-

tent de ne retenir que les titulaires des meilleurs dossiers scolaires, ou les candidats qui auront pu retirer un dossier en temps voulu. Ailleurs, on exige certaines mentions ou moyennes au baccalauréat.

La limitation des flux d'entrée se pratique dans quelques établissements de province, comme à Lyon-Lod ou tout compte de critères géographiques et où a été mise en place une procédure de pré-inscription à l'entrée de plusieurs filières scientifiques.

L'UNEF indépendante et démocratique (animée par des socialistes et des trotskistes) dénonce l'existence d'une « sélection de fait » à l'Université qui, en région parisienne, conduit les meilleurs au baccalauréat vers le centre de Paris et rejette les autres en banlieue.

FILES D'ATTENTE A PARIS-IV

La course à la Sorbonne

Son âge vénérable d'empêche pas la Sorbonne d'être saisie comme chaque année par la fièvre des inscriptions. Mardi 5 juillet, plus d'une centaine de bacheliers millésimés 1983 pénétrèrent en longue file sous les voûtes de la galerie Riebelien, bien avant l'heure d'ouverture du bureau des inscriptions de Paris-IV (Paris-Sorbonne) (1). A 9 h 30 précises, la porte s'ouvrit enfin. « Alignez-vous deux par deux, sinon vous n'entrez pas ! », avertit un vigile à l'accueil méridional. « On se croirait à l'école primaire, pas à la Sorbonne », perle Laurence, une bachelière série B venue d'Arpajon s'inscrire en musicologie.

Le vigile semble ravi. « Cette année, on pulvérise les records d'affluence », assure-t-il. Ravi mais soucieux : « Nous faisons même du brancardage, à cause de la chaleur et de la bousculade ».

Dans certaines matières, les inscriptions sont déjà closes. La sélection, parfois brutale, s'est opérée selon la « règle de l'autobus » qui ferme ses portes lorsqu'il est complet. Seuls les premiers arrivés, bacheliers avec mention pour la plupart, ont pu s'inscrire. Tel n'est pas le cas de ce jeune lycéen de Clermont-Ferrand qui s'apprête à venir habiter la capitale l'an prochain. L'attestation sur l'honneur de domicile qu'il a fournie lundi matin à l'appui de son dossier d'inscription en histoire n'a pas suffi à l'administration de Paris-IV, qui lui a demandé de faire mentionner sa nouvelle adresse sur sa carte d'identité. Le temps d'effectuer cette démarche, une heure plus tard, les inscriptions étaient terminées. Sportif, le candidat refuse de penser qu'il est victime d'une « mesure anti-provinciale » et court tenter sa chance dans une autre université.

Dernière le guichet, pourtant, les employés n'ont pas mystère : les inscriptions se limitent aux bacheliers des académies de Paris, Créteil et Versailles. Seules les premières années de serbo-croate, polonais, roumain et scandinave sont ouvertes à tous. Pour l'histoire et l'anglais, 440 dossiers environ ont été acceptés, et les guichets sont restés ouverts respectivement quatre et deux jours. Pourtant, M. Michel Meslin, vice-président de l'université de Paris-IV, assure qu'un effort d'ouverture a été fait cette année. « Avec plus de 21 000 étudiants, soit une progression de 5 % sur l'an dernier, nous serons à la limite de nos capacités d'accueil. Nous souhaiterions faire plus, mais les locaux et les enseignants manquent ».

Le premier café-crème

La procédure de pré-inscription a été supprimée en 1983 pour seize des dix-huit U.E.R. de l'université. Toutefois en musicologie (1 800 étu-

● L'association des journalistes universitaires (AJU) vient de renouveler son bureau. Jean-Michel Croissant (le Monde de l'éducation) a été élu président et Jean-Claude Escalif (la Vie), secrétaire général. Les autres membres du bureau sont Larréa Cuscia (Année 2), Nicole Gauthier (l'Éducation), Brigitte Seux (le Quotidien Rhône-Alpes) et Antoine Fouchet (la Croix).

dants en 1982-1983), l'examen des dossiers a été maintenu pour écarter les candidats ne pouvant justifier d'un minimum de pratique instrumentale. Plus taillonne, la procédure d'inscription en première année de DEUG de langues étrangères appliquées (L.E.A.) permet de sélectionner — M. Meslin préfère dire « orienter » — les meilleurs éléments (environ 70 % du total), au vu de leur dossier scolaire.

Cette étudiante, refusée en L.E.A. parce que ses notes n'étaient « pas géniales », s'est répliquée sur une première année d'allemand, faute de place en anglais. Ce premier échec ne la décourage pas et elle se réjouit déjà d'« intégrer » la Sorbonne : « On va se retrouver avec des bêtes de travail. C'est encourageant ! ».

Dans les galeries, l'Union des étudiants communistes n'a pas oublié que le projet de réforme de l'enseignement supérieur reviendra à l'ordre du jour à la rentrée, et elle appelle à la mobilisation pour « une bonne réforme », tandis que le Collectif des étudiants libéraux de France (CELFL) animé par les jeunes giscardiens invite au « combat libéral pour l'université menacée ». Mais les recalis à l'épreuve des inscriptions grossissent déjà d'autres files d'attente, tandis que les bacheliers élus siroient au bar voisin leur premier café-crème de sorbonne.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Les premiers cycles de l'université de Paris-Sorbonne préparent à plusieurs diplômes d'études universitaires générales (DEUG) en lettres, langues étrangères, histoire des arts, musicologie, géographie, histoire et philosophie.

Réaction défavorable de syndicats d'enseignants aux propos de M. Maury sur la rentrée scolaire

Les trois syndicats d'enseignants les plus importants du second degré ont réagi défavorablement aux propos tenus par M. Maury, lundi 4 juillet, devant les vingt-huit recteurs d'académie (le Monde du 6 juillet). Le premier ministre avait déclaré que la prochaine rentrée scolaire « serait difficile » et que tout enseignant qui se rejoindrait pas son poste le jour de la rentrée (le 6 septembre) serait considéré comme abandonnant son poste pour les titulaires et comme démissionnaire pour les auxiliaires.

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) voit dans ces propos « une inadmissible provocation à l'encontre des professeurs des collèges et des lycées ». Le premier ministre, estime le SNES, veut faire des enseignants, « comme à la rentrée 1982, les boucs émissaires de la politique mise en œuvre dans le second degré ».

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) considère pour sa part que « ce sont les méthodes de gestion, d'affectation et de recrutement des personnels qui sont à revoir ». Et que « ce ne sont pas les déclarations de Pierre Mauroy qui suffiront à évaluer les difficultés, notamment au

Afflux ?

« Je souhaite que l'enseignement supérieur accueille plus d'étudiants », aime à répéter M. Alain Savary. Les jeunes bacheliers de la région parisienne qui courent d'une université à l'autre pour tenter de s'inscrire jugeront sans doute les propos du ministre de l'éducation nationale trop optimistes. Comme les années précédentes, des lycéens se précipitent pour essayer de devenir étudiants dans un établissement qui leur est estimé de « bonne réputation ». Face à cet afflux dans quelques universités, les responsables d'établissements ont édicté des règles précises. D'où les craintes et les rumeurs qui circulent dans les files d'attente parmi les futurs étudiants.

Y aura-t-il assez de places pour tous les jeunes qui souhaitent s'inscrire dans la région parisienne ? Les chiffres fournis par le ministère à propos des premières inscriptions en premier cycle l'an dernier permettent de constater que ces derniers n'ont augmenté que de 1,4 % alors qu'au niveau national l'augmentation est de 5,5 %. Globalement, les effectifs dans les universités de la région parisienne restent stables depuis quelques années.

Au-delà du tumulte, chaque bachelier qui le désire devrait pouvoir s'inscrire dans une université parisienne, mais peut-être pas dans l'établissement de son choix. Il existe des enseignements juridiques à Paris-I, mais aussi à Paris-XII et Paris-XIII, et les cours, même s'ils n'ont pas lieu dans le prestigieux Sorbonne, préparent aux mêmes diplômes, toujours nationaux.

S. B.

regard de l'augmentation du nombre d'élèves. Augmentation qui nécessiterait des moyens supplémentaires pour l'accueil de ces élèves ».

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-modéré) pense que « le ministère de l'éducation nationale essaie, par premier ministre interposé, de rejeter sur les professeurs la responsabilité éventuelle d'une rentrée que tous s'accordent à prévoir délicate ». Le SNALC rappelle qu'il n'a donné aucun mot d'ordre de grève ou de refus de poste à la rentrée, mais il estime que « les mesures de titularisation des adjoints d'enseignement stagiaires et le mouvement des professeurs en 1983 sont faits en dépit du bon sens ».

SCIENCES

● Le Comité de développement européen de la science et de la technologie (Codest) de la C.E.E. a été créé le 5 juillet à Bruxelles. Composée de vingt et un membres, il a pour président M. Umberto Colombo (Italie), et pour vice-présidents MM. Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie (Belgique), et Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales (France).

Le Codest, qui a pour principal objectif de regrouper les programmes nationaux de recherche afin d'éviter le gaspillage des ressources humaines et financières, a défini sept domaines dans lesquels il stimulera dans un premier temps la recherche : pharmacologie, physique des solides, optique, combustion, photométrie-photocoustique, électrométrie, phénomènes liés à l'interface. En fonction des résultats de cette action expérimentale de deux ans, le Codest définira les moyens à mettre en œuvre et les modalités d'une stimulation de la recherche à l'intérieur de la C.E.E.

VACANCES-JEUNES

Ass. Ag. C. Tour & Jou. Sp. Jeunes 10/20 ans Séjours linguistiques Pénurie des Anglais Allemands Espagnols Hôte payant ou hôte pay. avec ou sans. 50, rue de Rome, 75008 Paris Tél. : (1) 283-23-23

MÉDECINE

LE SIDA ET SES CONSÉQUENCES DANS LE MONDE

Les Américains en croisade contre les homosexuels

(Suite de la première page.)

Elle s'adressait à l'association des mairies, qui venait précisément de mettre en garde contre « une nouvelle épidémie affectant la population de manière croissante ». N'a-t-on pas calculé qu'en 1980, au rythme de progression actuel, le SIDA atteindrait un million six cent mille personnes en cinq ans (contre mille six cent quarante actuellement) si un traitement efficace n'était pas trouvé ?

Les Américains se sont mis à craindre ce mal redoutable qui attaque les défenses immunitaires de l'organisme. La contamination les préoccupe d'autant plus qu'on leur a fourni des informations opposées. Qui croire ? Le journal de l'association médicale, qui évoquait, en mai dernier, la « possibilité » d'une transmission du virus par « des contacts de routine » ou la secrétaire à la santé, selon laquelle l'écroulement majoritaire des Américains ne risque guère d'être victime du SIDA par contacts sociaux quotidiens, normaux ?

Le syndrome affecte quatre groupes : les homosexuels masculins (76 % des personnes atteintes), les drogués par piqûres intraveineuses (16 %), les personnes sujettes aux hémorragies par retard de la coagulation sanguine (1 %) et, curieusement, les Hépatites (5 %). Seuls, une centaine de malades n'appartiennent à aucune de ces catégories.

Beaucoup d'Américains sont persuadés que le SIDA se transmet par les transfusions sanguines, alors que l'unique victime en a été un nourrisson de San-Francisco. Des patients demandent le report d'opérations qu'ils devaient subir ou réclament de fournir leur propre sang. Le bruit a couru que les prises de sang elles-mêmes favorisaient la contamination. Résultat : les dons recueillis par la Croix-Rouge nationale ont diminué d'un sixième.

Cette organisation vient de dissuader plusieurs catégories de donneurs d'offrir leur sang. A commencer par les « homosexuels actifs », redevenus des personnes qu'on montre du doigt.

« Anomalie »

Détail féroce : les riches clients de Beverly-Hills n'embrasseraient plus leur coiffeur. Signal plus inquiétant : un homosexuel peut avoir du mal, désormais, à contracter une assurance-maladie, car le traitement du SIDA coûte horriblement cher, malgré son efficacité quasi nulle.

Dans divers hôpitaux, les infirmiers n'acceptent pas de s'appro-

cher de ce genre de malades. Le maire de New-York a du mal à se faire entendre des compagnies de pompes funéraires qui refusaient, elles, d'emporter les corps. Visiblement, le docteur Donald Armstrong, chef d'un centre de cancérologie local, n'a pas convaincu grand monde en déclarant : « Le SIDA est l'une des maladies les moins contagieuses que je connaisse ».

Au-delà d'un sentiment de peur compréhensible, le « syndrome des homosexuels » réveille de vieux sentiments de rejet. Beaucoup d'Américains n'ont jamais admis le statut dont jouissent les quinze millions de gays — hommes en majorité — depuis près d'une décennie, avec leurs bars, leurs journaux, leurs associations, leurs lobbies, leur parade annuelle et même leurs « Jeux olympiques ». Le SIDA donne l'occasion de souligner à nouveau une « anomalie » et parfois de relancer une croisade.

Certains considèrent volontiers cette maladie comme une punition divine, sur l'air de : « Je vous l'avais bien dit... » Le New York Times rapporte cette remarque d'un médecin d'Atlanta : « Pensez-vous, Jim, que Dieu est en train de les punir ? Si oui, ce n'est pas assez ! ».

Le révérend Gregory Dixen, membre de la majorité morale, a écrit pour sa part : « Si les homosexuels ne sont pas stoppés, ils finiront par infecter l'ensemble de la nation et l'Amérique sera détruite ». Les stopper comment ? En fermant leurs bars, par exemple, ou leur interdisant les activités de restauration (où ils sont d'ailleurs plus difficilement admis depuis quelque temps).

L'administration Reagan a été accusée de réagir mollement au SIDA. Elle se serait mobilisée bien davantage si une autre catégorie sociale était en cause, ont soutenu des représentants de la Gay Community. Voulant démontrer le contraire, M^{me} Heckler a qualifié le syndrome de « priorité numéro un » de son ministère et annoncé que 26,5 millions de dollars y seraient consacrés cette année. La ville de San-Francisco considérait comme la « capitale spirituelle » des homosexuels américains — dépensera 4 millions de dollars pour le SIDA en 1983, soit 5 % de son budget de santé.

C'est parmi les Gays eux-mêmes que le syndrome provoque le plus de peurs, d'interrogations et de changements de comportement. Ceux qui n'assumaient leur homosexualité qu'à moitié sont les plus troublés, avec des sentiments de doute ou de culpabilité. La maladie les terrorise,

mais aussi la révélation qu'elle serait pour leur famille.

Un homosexuel victime du SIDA avait en en moyenne une soixante de partenaires différents au cours de l'année précédente. La psychose actuelle fait éviter les rencontres de hasard. On revient à une forme de « monogamie » ou on se crée des « collectifs » ne comprenant que des amis « sûrs », régulièrement soumis à des examens médicaux. Mais que veut dire « sûrs » quand la période d'incubation pourrait être de trois ans ?

Révolution sexuelle

à revoir

La psychose du SIDA a rendu plus solidaires certaines communautés gays. Des mises en garde et des conseils sont affichés dans les bars. A New-York, un millier de volontaires ont déjà réuni près de 1 million de dollars pour développer l'information ou venir en aide aux personnes contaminées. Mais d'autres homosexuels réagissent au contraire par une fuite en avant, multipliant les rapports sexuels, pratiquant la « roulette russe » et sont accusés d'étendre le mal.

Quelle que soit l'évolution du syndrome aux Etats-Unis, il laissera des traces dans la population semi-marginalisée qui croyait avoir définitivement échappé à la peur et qui se demande maintenant si sa « révolution sexuelle » ne sera pas à refaire ou, au moins, à revoir.

ROBERT SOLÉ.

★ Le SIDA (syndrome immunodéficitaire acquis) est une affection d'origine inconnue, fréquemment mortelle. Elle se caractérise par un effondrement des défenses immunitaires de l'organisme. L'analyse des mille huit cents cas recensés depuis deux ans à travers le monde montre que les victimes sont en majorité des homosexuels masculins. On évoque aussi une transmission par le sang ou les dérivés sanguins.

En France

« LA MALADIE EST PARMI NOUS... »

« Quand j'entends parler de cancer gay, je suis mort de rire. » Cette réaction illustre bien l'état d'esprit des militants homosexuels en France. Les diverses associations gays sont en rogne contre les médias qui n'ont pas hésité à faire du sensationnel à propos du SIDA. Non, nous ne sommes pas les seuls à être touchés par le SIDA, nous ne sommes pas « les époux du vingtième siècle », disent-ils.

Le président de l'Association des médecins gays, le docteur Claude Lejeune, met les choses au point. Selon lui, le chiffre d'une soixante de personnes touchées par le SIDA en France, chiffre officiel, est inexact. A la date du 16 juin, il assure que seuls quarante et un cas ont été identifiés, la moitié concernant des homosexuels (vingt et un).

Le docteur Lejeune n'a rien contre l'information, explique-t-il, encore faut-il qu'elle soit complète. « La maladie est parmi nous, c'est vrai, dit-il. Elle est aussi chez les hétéros ».

Depuis quelques semaines, depuis les gros titres de la presse, l'information est devenue le sujet de l'ensemble des groupes homo-sexuels. Dans son prochain numéro, l'hebdomadaire le *Pied* va ainsi tenter de faire le point sur ce SIDA dont on ne réchappe pas et sur ses symptômes. Pour prévenir tout vent de panique, le Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle (CUARH) entend lui aussi « informer et déramatiser ».

Pour l'instant, le directeur de l'information de la radio Fréquence Gaie, M. Bernard Le Du, constate que la situation en France ne peut pas se comparer à celle des Etats-Unis et à l'angoisse qui a saisi la communauté gay là-bas. Mais l'inquiétude apparaît. M. Hervé Liffran, du CUARH, note « une forte préoccupation ». Surtout chez les homosexuels isolés. La permanence téléphonique des médecins gays (1) avait reçu seize appels concernant le SIDA en 1982. Ces dernières semaines, une douzaine d'appels ont été enregistrés chaque semaine. « On est en train de se faire fragiliser », conclut le docteur Lejeune.

Ceux des homosexuels qui sortent fréquemment des bars et rencontrent beaucoup de partenaires n'en ont pas pour autant renoncé à leur mode de vie. Et le journal du CUARH, *Homophobie*, veut garder le sourire et conjurer le sort. Si vous n'avez le SIDA, demandez-vous : « au test-gay, à qui l'offririez-vous ? » A M^{gr} Elchinger, à votre concierge, à Jacques Chirac ou à Jeanne d'Arc ?

LAURENT GRELSAMER.

(1) Permanence les mercredis (18 heures-20 heures) et les samedis (14 heures-18 heures). Tél. : 805-81-71.

PREPAS
SAINT BARBE
SCIENCES-PO - VETO - ÉCOLES COMMERCIALES
Enseignement privé laïque 4, rue Valette, 75005 Paris - Tél. 325-43-88

L'ÉCOLE DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS ASSURE VOTRE AVENIR

BTS TOURISME	BTS SECRÉTARIAT	BTS ACTION COMMERCIALE
-----------------	--------------------	------------------------------

E.T.T.S. (enseignement privé)
50, rue La Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 563-35.88 (M^{re} Mirommesnil)
Doc. gratuits M

VACANCES-JEUNES
Ass. Ag. C. Tour & Jou. Sp. Jeunes 10/20 ans Séjours linguistiques Pénurie des Anglais Allemands Espagnols Hôte payant ou hôte pay. avec ou sans. 50, rue de Rome, 75008 Paris Tél. : (1) 283-23-23

مكتبة النحل

LE MONDE
es homosexuels

Là, on ne nous accusera pas d'avoir mis du sexe pour faire une publicité excitante!

La révolution sexuelle à revoir

ROBERT SOLÉ

En France

LA MALADIE EST PARMI NOUS...

Le sida, cette maladie qui a fait tant de victimes, est-elle vraiment une révolution sexuelle à revoir ? C'est ce que nous allons tenter de comprendre dans cet article. La maladie du sida, qui a fait tant de victimes, est-elle vraiment une révolution sexuelle à revoir ? C'est ce que nous allons tenter de comprendre dans cet article. La maladie du sida, qui a fait tant de victimes, est-elle vraiment une révolution sexuelle à revoir ? C'est ce que nous allons tenter de comprendre dans cet article.



BOHUS
Canapé - fauteuils. Revêtement 100% lin brun.
Rembourrage polycol. Structure en pin massif naturel. Prof. 86 cm. Haut. 72 cm. Larg. 80 cm. Larg. Canapé 2 places 150 cm.

Le fauteuil **545F.**
Le canapé **885F.**



SAGA
Boîte en aluminium

PUKA
Lampe suspension en fer verni brun. **49F.**



TUV
Tables gigogne. Pin massif non traité. Plateau laqué blanc. Dimensions grande table: long. 47 cm. Larg. 44 cm. Haut. 50 cm. **98F.**



TAPTO Lampe murale. Noir. **60F.**

SAGA Plateau en aluminium. **18F.**

SERVICE ORANGEADE
Le pot et les 6 verres **28F.**



MUSIC Meuble stéréo. Plaqué chêne glacis noir. Vernis incolore. 5 étagères réglables. Long. 118 cm. Larg. 44 cm. Haut. 43 cm. **290F.**



CELLO 44
Lampe suspension en bambou naturel tressé. **19F.**



ENGLAND
Canapé d'angle. Revêtement 100% coton rouille. Rembourrage plumes/polyéther. Structure en bois. Long. 245 + 245 cm. Prof. 85 cm. Haut. 65 cm. **3.500F.**

FROSTA
Table basse bouleau laqué 80x80. **65F.**

GREN Lampe suspension osier **29F.**

CORBEILLE A PAIN Osier **1,50F.**

Un peu de sexe dans la publicité, après tout, pourquoi pas ? Ça peut être agréable. Ici, ce n'était pas indispensable. C'aurait même été mauvais pour vous. Votre organisme aura déjà du mal à supporter ce que vous montre ici IKEA. Des articles à des prix

tellement bas qu'ils sont un outrage au bon sens (mais pas aux bonnes mœurs !). Chez IKEA, vous pouvez vous meubler sans que votre budget vacances en souffre. Il faudra juste que vous, vous souffriez un peu

avant le grand départ vers les plages: nous vendons généralement nos meubles démontés... autrement dit, c'est à vous de les monter.



Ils sont fous ces Suédois.

PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).

LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

Prix valables jusqu'au 9 juillet.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Les bronzés

Désormais, le bronzage fait partie des sports actifs, les Français s'intéressant à leur corps comme en témoigne la multiplication des salles de gymnastique en ville (aérobie et méthodes plus douces) ainsi que la popularité du vélo et de la planche à voile.

Depuis quelques saisons, l'immense marché des produits solaires (16 500 000 unités vendues en 1982) s'enrichit de crèmes spécifiques pour le buste, et ce, à tous les prix.

Ambre solaire et Nivea, en grandes surfaces, se situent parmi les premiers prix, à partir de 9,10 F le 100 ml de crème. Roc, Galenic, Bergasol et Vichy sont en pharmacie autour de 35 F le flacon de 150 ml. Avon et Yves Rocher, en vente par correspondance, sont à peu près au même niveau. En parfumerie, Stendhal se trouve parmi les prix moyens avec Lancôme, Cliné, Estée Lauder et Lancaster, dans le haut de gamme (77 F environ le lait de 200 ml).

En achetant ces produits, il faut choisir un écran, pour les premiers jours, à indice de protection élevé, de 6 à 8. Rappelez-vous que ce chiffre correspond au coefficient de l'évaluation du temps d'exposition au soleil sans risque d'érythème. Goldan Beauty d'Hélène Rubinstein, qui active la formation de la mélanine bronzante, se complète désormais d'un gel écran total pour le corps à base d'acide hyaluronique et de vitamines, très rafraîchissant, le Sun Block de Cliné se révèle couvrant et efficace tout comme Cover Blend d'Estée Lauder, crème particulièrement pénétrante destinée aux peaux sèches et fragiles que Biotherm et Clarins traitent tout particulièrement. Piz Buin, Phas et

Vichy, entre autres, existent aussi en sticks d'application pratique sur les lèvres, le nez, le dessous des mains et des pieds. Parmi les nouveautés de la saison, Joanne Plaubert joue sur deux tableaux avec une crème à la fois bronzante et amincissante tandis que Philippe Desforest reprend avec Perlossol une présentation en capsules auto-dégradables.

La lait après soleil, calmant et frais, complète le processus du bronzage en empêchant le peau de peler. Toutes les marques en proposent. La dernière née d'Hermès, formula apaisante, s'accompagne d'un stick et d'un bronzant. Sun Palm de Roger Bellon, au parfum mentholé, soulage les douleurs des coups de soleil tandis que ceux de Roc et de Bergasol adoucissent la peau.

Pour le visage, c'est le moment d'essayer European Collagen de Revlon, très fluide, la crème de Marie Cohr ou celle de Dermophile Indien.

Enfin, le nouveau talc liquide à l'ailantoine Body Spa d'Estée Lauder séduit et désodorise.

NATHALIE MONT-SERVAN.

EN BREF

ENTRAÎNE

L'ACTION DES PETITS FRÈRES DES PAUVRES. - Les Petits Frères des pauvres organisent pendant l'été des séjours de vacances dans leurs différentes maisons de campagne ou au bord de la mer pour lutter contre l'isolement moral de leurs vieux amis. Pour participer à leur donner joie et détente, envoyer votre offre : Les Petits Frères des pauvres, 64, avenue Parmentier, 75011 Paris. C.C.P. Paris 2463-98. Tél. : 355-39-19.

DOCUMENTATION
QUE FAIRE CET ÉTÉ ? - Le Centre documentation recherche (C.D.R.),

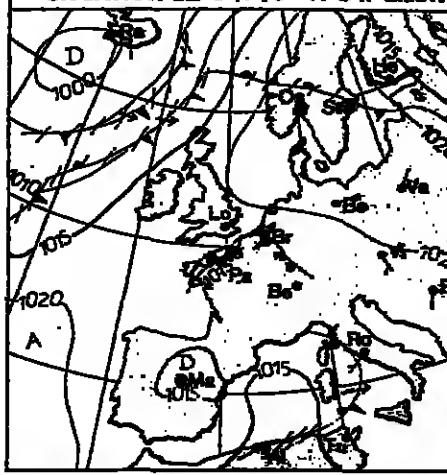
vient de publier un cahier de plus de cent pages, intitulé « Approches - Que faire cet été ? », collectant un grand nombre de stages, de sessions d'été et d'activités diverses à travers la France, regroupant notamment : théologie, catéchèse, animation liturgique, expression corporelle, audiovisuelle, formation musicale, formation théâtrale, communication et relation, etc.

Chaque session est présentée de manière précise (objectifs, méthodes, animation, dates et lieu de formation).

* L'exemplaire coûte 32 F francs, qu'on peut obtenir auprès du C.D.R., 108 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 222-87-48.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.7.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 juillet à 0 heure et le jeudi 7 juillet à minuit.

Poussée par des vents de sud, de l'air chaud et instable remonte de Méditerranée à travers la moitié est du pays. Une légère hausse de pression sur le Sud-Ouest atténuera l'activité orageuse.

Jeudi, il fera beau et chaud sur la plus grande partie de la France. Seules régions sérieusement menacées par les orages : à l'est de la vallée du Rhône et de la Saône et nord-est de la Seine. Sur ces régions, des foyers orageux locaux, des orages pouvant encore être assez violents par place surtout sur le relief. Il y aura tout de même de longues périodes de soleil.

Sur le reste du pays, soit un peu plus de la moitié ouest, beau temps très ensoleillé et chaleur souffante. Les températures dépasseront les 30 degrés sur le Sud-Ouest et seront comprises entre 27 et 30 degrés. Ailleurs, seules les côtes de la Manche auront un peu de mal à dépasser les 25 degrés.

Les températures minimales resteront comprises entre 15 et 20 degrés du Nord au Sud.

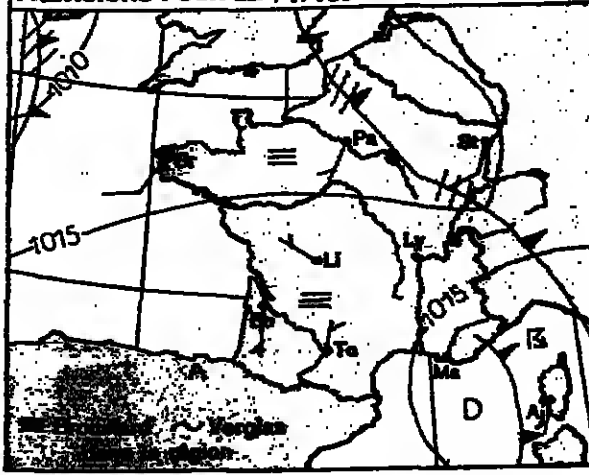
Le vent de sud sera modéré dans l'ensemble, attention aux rafales parfois violentes sous les grains.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 6 juillet 1983 à 8 heures : 1 016 millibars, soit 762,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 5 juillet au 6 juillet) :

Ajaccio, 32 et 21 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 27 et 18 ; Bourges, 28 et 14 ; Brest, 23 et 14 ; Caen, 24 et 14 ; Cherbourg, 21 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 29 et 15 ; Lille, 28 et 16 ; Lyon, 30 et 15 ; Marseille-Marganne, 29 et

PRÉVISIONS POUR LE 7.7.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



21 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 26 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Le Bourget, 27 et 15 ; Pau, 27 et 16 ; Perpignan, 26 et 18 ; Rennes, 27 et 17 ; Strasbourg, 29 et 17 ; Tours, 27 et 15 ; Toulouse, 30 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21 degrés ; Amsterdam, 26 et 17 ; Athènes, 31 et 22 ; Berlin, 27 et 17 ; Bonn, 29 et 17 ; Bruxelles, 27 et 17 ; Le Caire, 32 et 20 ; Les Canaries, 24 et

19 ; Copenhague, 25 et 15 ; Dakar, 29 et 26 ; Djibouti, 34 et 21 ; Genève, 26 et 13 ; Jérusalem, 25 et 16 ; Lisbonne, 23 et 16 ; Londres, 29 et 17 ; Luxembourg, 26 et 15 ; Madrid, 35 et 16 ; Moscou, 22 et 12 ; Nairobi, 25 et 10 ; New-York, 32 et 18 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 23 et 12 ; Tauxer, 38 et 26 ; Tunis, 37 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 6 juillet :

DES LOIS

● Modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi.

● Sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution.

● Relative au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes.

● Réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures.

DES DÉCRETS

● Relatif à l'assurance volontaire, vieillesse des conjoints collaborateurs d'artisans, d'industriels et de commerçants, modifiant le décret du 29 décembre 1973 modifié.

● Pris pour l'application de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de

la République française et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole), signée à Paris le 18 février 1982.

UN ARRÊTÉ

● Fixant les conditions d'attribution du crédit à l'artisanat.

DES LISTES

● Nationales d'aptitude aux emplois de directeur et directeur adjoint des offices publics d'habitation à loyer modéré pour l'année 1983.

PARIS EN VISITES - VENDREDI 8 JUILLET

● Le Panthéon présenté aux jeunes, 14 h 30, entrée.
● Le Marais, 14 h 15, métro Saint-Paul (Caisse nationale des monuments historiques).
● Hôtel de Lausanne, 15 h, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
● L'Opéra, 13 h 30, entrée, M. Jassot.
● Vieux Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Lutèce-Visites).

PARIS 4-10 JUILLET 83.

1^{er} JEUX EUROPÉENS DES HANDICAPÉS

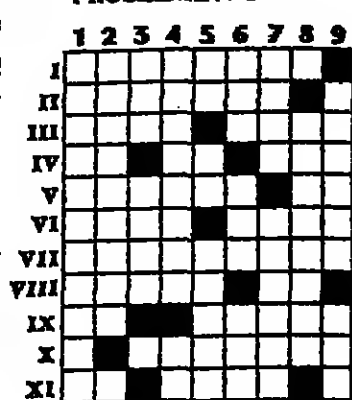
750 ATHLÈTES - 22 PAYS
STADE LOUIS-LUMIÈRE
30, RUE LOUIS-LUMIÈRE PARIS 20^e - PORTE DE MONTREUIL



SOUS LE PATRONAGE DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE HANDISPORT
SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR FRANÇOIS MITTERAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ET DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC, MAIRE DE PARIS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3487



HORIZONTALEMENT

1. Le devoir du professeur sur celui de l'élève. - II. Bibliothèque de garçonnisme. - III. Infortuné à qui l'on prête une fortune hypothétique. Plus légère chez la nonnette que chez la grue. - IV. Préposition. Participe passé. Témoin que le service laisse à désirer. - V. Jente un regard perçant. Négation. - VI. Position de sabalier. Auxiliaire pédagogique à la faculté des sciences. - VII. Fille qui fut sacrifiée pour du vent. - VIII. Un roi très huppé. Personnel. - IX. Préposition. U.S.A. ou U.R.S.S. - X. Manifestations en surface d'un bouillonnement intérieur. - XI. Romains qui prennent ici toute leur valeur. Des excès peuvent provoquer son excès.

VERTICALEMENT

1. Homme de loi. - 2. Sont glissés dans le tuyau de l'oreille. - 3. N'a de meilleur répondant que lui-même. Bassin dans lequel coule l'acier. - 4. Peut provoquer une retraite anticipée pour un professionnel du goût. Participe passé. - 5. Personnel. Note. Prendre une position horizontale. - 6. Voyagera. On le goûte mal quand il est frais. Baie du Japon. - 7. Peut être assassin sans jamais avoir tué personne. Le « quoi » qui rend coi. - 8. Bien que cultivée, elle ne sera jamais qu'un fruit sec. - 9. Fait partie du genre humain. Zone rouge.

Solution du problème n° 3486

Horizontalement

I. Népotisme. - II. Apostolat. - III. Vil. - IV. Edit. Spot. - V. Tcc. Peste. - VI. Trésor. - VII. Emmétrope. - VIII. Eau. Usas. - IX. Ni. Rack. - X. Or. Lie. - XI. Recassas.

Verticalement

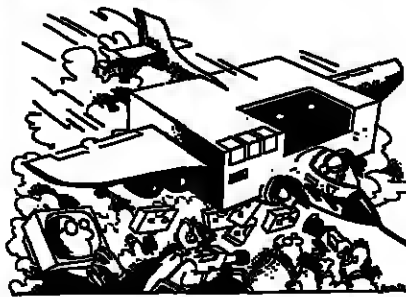
1. Navette. Cor. - 2. Epiderme. Re. - 3. Polliceman. - 4. Os. Scuille. - 5. TTC. Pot. Is. - 6. Io. Scruet. - 7. Sips. Osa. - 8. Magot. Pacha. - 9. Et. Télékka.

GUY BROUTY.

Le Monde

dossiers et documents

L'EXPLOSION VIDEO



Les enjeux industriels
La guerre des images
Un outil d'expression

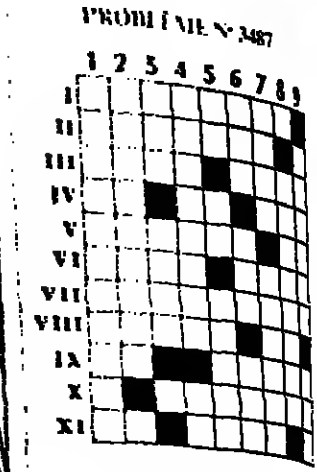
DANS CE NUMÉRO UN SECOND DOSSIER
L'ANTISÉMITISME

NUMÉRO DE JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE 1983
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 5,30 F

Le Monde

هكمان النحل

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Le devoir du professeur...
2. Un livre de l'école...
3. Bibliothèque...
4. Plus léger...
5. Plus léger...
6. Plus léger...
7. Plus léger...
8. Plus léger...
9. Plus léger...
10. Plus léger...
11. Plus léger...

VERTICALEMENT
1. Un homme de loi...
2. Un homme de loi...
3. Un homme de loi...
4. Un homme de loi...
5. Un homme de loi...
6. Un homme de loi...
7. Un homme de loi...
8. Un homme de loi...
9. Un homme de loi...
10. Un homme de loi...
11. Un homme de loi...

Un chapelet d'expositions sur la Renaissance

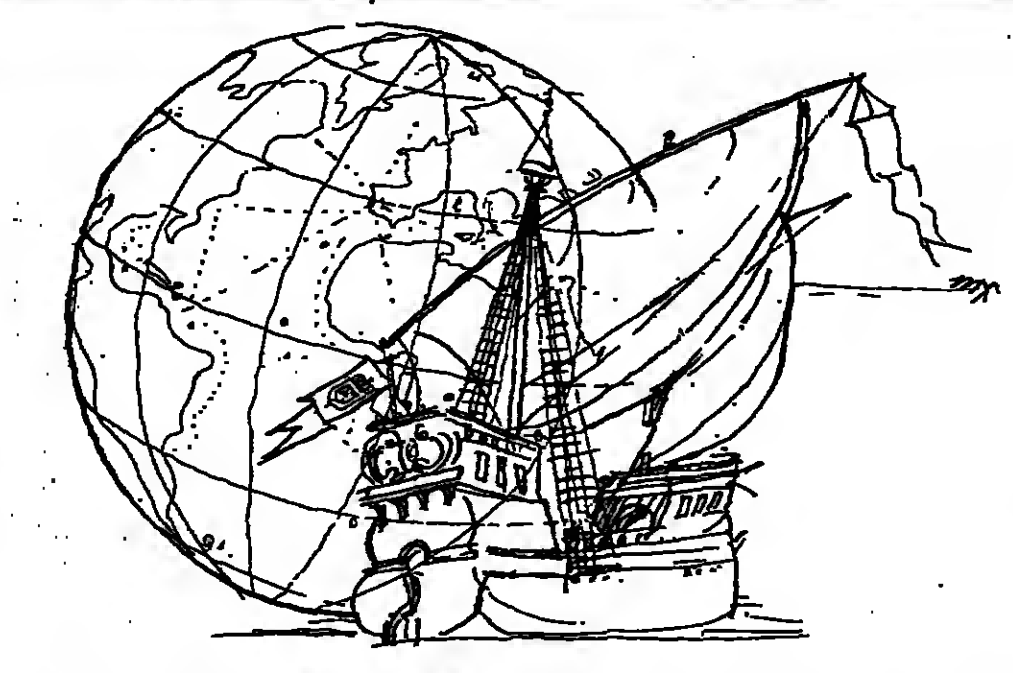
« Comme un vol de gerfauts... ». Les découvreurs du monde n'ont pas toujours eu bonne presse : des aventuriers casqués partant un peu au hasard, une avidité aveugle provoquant partout des désastres qu'on n'en finit pas de réparer. Cette simplification polémique n'est pas du tout au principe de la grande exposition organisée par le Conseil de l'Europe à Lisbonne : « Les découvertes portugaises et l'Europe de la Renaissance », et on trouve autre chose dans les manifestations considérables qui l'accompagnent. Leur propos est d'introduire dans l'intelligence profonde du phénomène : dans ce « moment historique » de la fin du XV^e siècle, un petit pays d'assez peu de ressources et assez peu peuplé a précédé tous les autres grâce à une force d'initiation appuyée sur le savoir, la méthode et la technique. Les Lusitaniens, dont le destin se joua alors sur les mers, ont été les premiers à pressentir et à déployer la terre comme totalité, symbole de « l'immense octave de la création », pour le dire avec Claudel. La thèse est flatteuse, elle est belle, elle est intéressante. Elle règne pour quelques mois au bord somptueux du Tage.

Le climat du Portugal a bien changé depuis dix ans. A sa manière sérieuse et calme, parfois un peu lente, la conscience lusitanienne déploie librement ses préoccupations ; elle tend visiblement à marquer son caractère propre à l'intérieur de l'Occident — on disait autrefois : la chrétienté — dont ce pays est la fenêtre sur le large. Crystallisant ce mouvement, le projet d'exposition a été l'occasion de réaliser beaucoup de choses. Il a permis d'élaborer plusieurs installations nouvelles, en restaurant et en aménageant. Les lieux d'exposition ont été répartis sur toute la façade maritime de la ville. De la tour de Belem, l'entrée à la bouche du Tage au couvent (franciscain) de Madre de Deus, largement à l'est de la ville, il y a un bon nombre de kilomètres. Sur ce fil sont distribués comme les grains du chapelet les places de visite. A la tour : casques dorés, canons ciselés, nobles armures. Ensuite le couvent des Hieronymites (Jérônimos) où Vasco de Gama en 1497 passa sa dernière nuit avant le grand départ ; le chef d'œuvre fameux, classique, du décor « maniériste ».

On y a présenté instruments nautiques, objets exotiques... une masse

Entre Cancer et Capricorne

La table est donc très abondante : près d'un millier et demi de pièces. La sortie des catalogues promise avant la fin de l'été n'aura la mesure de l'énorme travail accompli. L'ordre suivi et la structure de l'ensemble ne sont pas très explicites. On laisse beaucoup à l'imagination du visiteur, l'idée d'intensifier la prise de conscience plutôt que de développer même accuser les thèmes d'interaction. Cela se fait en partie dans les colloques convoqués à la Fondation Gulbenkian durant la saison. Les chercheurs spécialistes et amateurs attachés à ces problèmes sont nombreux dans le monde ; ils vont devoir se livrer à des regroupements neufs entre les divers aspects : technologique, politique, commercial et religieux de l'expansion portugaise. La découverte du monde en 1500 fait parfois penser à un cosmos du XX^e siècle. La technique est le nouveau type de charbonnage de la civilisation, au grand calcul des routes maritimes, l'aimant et l'astrolabe. On nous montre fort bien. Pour les historiens portugais, la dynastie d'Aviz, l'infant Henrique dès 1470 s'est en quelque sorte effacé au destin au nom de toute la nation en accomplissant un effort qui dépassait les ressources d'un million et demi d'habitants, comme la suite d'un bien mesuré chargement de soie, d'or et d'esclaves, amortissant normaux frais des expéditions. On n'affronte pas l'inconnu la volonté de compléter l'image. Héritier de toutes sortes d'opérations et de visions cosmologiques, on entraîne dans la plénitude du monde. Les textes groupés le roi-prêtre Jean, Marco Polo, le palimpseste. Quand Jean II donne à Manuel l'emblème de la armillaire, marquetterie exotique, qui va s'imprimer par l'affirmation cette vocation.



Le Portugal à la découverte du monde

séchés) et cette poudre tirée de la corne de rhinocéros qui passait dans toute l'Asie pour un si bon aphrodisiaque. Les grappes mauves du jara-caranda qui, en ce début d'été, régent délicieusement sur Lisbonne viennent d'un arbre apporté ici sur les mêmes caravelles qui se balaient rouge dit « Brésil », qui a donné son nom au domaine portugais de l'Amérique tropicale. Une petite serre aux Jeronimos rappelle la flore importée avec des odeurs et des saveurs nouvelles. Les organisateurs ont été ici un peu timides ; ils auraient pu développer jusque dans les traités de botanique et d'histoire naturelle cet enrichissement sensoriel de l'Occident, qui retrouve avec joie l'ébène, la nacre, les perles, les coquillages et les perroquets, dont parlent Pline et Pausanias, que l'on connaît mal, et qui abondent soudain dans les ports ibériques et dans leur relais du Nord, « l'océan » d'Ancien. D'ailleurs, fasciné, garde tout cela en 1520. Les cabinets de marquerie et les décors peints ne peuvent qu'en tenir compte ; de bons échantillons ont été réunis de tout cela. L'un des mérites du cycle de Lisbonne est d'attirer l'attention sur les objets, les ornements, les curiosités, déversés en Occident par les vaisseaux portugais en concurrence avec les Espagnols. Peut-être attirera-t-on enfin aux « arts appliqués » l'attention qu'ils méritent grâce à cette expérience. Laissons de côté — judicieusement — l'apport des exotismes dans l'architecture, on a aligné des dizaines de dizaines d'objets d'orfèvrerie, de céramique, de textile... plus imprévus et fascinants les uns que les autres, où le recoupement des formes produit un prodigieux amalgame. Dans les deux grands dépôts des Jeronimos et de Madre de Deus, on respire l'Inde splendide et trouble.

L'éléphant et le rhinocéros

Une place de choix revient aux deux pachydermes gigantesques de la création ; aux bêtes de légendes, ils occupent alors l'Occident tout entier. On a compté au moins treize éléphants importés — par mer et à quel prix ! — par le Portugal. Le roi Manuel en eut cinq dans son écurie qu'il produisait pour les processions. A l'achèvement de Léon X, seigneur pontifical, il envoya à Rome l'éléphant Hanno. L'animal fit son entrée par la porte du Peuple le 12 mars 1514 à 2 heures de l'après-midi ; il y a eu d'événements aussi bien attestés par les chroniques. Raphaël docilement dessinait Hanno (musée de Berlin) et le fit élever aux Loges. La documentation est là ; on a une grande famille d'éléphants en or, en verre, dessinés et gravés, distribués un peu partout. Mais la vedette fut bientôt au rhinocéros. En 1514, Albuquerque s'en était procuré un et, au printemps de 1515, le genda (tel était le nom) arriva à Lisbonne. Ce fut tout un roman : au cours d'un combat singulier, il triompha d'un éléphant pacifique. On l'expédia à Rome où il arriva, malheureusement, empaillé. Les destins du phénomène circulerent. Et, comme on sait, ce fut Dürer qui illustra le genda en s'aidant d'images antiques (monnaies) autant que du reportage contemporain, dans une gravure aussi mémorable et plus efficace encore que l'Hanno de Raphaël. Tout se rejoint.

Le pont sur le Tage, qui coupe de sa longue horizontale la ligne du ciel, rappelle invinciblement quelque chose au visiteur. A savoir : le pont suspendu inauguré en 1964 à l'entrée du port de New-York ; son tablier interminable introduit de même dans le paysage un élément de puissance domination. Or il porte le nom de Giovanni Verrazano et doit rappeler aux Français oubliés un épisode remarquable des Découvertes, lié à celui des Portugais. Vers 1524, les aventuriers au service de François I^{er} tentaient de se glisser entre Espagnols et Portugais et de découper un morceau des terres nouvelles pour les trafics des armateurs normands. Des décrets rappelés aux Jeronimos — montrent ainsi indigènes et conquérants. Les Français défendaient en un sens la liberté des mers en pratiquant la guerre de course ; les Portugais protestaient ; il y eut un accord célèbre à Lyon en 1536.

En vertu d'une vieille tradition, François I^{er} s'adressait pour les « pilotes » aux Florentins, qui suivaient l'exemple d'Amerigo Vesputi. Ce furent justement les frères Verrazano qui emmenèrent les petites ex-



Le grand élan solitaire avait pris

fin. On le reconnaît à deux faits, que le cycle de Lisbonne a bien détachés. La culture lusitanienne prend maintenant leçon de l'Italie. Un curieux personnage, Francesco de Olanda, qui a été, pour la première fois, l'honneur d'une présentation (Musée d'Art ancien), a été envoyé à Rome ; il dessine les antiques, connaît Michel-Ange, donne des modèles d'architecture, restreint vers 1540 et compose pour finir un recueil illustré des « âges du monde », qui témoigne d'une étrange piété visionnaire, mais le dernier mot appar-

André Chastel

* « Les découvertes portugaises et l'Europe de la Renaissance » (dissemination exposition du Conseil de l'Europe). Couvent de Madre de Deus : les antécédents médiévaux. Casa dos Bicos : la dynastie d'Aviz et l'Europe. Musée national d'Art ancien : la culture et l'art portugais. Tour de Belem : armes et armures des XV^e et XVI^e siècles. Couvent des Jeronimos : les navigateurs ; art sacré et profane sur les routes de l'Asie. (A Lisbonne, jusqu'en octobre.)

ROCAILLEURS ET BUNKERS, A L'IFA

Variations sur le ciment

LES saint-eulpiéeries, qui avaient, lui empruntant son nom, donné une redoutable célébrité au quartier, ont laissé la place au plus chic de la couture. Ne subsistent que quelques magasins de bonneterie glacée, inspirés par l'aluminium ou par l'acier poli. Et quelques nobles institutions comme l'Institut français d'architecture, le Sévret et la caserne des pompiers du séisme. L'Institut renoue pourtant avec les sources populaires sinon religieuses du quartier Saint-Sulpice, grâce à une exposition sur les « rocailliers », métier pittoresque aux frontières de l'architecture, de la sculpture et de la décoration. Métier disparu. Comme il arrive souvent, l'exposition a été précédée d'un livre de l'organisateur, Michel Racine (1), ouvrage excellentement documenté où il établit l'arbre généalogique de la famille d'excentriques architecturaux qui a produit le plus de termes péroratifs : grotesques (des grottes vraies ou feintes qu'imagina d'abord l'Italie de la Renaissance), ou rococo, avant mépris du baroque. Sans parler du rocaille.

Et « inspiré » que soient les travaux de cette famille, ils ne sont pas pour autant les produits d'individus isolés comme ceux de l'art brut — le facteur Cheval n'apparaît ici qu'incidemment (2) — ni comme les habitants paysagistes chers à Bernard Lassus (3). Il s'agit d'art, ou d'artisanat, de styles, depuis les anacréontes grotesques jusqu'aux derniers rejets

de la lignée que sont, avec des gênes peut-être un peu moins résistants, les rocailliers de notre exposition. Ces derniers, auxquels aboutit naturellement la curieuse généalogie de Michel Racine, paraissent par leurs bizarreries, par les « mélanges » de leur « réalisme », frôler l'art brut et toucher la banquette.

La rocaillie de l'exposition, c'est surtout celle de la région marseillaise, entre 1850 et la première guerre mondiale, et c'est le ciment. C'est le ciment devenu branche ou tronc d'arbre, bambou, pot de fleurs, pierre taillée ou non, chapeau, outil, homme, animal. Et c'est un faux qui ne trompe pas l'œil mais l'âme, l'inquiète, le fait rêver et voyager. Un faux réel, ou un faux grotesque ; ainsi l'idée très raffinée de ces fausses fenêtres faussement ruinées où pendent de faux volets faussement délabrés. La rocaillie, en effet, a un goût souvent prononcé pour le délabrement, le ruiné (faux, bien sûr).

L'Institut d'architecture a fait de cette exposition davantage qu'une mise à plat du faux, en présentant d'éloquents moulages de détails, en fleurissant gaiement son espace de tous les attributs d'un jardin, jusqu'au gravier qui recouvre le sol. Fait-on quelques pas, et le gémissement des cailloux devient un bruit de sable mort, tandis qu'aux rocailliers succèdent les bunkers

de la côte normande ; au goût du pittoresque, celui désormais tout conventionnel des ruines ; au ciment débridé, le ciment lisse et corseté.

Voilà quelques années, le Musée des arts décoratifs s'était déjà fait l'abri d'une belle exposition sur ces vestiges désoles de la dernière guerre, bunkers ou blockhaus du mur de l'Atlantique. La récidive de l'Institut français d'architecture s'est faite très nettement plus binaire et plus « inspirée » aussi à travers le texte de Jean-Marie de Busscher. Un texte à mi-chemin entre l'intellectuel babe cool et le carte postale prousto-barthesienne, qui laisse pudiquement voler les parfums impudiques des casernes devenues refuges : « Bunker romanes »... Tout un programme.

FRÉDÉRIC EDELMANN

* « Les rocailliers — Architecture rustique des cimetières marseillais » ; et « Bunkers romanes, la logique des monolithes » ; Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, 75006 Paris, jusqu'au 17 septembre.

- (1) Architecture rustique des rocailliers. Ed. du Moniteur, 150 F.
- (2) Aux mêmes éditions du Moniteur et dans la même collection, les Bâtisseurs inspirés, rappelés au livre bien complet de P.-J. Journe, C. et C. Prévoit, le Palais idéal du facteur Cheval.
- (3) B. Lassus, Jardins imaginaires, Presses de la connaissance, coll. « Les habitants paysagistes », 1977.

L'été

en jazz

Le voyage initiatique

A propos de «l'Argent», de Robert Bresson

par J.M.G. LE CLÉZIO

Taylor, McCoy Tyner... (93) 33-95-64.

FESTIVAL MÉDITERRANÉEN 18 juillet-22 août : Shepp à Colmar (18), Randy Weston à Port-Carré (10 août), Orchestre Céléste (22), (42) 88-82-14 et 88-84-71.

VICTORIA-GASTEIZ (ESPAGNE) (17-20 juillet) : Pastorius (17), Peterson, Gillespie, Clark Terry, Sweets Edison (18), Ella Fitzgerald (19), Big Joe Turner, Jay McShann, Jimmy Smith (20), (45) 23-24-34 et 23-15-28.

DRÔME (17-28 juillet) : Azoula, Caratini, Fossat à Die (17), Kenny Clarke à Mirmande (18), Boell et Roubach à Crest (20), Sam Rivers (22), Albert Collins (23), Yochi'o Seffer à Valence (28), (75) 42-00-07.

BREST (19-24 juillet) : Coryell, Escudé, Solal, H-J-T, Marsalis, V.S.O.P. II, Getz, Scaramin Jay Hawkins, Machito, Steel Pulse, Luther Allmon, John Lee Hooker, Johnny Winter, (98) 44-54-04 et 80-82-87.

SAINT-JEAN-DE-LUZ (20-23 juillet) : Machito, Luther Allison, John Hammond, Willie Dixon, Jan Garbarek, Jaco Pastorius, Portel.

SAINT-RÉMY (20-24 juillet) : Paul Bley (20), Lloyd-Petrucci (21), Boulou Ferré, Tubacca, Caratini-Fossat (22), Doudou Gouirand, Don Cherry-Ed Blackwell (23), Tedious, Wellace, Breuker (24), (66) 81-14-73 et (90) 92-03-80.

SAINT-SÉBASTIEN (20-24 juillet) : Shepp, Garbarek (21), V.S.O.P. (22), Corea, Haynes, Vitous (23), Hubbard, etc. (24), (943) 42-31-80 et 42-10-02.

AU FIL DES REVUES

En moment où s'annonce une nouvelle revue bimestrielle (*Jazz Enquête*), *Jazz Hor* change de formule, diversifie ses rubriques, colle de près aux actualités des musiques noires, quitte à se dégarer de son image stricte de plus ancienne revue de jazz. Mise en pages revue, maquette corrigée.

Le *Jazzophone* serre de près les nouveautés discographiques et les problèmes que pose la diffusion du jazz en France (*COLOMBE*, 83, rue Doudaeville, 75018 Paris).

Jazz Magazine présente un guide complet des festivals (quarante-cinq, en Europe ou en Amérique du Nord) augmenté d'un index des musiciens se produisant sur les scènes de l'été.

Jazz Magazine présente déjà quelques comptes rendus de festivals, et surtout des interviews de musiciens qui circulent cet été : Chick Corea, Herbie Hancock, Lew Tabackin, Brandford Marsalis, etc. A noter : un guide du New-York « latino » : où manger, où danser, où acheter selon les règles de la communauté latine ; un reportage de la photographe Marie-Paule Nègre sur les clubs de jazz de Harlem ; et une étude sur le jazz au pays de l'apartheid : de Larry Brand, Ben Benjamin et Rashid Vally, producteur à Johannesburg.

F. M.

Il y a, dans l'art de Bresson, une violence et une pureté qui sont celles des premiers états du monde. Voyant son dernier film, peut-être le plus beau, le plus ému, le plus tragique de Massacio, *Adam et Eve chassés du paradis terrestre*, où sont exprimés tant de douleur, de crainte, de regret, et l'impossibilité de l'homme de briser le lien de la source de la vérité éternelle. Je pense à cette image du chérubin qui poursuit le désir, à la fatalité de ce partage de la douleur qui échoit aux hommes depuis le commencement du monde.

Tous les films de Bresson portent cette violence, qui est à la fois révolte contre le mal et soumission au destin destructeur de l'homme. Dans *l'Argent*, cette tragédie qui a son origine dans le quotidien autant que dans la nouvelle docteurienne de Tolstoï, quelque chose de nouveau est apparu, quelque chose qui brille avec plus de netteté que dans le *Condamné à mort* ou dans le *Pickpocket*. Quelque chose qui résonne en nous comme un appel : la pureté, la pureté du cœur, cette vertu qui anime et grandit tous les héros de Bresson, mais la pureté du regard, qui scrute les objets et les gestes de la vie, perçoit à une lumière crue, vraie, durcissent les choses et les êtres, leur donnent force d'existence, précision, une efficacité presque surréelle.

Depuis le commencement, l'art de Bresson, le « cinématographe », c'est donc cela : montrer, offrir ce que les yeux dérobent par les mirages de la vie n'avaient pas vu. Travail de peintre et d'architecte autant que philosophie, car cette recherche intransigente du réel n'est pas une imitation de la nature ni une sacralisation (l'éternité de l'art, ce leurre de la vérité humaine), mais simplement pour donner à voir, ici, dans *l'Argent*, c'est cette pureté et cette dureté que je ressens tout d'abord, est-ce une exaltation de la vie, à laquelle s'oppose la violence du mal, les dévils, la possession.

L'argent, ce symbole tiré des Évangiles et du Coran, ce symbole qui chassait les marchands du temple, voilà bien en effet ce qui trouble la pureté de la création, ce qui sépare l'homme de lui-même, l'écloie loin du bonheur. L'argent trouble dans les films de Bresson, symbole de la déchéance humaine dans les *Dames du bois de Boulogne*, ver-

tige du mal dans le *Pickpocket*. Ici, l'argent qui s'interpose entre les hommes, la fausse monnaie du mensonge et des faux témoignages, qui divise les hommes en possédants et en perdants, appelle le châtiment, la folie sanguinaire, la mort. Nul n'a dit avec plus de force et de vérité la haine de cet argent, la révolte contre un monde véniel et meurtrier. Mais cet idéalisme n'est pas innocent.

Pour dénoncer ce monde de violence et de mort, le film de Bresson est fait de colère et de révolte, il est un état qui effraie et laisse meurtri, qui change profondément celui qui le reçoit. Dans ce monde où dominent la violence et la crime, dans ce monde où plus que jamais l'argent semble le symbole des plus grands désirs et de la recherche vaine du bonheur, la violence et la pureté de Bresson ont quelque chose de farouche et d'implacable qui fait penser à un message prophétique. L'aventure de ce jeune homme condamné, à cause de cette fausse monnaie, puis, s'étant perdu dans le monde sans espoir de la prison, resté seul dans le monde, où il tue enfin la famille qui l'a recueilli, amplifié d'horreur et éclairé à la fois.

De la tentation au malheur, du malheur à la mort, c'est le voyage

initiatique de l'homme à la découverte de la solitude fondamentale (le doute, la mort), cherchant en vain une vérité, un corps, une maison. Encore l'on pense au *Pickpocket* (sur un mode presque opposé, l'autre film bouleversant de Bresson), cet itinéraire d'un homme au milieu d'une foule qui n'est plus pour lui que proie, aliénation, condamnation.

Au cœur de l'œuvre de Bresson, il y a le procès. Le procès, c'est-à-dire ce moment crucial où l'homme devenu solitaire s'oppose à la société, et où celle-ci le juge et l'exclut, au nom de la justice des hommes, puis le livre à la prison, ou au bourreau. Comme Jeanne d'Arc, comme Lancelotti, le héros maudit de *l'Argent* est confronté à l'injustice et au mal, et son destin l'écarter du chemin des autres hommes, le désigne comme victime expiatoire. La justice humaine ne peut admettre l'exceptionnel, comme elle ne peut admettre la morale individuelle, ou la révélation mystique. Le héros de Bresson doit se séparer d'elle, et suivre son chemin, quoi qu'il lui en coûte. C'est en échappant à la morale commune qu'il peut échapper au mal, atteindre cette vérité intérieure qui s'est révélée à lui.

Visages, mains, gestes

L'instant le plus dense de *l'Argent*, c'est ce procès, où se joue précisément le destin d'un homme ordinaire, que les événements vont pousser jusqu'aux extrêmes du mal et de la folie. C'est l'instant où les hommes perdent leur masque, mais aussi leur valeur fraternelle. Exclu par le monde humain (où l'argent peut aussi bien acheter le silence que voter un crime), le héros de Bresson est aussi celui qui se condamne lui-même, quand il étend cette région inférieure comme le règne animal, zéro de fuite, d'ail et de déraison, où les hommes humains n'ont plus cours, où le jugement est inaudible. Errant dans la foule, ou bien enfin dans la prison que l'abandon de la femme qu'il aime a élargie aux limites mêmes du monde, le héros de Bresson connaît une autre réalité, celle des marges, peut-être, celle des fous et des criminels : quand l'homme est nu, dépourvu de tout ce qui lui était secours, amour, chaleur terrestre. Quand autour de lui le monde est devenu silencieux comme un désert de bêtes, et que l'avenir n'a plus de

commencement. Ne lui reste alors que l'au-delà, qui l'attend, mais qui lui est non moins étranger, et l'infini du néant et de la mort, qui sont déjà en lui, l'ont abrasé, purifié.

C'est alors, je crois, que l'art de Bresson atteint son sommet, quand il parvient à nous faire sentir, par ce moyen insuffisant qu'est l'image cinématographique, par ce rythme lent et régulier qui s'établit entre les images, les sons, les paroles, le marche vers le silence du langage, le regard étonné et clair de cet homme qui porte en lui la mort, et surtout cet éclat presque insoutenable des choses, cet éloignement des formes de la vie, cette violence froide, vengeresse, qui est la pureté de l'homme avant la chute.

Robert Bresson est sans doute notre plus grand poète, il est notre seul dramaturge d'aujourd'hui. Comme Racine, comme Strindberg, Bresson ne se sert d'un thème ou d'une intrigue que comme d'un prétexte pour

nous donner à voir le monde. De là vient que nous sortons de ce voyage émus et changés, car ce qu'il nous a montré n'est pas un spectacle ni un mirage, mais un itinéraire, une initiation.

Chacun des films de Bresson est un recommencement, et en même temps une reconnaissance plus précise de cet autre réel. Bresson mesure avec la caméra notre monde véniel et cruel avec sobriété, mais aussi avec le fureur du peintre qui met toute sa vie dans chaque ombre, dans chaque tâche de couleur.

C'est la peinture surtout qu'on découvre grâce à Bresson. Visages mystiques et lumineux du Greco, visages purs et jaillies de l'ombre de Piero della Francesca, ou du Caravage, visages arrêtés dans leur expression plus qu'humaine, visages des hommes et des femmes qui recitent la passion, le mensonge, le désir, visages de la douleur, du désespoir, l'amour que Bresson porte aux visages humains, visages d'adolescents au regard profond qui laisse entrevoir le souvenir de l'ange. Les gestes, les mains aussi, qui font penser aux gestes de Goya, gestes lents, comme vus pour la centième fois, modelant les désirs, les sentiments, montrant les chaînes. Mains qui timent, puis s'abandonnent.

Les tragédies, les poètes, parlent à notre intelligence, à nos sentiments. Le verbe, le dialogue, sont leurs leviers, qui haussent notre propre langage et l'obligent à s'exalter. Robert Bresson agit de même, mais son art suit une autre voie. Dans *l'Argent*, nous découvrons enfin à quel point cette fenêtre est étroite, par où entrent, comme vers le fond d'une grotte, les rumeurs d'un autre monde, les lueurs d'une autre vie. Ce dédoublement d'images, cette vibration sonore, agissent comme un rêve, comme une musique, qui apaisent sur nos désirs et font éclore nos desseins secrets.

l'Argent n'est pas un film achevé. Comme *l'Expulsion du paradis terrestre* de Massacio, comme *Jésus chassant les marchands du temple* du Greco, ou comme la *Fonction de Massacio*, quelque chose est resté en suspens, ouvert sur l'inconnu. C'est dans notre regard, dans notre mémoire, que l'œuvre doit se terminer, au fil des jours.

Bresson, l'initiateur. Il y a dans *l'Argent*, cette idée, qui est sans doute le lieu où s'échangent tous les voyages, toutes les pensées : l'espoir d'un monde où l'œuvre d'art n'aurait plus de raison d'être. Où régnait la justice, le contraire de l'argent.

EXPOSITIONS

En région parisienne

HERMANY. A propos de corps et de son langage. — Photographies. Centre Gérard-Philippes, rue Henri-Dunant (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

DOURDAN. Nicolas Vial. — Musée du Château, place du Général-de-Gaulle (459-66-83). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.

FRANCOISVILLE-LA-RENNÉE. 11 sculptures : Pol Bury, Carot, Chabrier, Closs, E. Merle, etc. — Hall et parc de la Malde, parvis de l'Hôtel-de-Ville, parc Cédet de Vaux (413-54-96). Jusqu'au 15 juillet.

MEAUX. Trois œuvres. — Tapissierie contemporaine. Filatures de Paris, 2, avenue Foch (434-54-00). Sauf lundi. Jusqu'au 31 juillet.

MELUN. Assaut de pont de Midway de Cézanne. — Musée, 5, rue du Prince-Murier (439-17-91). Jusqu'au 31 juillet.

PONTOISE. Le remède de Nacourt et l'Iconographie de Saint-Quentin. — Musée Taver-Delaunay, 4, rue Lemaire (031-93-00). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre. Louis Hayet, 1854-1940. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 octobre.

En province

Le Monde daté 30 juin a publié une liste des principales expositions d'été en province. En voici quelques autres :

ALAINES. Jeanne Peletier de la République de Chine. — Centre d'art et de culture, Prieuré (26-05-05). Jusqu'au 18 septembre.

AIX-EN-PROVENCE. Karen Hansen : traces d'ombre. — Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 novembre.

ALLES. Francis Massacré. — Musée municipal Colombier (86-30-40). Jusqu'au 31 août.

AMIENS. La vie musicale en Picardie au temps des Pays. — Musée de Picardie, 48, rue de la République. (91-36-44). Jusqu'au 15 juillet.

ANGERS. Tamas Ungvár. — Musée des beaux-arts, 10, rue des Beaux-Arts (88-64-65). Jusqu'au 18 septembre ; Visages de l'homme : sculptures à toucher. — Musée Ponce, 32 bis, rue Lenoir (88-94-27). Jusqu'au 11 septembre.

ANJOU. Alexandre ou la gravure antique. — Musée-château (45-29-66). Jusqu'au 30 septembre. — Des Burgondes à Bayard : mille ans de Mayen Age. Jusqu'au 31 octobre.

AUXERRE. Les Zervos. — Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 31 octobre.

BORDEAUX. Oskar Kokoschka, 1886-1980. — Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret (90-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre. — Sol Lewitt : deux peintures et structures. — C.A.P.C., entrepôt Laité, rue Ferrère (44-88-31). Jusqu'au 20 août.

CAEN. Johnny Friedlander. Graines récentes. — Musée des beaux-arts (85-28-63). Jusqu'au 29 août ; Cercle - carré - triangle : peinture, sculpture, mobilier 1928-1998. — Hôtel d'Escoffier (85-73-15). Jusqu'au 20 août.

CAHORS. Amélie Massager : châteaux 1982-1983. — Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 9 octobre. France : peinture, sculpture, mobilier de l'antiquité à nos jours. — Musée des beaux-arts, 29, rue du Cloître-Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 3 septembre.

CHATEAUXROUX. Regard neuf au centre. — Centre d'art contemporain, place Saint-Hilaire (34-94-25). Jusqu'au 6 août.

DÉON. Pierre d'un village : Schiele-Columbe-en-Amoré. — Musée Fortin de Puycois, 17, rue Saint-Anne (30-65-91). Jusqu'au 17 octobre ; Grotte préhistorique. — Le Coussour, 16, rue Quémén (30-75-23). Jusqu'au 23 juillet.

DUNKERQUE. Gérard Schneider. Jusqu'au 26 septembre. — Viergeuse Biga. Jusqu'au 18 juillet. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-98-00) ; Les peintures officielles, de 1850 à 1914. — Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 3 septembre.

EVREUX. Tal-Cort, parcours 1945-1983. Musée, ancien Evénis (39-34-35). Jusqu'au 30 août.

GRENOBLE. Trois dessinateurs au musée : Belle, Dick, Gaudin. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au fin septembre ; Stendhal, Grenoble et le département de l'Isère sous la Révolution et l'Empire. — Musée Stendhal (43-81-42). Jusqu'au 15 septembre.

LYON. Eugène Benin, 1843-1907. Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre (28-07-66). Jusqu'en octobre. — Adamah. La sculpture d'Adamah. — Musée de la Paroisse (842-27-39). Jusqu'au 18 septembre.

MACON. SAINT-ALBAIN. Gustave Eiffel sur l'autoroute. Autour de A. 6. Jusqu'au 5 septembre.

MARSEILLE. Alfred Hoffmann : Hommage à Marcelle. Musée Cantini, 19, rue Grignan (54-77-75). Jusqu'au 15 septembre. — Hommage à Stendhal. Musée des beaux-arts, palais Longchamp (62-21-17). Jusqu'au 30 septembre ; Transparence : Alberte, Barthelemy, Boudia, Di Rosa, Penck, etc. — Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 27 août.

MONTAUBAN. Zao Wou-Ki et ses élèves de 1960. Retrospective. Musée Jacques 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON. Peintures officielles : les simples, entre nature et société. — Maison du parc, Saint-Brisson.

NIMES. 150 ans de restaurations en Languedoc-Roussillon. Musée des beaux-arts, rue du Cloître-Notre-Dame (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTEPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. — Musée Fabre, 13, rue Montpellier (65-06-34). Jusqu'au 30 août.

MONTSAUCON.

La saison prochaine

L'Orchestre de Paris et la musique française

Son contrat ayant été renouvelé sans publicité pour trois ans (il atteindra onze ans en 1986) à la tête de l'Orchestre de Paris, on pouvait penser que Daniel Barenboim tiendrait compte de la critique qui lui est souvent faite de ne guère se préoccuper de la musique et des artistes français. Bien au contraire, la musique française sera encore plus à la portion congrue que l'an passé, où les universitaires de Brahms, Kodaly, Wagner, pouvaient servir d'excuse. L'Orchestre ne jouera que huit œuvres françaises sur soixante-quinze (soit 10,66 %) contre douze l'an passé sur soixante-quinze (18,21 %). Chefs et solistes français seront à peine mieux partagés (treize sur cinquante-neuf).

Parmi les œuvres marquantes, signalons les créations de *Bewegung*, de Berio, *Pour un livre à Venise*, de Sinopoli, et *Notations II* de Boulez, deux programmes Webern-Schoenberg, les *Symphonies* n° 1, 5

et 6 de Mahler (per Raphaël Kubelik), le *Stabat Mater* de Dvorak, la 2^e *Symphonie* de Dutilleul, le *Requiem* de Verdi, *Tristan*, de Henze, le *Concerto pour violon d'Elgar*.

Peu de renouvellement dans les solistes : Argerich, Ashkenazy, Brendel-Michalowski, les sœurs Labèque, J. Conlon, Mahto, Abbado, Pollini, Norman, Pavarotti, Berganza, Yo-Yo-Ma, Duchabie, Serkin, Parrish, Stern, P.L. Aïmeard, Cl. Bardou...

Le cycle de musique de chambre ne comptera plus que quatre concerts (contre neuf l'an passé) dont deux récitals Stern et Michelangeli, et un curieux programme de percussions.

L'Orchestre de Paris ira à Lucerne, Besençon, Turin, et fera deux grandes tournées en Allemagne et en Extrême-Orient. (Renseignements : salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008-Paris : tél. 563-07-40.)

Saison russe au Châtelet

La Théâtre musical de Paris/Châtelet achève sa saison de manière satisfaisante, ayant fait le plein de façon assez inespérée pour les *Indes galantes* comme pour la *Flûte enchantée* et bientôt pour la *Femme silencieuse*, de Strauss. La ballet e perdu un peu de terrain, peut-être, puisque d'excellents spectacles comme ceux du London Festival Ballet et du Ballet de Stuttgart n'ont pas dépassé 50 à 55 % de fréquentation ; l'opéra russe, sans doute en raison d'une production plus faible de la Veuve joyeuse (qui a tout de même été vue par 102 000 personnes).

La Ville de Paris n'en n'est pas moins satisfaite, à juste titre, de la direction de Jean-Albert Cartier, dont le mandat sera prorogé en 1984 pour quatre ans, et dont la subvention de 32 millions de francs devrait être portée à 36 millions l'année prochaine.

La saison à venir aura une dominante russe avec des représentations de la superbe *Khovantchina*, de Moussorgski, mise en scène par P.-L. Pizzi, et du *Coq d'or*, de Rimski-Korsakov, dans une production nouvelle, l'audition en concert du Prince Igor et de *Klänge* de Rimski, ainsi que de nombreux concerts. L'Amérique ne sera pas oubliée, avec cinquante-deux soirées de *Sophisticated Lady* (sur la vie et l'œuvre de Duke Ellington) par une compagnie de Broadway, une série de récitals de

Shirley Mac Laine et un festival de jazz.

La danse réunira un hommage à Balanchine avec le New York City Ballet, le Nederland Dans Theatre, le Ballet classique de Moscou, le Ballet de Marseille et le Ballet-Théâtre de Nancy.

Parmi les nombreux concerts, citons le deuxième Festival international des grands orchestres, qui réunira en huit jours huit grandes formations dirigées par Muti, Hamoncourt, Chaillat, Penderecki, Ozawa, Ashkenazy, etc., auxquels s'ajouteront l'Orchestre d'Israël, le Symphonique de Moscou et le Royal Philharmonic Orchestra (Mehta, Svetlanov, Dorati), l'Orchestre de chambre de Vienne, le Saccor du Bolchoï, et de nombreux récitals (Christoff, Gedda, Herdich, Cappuccini, T. Kanawa, Price, Raimondo, Janowitz, Ranki, Kocsi, et bien d'autres), quinze concerts de jeunes interprètes et le concours de Jean-Pierre Rampal.

Trois semaines, enfin, seront consacrées à des opéras contemporains de chambre : *Huit chants pour un roi fou*, de P.-M. Davies, et *Avantures*, de Ligeti (direction Boulez), *Je vous dis que je suis mort*, d'Aperghia, et le *Petit Mahagonny*, de Brecht.

(Renseignements et abonnements : 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris. Tél. : 233-44-44.)

L'Ensemble Intercontemporain au Kamtchatka ?

« La musique contemporaine est-elle condamnée à rester un Kamtchatka ? (Baudelaire, *Sainte-Beuve*, vous vous rappelez ?) réservé à la curiosité intrépide de rares explorateurs ? », demandait récemment Pierre Boulez à Michel Foucault. La réponse est non, assurément, à l'Ensemble Intercontemporain, qui dévoile un riche programme, très ouvert, pour la prochaine saison, avec de nombreux cycles pour les intérêts les plus divers. Indiquons-en les principales étapes.

En septembre, dix programmes de musique polonaise d'aujourd'hui ; en octobre, un concert Edvige-Boulez (à Royumont) et les opéras de chambre de P.-M. Davies et Ligeti (au Châtelet).

En novembre, « opération zigzag », vingt-cinq compositeurs en sept concerts (Nono, Xenakis, Ligeti, Boulez, Dutilleul, Reich, Lenot, Carter, Ferneyhough, etc.), « pour faire une certaine lumière sur vingt années de coexistence pas toujours pacifique » ; Et pour suivre, célébration du centenaire de Webern, entouré de ses contemporains et successeurs. Pas d'environnement pour Stockhausen, qui « présente (seul) Stockhausen » en neuf concerts et trois pro-

grammes, permettant de réentendre entre autres Hymnen et Mikrophonie.

Puis des concerts variés : en janvier, programme américain, un choix de J.-Cl. Penner (Stockhausen, Xenakis, Guerrero, Reverdy, Messiaen), et un autre de D. Russell Davies en février, une création de François Bayle (mars), des Italiens dirigés par G. Gelmetti (Castiglioni, Donatoni, Ferreri) en avril, des œuvres de Maderna, Zimmermann et Strauss, présentées par Gustave Kuhn (en mai). Enfin des ateliers, avec le jazzman George Lewis (« Du trombone à l'ordinateur »), Marc Battier et Gilbert Amy.

Le Forum de la création (d'octobre à avril) fera cette saison une place importante à des équipes étrangères (Pays-Bas, Grande-Bretagne, R.D.A., Italie), tandis que les solistes de l'Ensemble Intercontemporain donneront sept concerts de « classiques du XX^e siècle », au centre Pompidou, à 18 h 30.

(Renseignements et abonnements : Ensemble Intercontemporain, 8, rue de l'Échelle, 75001 Paris : tél. : 260-84-27 et 261-56-75.) J. L.

CINÉMA

« Ludwig » de Luchino Visconti

La version la plus conforme (4 h 05, au lieu de 3 heures) à ce qu'avait voulu Visconti. Louis II de Bavière n'est plus seulement le « roi fou » de la légende mais un souverain déchiré par ses conflits intérieurs, n'ayant pu régner comme il l'entendait. Solitude de l'homme cherchant l'absolu dans la musique de Wagner et les châteaux détraqués qu'il fait construire. Cette splendide reconstruction intimiste et historique, traversée de rêves et de ténèbres, est aussi une méditation de Visconti sur la création artistique, la sienne peut-être.

ET AUSSI : le *Cercle des passions*, de Claude d'Anna (opéra d'amour et de mort sur la terre sicilienne, où règne la Mafia), la *Trilogie d'Agnès*, de Satyajit Ray (à redécouvrir constamment), *L'Homme de la rivière d'argent*, de George Miller (western australien), *Neufcent*, de Philip Noyce (Melbourne, 1950, une éthique de l'information), *Le Roi des singes*, de Wan Lai Ming (du très grand dessin animé).

REPRISES : *Spartacus*, de Stanley Kubrick (trois heures de fresque), *Riz amer*, de Giuseppe de Santis (Mangano explose), *L'Extravagant Mr. Ruggles*, de Leo McCarey (de ces comédies comme on n'en fait plus), *Flesh*, d'Andy Warhol et Paul Morrissey (Joe Dallesandro, 1968). Films pour enfants au Denfert-Rochereau.

THÉÂTRE

Avignon

Le Théâtre national de Strasbourg inaugure le XXXVII^e Festival avec, d'une part, les *Dernières Nouvelles de la peste* dans la cour d'honneur et, d'autre part, deux pièces de Heiner Müller, *Héraclès* et *Hamlet machine*, par les élèves de l'École, au Cloître des célestins. La Maison de la culture de Grenoble est également présente sur plusieurs fronts avec les *Céphéides* dans la cour d'honneur à partir du 12, tandis que Jean-Claude Gallota installe sa compagnie chorégraphique.

que au Cloître du cimetière de Villeneuve-lès-Avignon, où il présente Yves P.

ET AUSSI : A Rennes, le Festival des Tombées de la nuit, jusqu'au 10 juillet (tél. : (99) 79-01-98). Vaison-la-Romaine : à partir du 8 (tél. : (90) 36-24-79).

MUSIQUE

Saintes, Angers, Saint-Maximin...

Toutes les provinces entrent dans la ronde des festivals. Deux manifestations aux objectifs marqués débuteront ces jours-ci dans l'Ouest : le 12^e Festival de Saintes, sous la direction de Philippe Herreweghe, célébrera « Rameau, théoricien de la tonalité » avec quelques-uns des meilleurs musiciens baroques d'aujourd'hui (la Grande Écurie, le Collegium vocale, l'Ensemble Venance Fortunat, T. Pinock, la Chapelle royale, etc.) et la création scénique de *Pygmalion* ; mais Rameau ne sera pas seul, entouré par Gesualdo, Charpentier, Bach et même des modernes (du 10 au 20 juillet ; rens. : CIRMAR ; tél. : (46) 93-41-35).

A Angers, c'est un nouveau festival de « Musiques du vingtième siècle » qui prend sa course avec treize créations, l'Ensemble intercontemporain, l'itinéraire, le Groupe vocal de France, 2e2m, l'Orchestre philharmonique de Liège, le Centre national de danse contemporaine, etc. (du 8 au 12 juillet ; rens. : Hôtel de ville ; tél. : (41)88-98-92, poste 3115).

A Saint-Maximin, la basilique recevra l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne pour la *Passion selon saint Matthieu*, de Bach, dirigée par M. Corboz (les 9 et 10). A Sully-sur-Loire, l'Ensemble Secolo barocco (le 8), Y. Boukoff et P. Fontanarosa (le 9) et, pour célébrer la fête nationale, le triomphe français du concours Reine-Elisabeth, Pierre-Alain Volondati (le 14). A Digne, le Festival d'art chrétien propose deux oratorios de Charpentier par les Arts florissants (le 7), les *Petites Liturgies* de Messiaen (le 8), le *Requiem* de Fauré et *Christus de Liszt* (le 9 ; rens. : (92)31-65-81). Où que l'on soit en cette saison, la musique est toute proche.

JAZZ

Gateway au New Morning

Dans l'abondance des spectacles (Chick Corea, Gary Burton, Herbie Hancock et Wynton Marsalis sont à l'Olympia), retenons un trio : Gateway, composé de Dave Holland, John Abercrombie et Jack DeJohnette, d'abord parce qu'il s'agit de trois immenses musiciens et ensuite parce qu'ils se produisent en club (au New Morning, les 9 et 10). Au plaisir de la musique s'ajoute celui du geste, du spectacle.

EXPOSITIONS

La Côte d'Azur

De Max Ernst en cent soixante peintures, sculptures, dessins, collages et livres présentés à la Fonda-

tion Maeght, à Saint-Paul-de-Vence, aux œuvres récentes de Tapis à l'abbaye de Sénanque (à partir du 10 juillet), c'est encore et toujours la Côte d'Azur et ses environs qui offrent le plus grand choix d'expositions pour l'été. Citons la rétrospective Roger de la Fresnaye, un cubiste quelque peu oublié, au musée de l'Annonciade, à Saint-Tropez ; celle d'Arman, un nouveau réaliste nettement moins oublié, au musée Picasso d'Antibes ; les expositions Louis Chacal, au musée de Toulon, et Francisco Clemente, à Nice (toutes deux à partir de la mi-juillet), pour mettre l'accent sur l'art actuel ; et pour finir sur un air ancien, le gothique alsacien au Petit-Palais d'Avignon.

A PARIS : *Présences polonaises*, au Centre Georges-Pompidou (où il y a beaucoup à découvrir, et pas seulement en littérature) ; *Nazis et Littérature*, à la Fondation de la rue Berryer (l'art contemporain en ses plaines), et *Mancet*, au Grand Palais.

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON

Les Rencontres de la Chartreuse

A peine le Festival de La Rochelle ferme-t-il ses portes, après avoir dûment célébré l'ordinateur - cet « homme de l'année » selon le magazine Time, - que la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon inaugure ses dixième Rencontres internationales d'été avec trois expositions consacrées à l'informatique, aux ordinateurs, non plus seulement dans leurs rapports avec la musique mais avec la culture au sens large.

C'est donc dans l'ancienne hôtellerie des moines cisterciens que sera présenté en première mondiale l'acrocrochage - si l'on peut parler d'acrocrochage - préparé à Detroit (Michigan) à l'occasion de la conférence annuelle des techniques interactives et graphiques informatiques. Là aussi des artistes canadiens montreront leurs œuvres photo-électroniques, tandis que la fédération nationale Travail et culture s'est vu confier le hall de l'antique boulangerie pour une démonstration des mutations entraînée par la robotique et la télématique dans l'univers des entreprises.

A disposition des curieux d'esprit et des esprits joueurs, une bibliothè-

que de logiciels avec espaces d'expérimentation, un stand de communication graphique, textuelle et sonore, une librairie, M. Denis Ralson, directeur adjoint, a organisé des conférences le matin et des rendez-vous l'après-midi.

Les insensibles aux magies des écrans et des claviers ne doivent pas s'inquiéter : le calme de la Chartreuse, cette tranquillité offerte en cadeau, est plus forte que l'informatique.

Une fois encore, la musique traditionnelle, les musiques, n'ont pas peu à le faire sentir ; gros plans sur la voix. Voix religieuses avec des mazzins venus de Turquie, complaintes sépharades, cantos flamencos, mélodiques réels de griots africains, chœurs grégoriens, souvenirs de femmes-troubadours... des concerts tous les soirs, et l'on annonce le retour de l'Harmonie Chœur de l'Américain David Hiles qui s'est retrouvé - sans l'aide de l'électronique ! - l'art de produire avec la voix plusieurs sons à la fois.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Du 8 juillet au 7 août, tél. : (90) 25-05-46.

ORANGERIE DE BACATELLE
Bois de Boulogne-Paris
LE PAYSAGE NAPOLITAIN
dans les aquarelles de
GIGANTE
du 2 au 31 juillet
T. les j. 11 h 30-18 h, cf. lundi
Autobus 144

MAIRIE ANNEXE DU 1^{er}
4, place du Louvre
**PLACE DES VICTOIRES
ET SES ABORDS**
8 juillet - 25 septembre
(M^e Louvre, entrée gratuite)
T. l. 11 h 30-18 h, cf. lundi

JUIN-JUILLET
SIMA
LE POINT CARDINAL
12, RUE DE L'ÉCHAUDÉ
PARIS

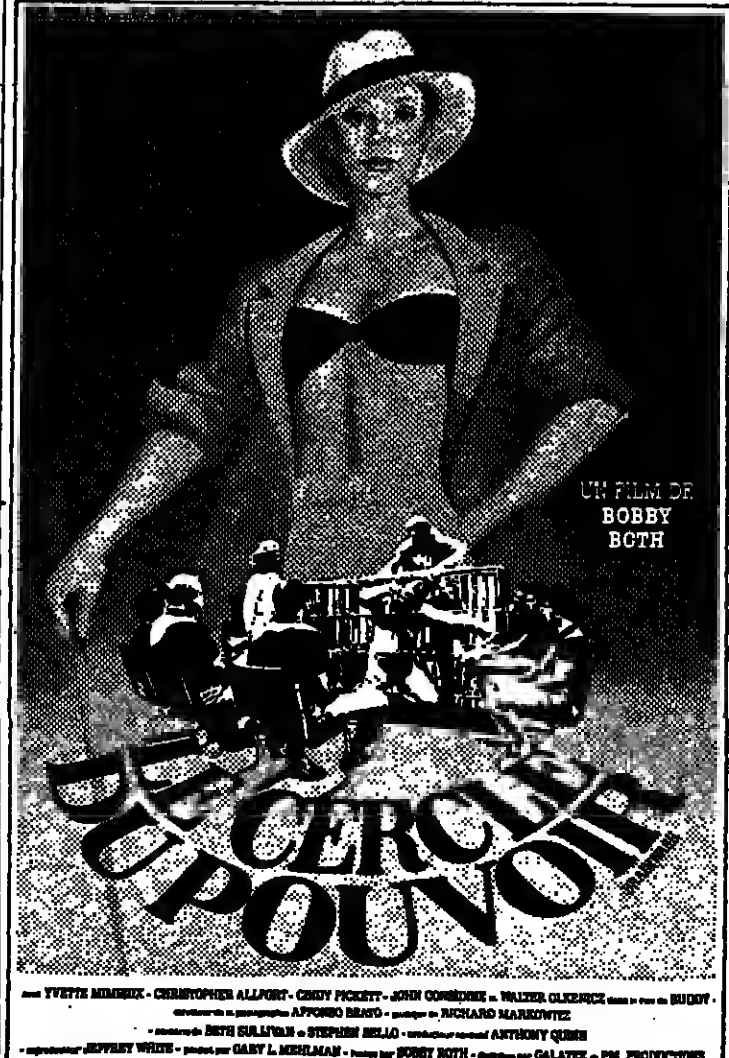
5^e FESTIVAL de SCEAUX
40 concerts dans l'Orangerie
Tous les vendredis à 21 heures, samedis, dimanches et fêtes à 17 h 30
R.E.R. - Bourg-la-Reine - Téléphone : (1) 660-07-79

La Maison de la Lithographie
présente actuellement
"GRANDS MAÎTRES
et JEUNES PEINTRES"
lithographies, aquarelles, peintures
A PARIS
110, bd de Courcelles, 75017 - T. l. : 227.20.16
A QUIBERON
Hôtel Sofitel Thalassa

JOCKEY
127, bd du Montparnasse
320-63-02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

SOPHIA ANTIPOLIS
Mais oui,
c'est en France.
(93) 33-10-10
Soirées Sophia Antipolis
06560 Valbonne

VO : ELYSEES LINCOLN • FORUM CINEMAS LES HALLES
PARNASSIENS • VF : LUMIERE
PÉRIPHÉRIE : GAUMONT Ouest



GAUMONT AMBASSADE (version italienne) - STUDIO DE LA HARPE (version italienne) - GAUMONT HALLES (version italienne) - MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE - SÉRIAL Mexux - TRICYCLE Asnières - CLUB Meisens-Affort

• "Les siciliens ont inventé la mort" Carlo
• "Même morte, je m'en souviendrai" Renata
• "Tu es mon pere, aide-moi! Aide-moi! Delivre-moi, par pitié" Elisa
• "c'est une mauvaise terre, elle ne garde pas les cadavres" Aveugle
• "Un jour, c'est moi que tu attendras couchée sur ta couche pour te garder?" Tundus
• "Bientôt il ne sera plus qu'un cadavre et je ferai mourir sa fille" Anthony
• "Vous savez qu'elle était enceinte quand elle est morte?" Tundus
• "Soyez" Sava

• LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS • LE CERCLE DES PASSIONS

كتاب النحل

COMMUNICATION

Radio Monte-Carlo élargit ses activités

Ne voulant pas être en reste avec ses puissants concurrents, Europe 1 et R.T.L., Radio Monte-Carlo « pousse les feux » de la diversification de ses activités, en se lançant dans l'édition, la production et l'exploitation de salles de cinéma, la presse enfin, grâce à une participation au capital d'une agence : l'Agence centrale parisienne de presse.

Selon M. Jean-Claude Hébert, directeur général de R.M.C., « l'onde longue a encore du temps à vivre mais il faut se préparer aux mutations qui s'annoncent ». Le succès obtenu par les radios nouvelles — appellation recouvrant les radios locales privées et les radios décentralisées du service public — est à la base de cette inquiétude (elles représentent déjà le quart ou le cinquième de l'audience d'après les instituts de sondages) et des initiatives prises par R.M.C. La station méditerranéenne, précise M. Hébert, n'a pas voulu cependant se diversifier dans... o'importe quoi : elle reste fidèle au secteur de la communication, dans lequel elle entend planer les effets de synergie entre les différents médias.

Les diversifications « anciennes » de R.M.C. (Technisonor, Somera, etc.) ne sont déjà pas négligeables

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
présente une
Sélection
hebdomadaire
Ils y trouveront une
sélection des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien.

(voir notre tableau), et une des plus récentes — 20 % du capital de Télé Monte-Carlo — ouvre la voie potentielle vers un satellite de télévision directe. Certaines de ces participations répondaient à ce qui sera demain, avec la multiplication des supports de diffusion, le problème n° 1 : la demande de « programmes ». Les séries télévisées, les documentaires et dramati-

ques produits par Technisonor, dont le P.D.G. est M. Pierre Sabagh, comme les programmes en langue arabe diffusés par la Somera sur tout le Proche-Orient procèdent de cette démarche.

Aujourd'hui, R.M.C. investit (ou renforce sa participation) dans quatre directions : elle prend 10 % du capital de Gestival, nouvelle société holding de Sud-radio, petite

PARTICIPATIONS ACTUELLES DE R.M.C.

RADIO MONTE - CARLO

Principauté de Monaco = 16,66%

Sofirad = 83,33%

TECHNISONOR

R.M.C. = 38,28%

SOMERA

R.M.C. = 55%

T.D.F. = 45%

R.M.C. AUDIOVISUEL

R.M.C. = 80%

SOFRAD = 20%

RADIO MÉDITERRANÉE INTERNATIONALE

R.M.C. = 10%

ÉDITIONS MUSICALES TRAIN BLEU

R.M.C. = 60%

TECHNISONOR = 50%

TÉLÉ MONTE-CARLO

R.M.C. = 22%

EUROPE 1 - IMAGE ET SON = 60%

PRINCIPAUTÉ DE MONACO = 18%

NOUVELLES PARTICIPATIONS

GESTIVAL (Sud Radio)

R.M.C. = 10%

ÉDITIONS RADIO MONTE-CARLO

R.M.C. = 50%

ÉDITIONS FLAMMARION = 50%

PARAFRANCE

R.M.C. = 10%

A.C.P. (Presse)

R.M.C. = 7%

« cousine » de R.M.C. à travers la Sofrad, société de gestion contrôlée par l'Etat. Dans l'immédiat, peu de profit à attendre de ce contrat, mais, à moyen terme... La prise de participation dans le capital de Parafrance renforce les accords qui, pour la distribution et la production de films, liaient déjà R.M.C. à cette société en pleine ascension et dont M. Jean-Marie Cavada est l'un des animateurs. Ainsi, le contrat qui offre à Parafrance la distribution exclusive pour la France des produits (cinéma, vidéo-cassettes, T.V.) de la société américaine Orion peut produire de bons dividendes. De même le rachat du circuit « Oceanic », propriétaire de nombreuses salles de cinéma situées dans la zone d'écoute de R.M.C. Les dirigeants de la station monégasque ne cherchent nullement à dissimuler les aspects mercantiles de leur démarche : « La diversification a évidemment pour objectif de dégager, à terme des profits, d'assurer la rentabilité de la société tout en contribuant à améliorer ou renforcer son image ».

« Des ouvrages populaires »

Dans le secteur de l'édition, R.M.C. crée une nouvelle « maison » en association (50-50) avec Flammarion. Objectif : sortir six à huit livres par an à partir de décembre 1983. Des « ouvrages populaires », a précisé M. Gérard Unger, adjoint de M. Hébert. Flammarion assurera essentiellement la fabrication et la distribution des livres.

Enfin, R.M.C. vient de prendre dans le capital de l'Agence centrale parisienne de presse (le Monde du 6 avril) une participation de 1,5 million de francs. Cette agence exerce ses activités essentiellement au profit des journaux régionaux, un grand nombre de ceux-ci étant situés dans la zone géographique d'écoute du poste monégasque. Un rapprochement qui pourrait conduire à une exploitation télématique du service des nouvelles, à moyen terme.

CLAUDE DURIEX.

EN BELGIQUE

La R.T.B.F. à la recherche de nouveaux financements

De notre correspondant

Bruxelles. — Le Conseil de la communauté française de Belgique — qui exerce le contrôle sur les ondes francophones — vient de donner le feu vert à la création d'une troisième chaîne télévisée, qui sera payante. En même temps, il a légalisé la diffusion d'une publicité « non commerciale ».

Touchant la publicité, il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une innovation. Depuis longtemps déjà, la R.T.B.F. — qui s'appelle désormais Radio-télévision belge de la communauté française — acceptait pour certaines émissions le parrainage d'organismes publics ou semi-publics tels que la Sabena. Elle diffusait aussi des campagnes officielles pour les économies d'énergie ou en faveur du travail à temps partiel. Tout cela lui valait de temps à autre l'accusation qu'elle ferait illégalement appel à la publicité. En fait, la publicité la moins réglementée est celle qui intervient sur les stades à l'occasion des reportages sportifs.

Le Conseil de la communauté française vient donc de définir plus précisément ce qu'il faut entendre par publicité non commerciale. Il s'agit de celle qui est proposée par « un pouvoir politique ou d'utilité publique, par un organisme placé sous le contrôle, la tutelle ou la dépendance des pouvoirs publics ; par une institution internationale de droit public ou par une organisation ou association professionnelle, sportive, culturelle, scientifique ou sportive ».

Si une telle publicité ne doit comporter aucune indication de marques de produits ou de services, elle reste ouverte apparemment aux syndicats, comme d'ailleurs aux organisations patronales.

La R.T.B.F. peut désormais établir un catalogue détaillant ses tarifs pour les « spots » publicitaires, et il n'est pas impossible que le nouveau système entre en application dès la rentrée.

Quant à la troisième chaîne, on avait parlé tout d'abord de « télévi-

sion payante ». A cette formule quelque peu équivoque, on préfère aujourd'hui celle de « services de T.V. payants ». En dehors des programmes « ordinaires », il s'agit en effet d'offrir aux abonnés d'autres services comme les cours de la Bourse ou des prévisions météorologiques très détaillées pour les agriculteurs.

L'attraction essentielle de la troisième chaîne devrait toutefois être la programmation de films tout de suite après qu'ils ont quitté les salles de cinéma. Pour mieux aller à l'essentiel, on lui annonce aussi qu'il y aura, tard dans la soirée, des films érotiques. Le coût de l'abonnement à la chaîne se situera entre 600 et 900 francs belge par mois.

Un problème n'est pas résolu : celui du décodeur, qui seul permettrait de recevoir les programmes de la chaîne payante. Le modèle mis au point par la R.T.B.F. elle-même serait trop cher pour ne pas décourager la clientèle. Aussi s'efforce-t-on, semble-t-il, de trouver un décodeur de fabrication américaine ou japonaise. Dans ces conditions, il est encore difficile de savoir si la nouvelle chaîne pourra vraiment être mise en service au printemps 1984. L'un des buts poursuivis par la R.T.B.F. est bien entendu de mieux concurrencer la Radio-télévision luxembourgeoise (1). Il restera cependant à voir si ce but pourrait être atteint par des réformes faisant appel au porte-monnaie d'un public belge qui, dans l'ensemble, a l'habitude de bien peser ses dépenses.

JEAN WETZ.

(1) R.T.L. est reçu en Belgique par l'intermédiaire des réseaux câblés qui touchent 73 % des foyers. Ce qui est aussi le cas des chaînes françaises et allemandes. Mais R.T.L. dispose aussi d'un faisceau hertzien direct entre la Belgique et le Luxembourg, ce qui lui permet de développer une production spécifique (notamment en matière d'information) et de conquérir une part importante du marché publicitaire belge.

LA DRY

33 EXTRA DRY

"33" EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

هكزان الأصيل

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche
pour son service d'études financières

ingénieur électronicien ou licencié en physique

ayant une formation économique et comptable.
Anglais indispensable.
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience.
Ecrire avec CV s/réf. 74935 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

emplois internationaux
Les départements d'Outre-Mer

CENTRE EUROPEEN
POUR LES PREVISIONS METEOROLOGIQUES
A MOYEN TERME

Vacances d'emploi:
ANALYSTE/ANALYSTE CONFIRME
Le C.E.P.M.M.T. est une organisation intergouvernementale créée par 17 Etats membres, à savoir l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la République Fédérale d'Allemagne, la Grèce, la République d'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et la Yougoslavie. Son siège est situé à Reading dans le comté de Berkshire au Royaume-Uni.

Le Centre est chargé d'établir des prévisions météorologiques à échéance de 10 jours au maximum et d'effectuer des travaux de recherche connexes. A cet effet, il dispose d'un complexe informatique comprenant un ordinateur Cray-1A, un CDC Cyber 553 et un CDC Cyber 835, reliés aux États membres par un réseau de télécommunication du type RG. Il dispose également d'un matériel VAX 11/750 pour les applications graphiques et d'un IBM 4341 pour la gestion des données météorologiques. L'ordinateur Cray 1-A sera prochainement remplacé par un CRAY X-MP. Le Centre assure un service continu, 24 heures sur 24.

Le poste vacant fait partie de la section des systèmes d'exploitation, placée sous la direction d'un chef de section. L'analyste sera chargé de l'entretien et du développement des systèmes d'exploitation, des compilateurs et du logiciel de service. Son travail nécessitera une collaboration étroite avec le personnel assurant le service opérationnel, de même qu'une participation au service d'assistance fournie aux autres usagers des moyens de calcul du C.E.P.M.M.T.

Les candidats doivent avoir une formation universitaire ou équivalente et une certaine expérience de l'entretien de systèmes d'exploitation, compilateurs et autres logiciels de base dans un important établissement à vocation scientifique. L'expérience des systèmes de calcul CDC (NOS/BIS) ou IBM (MVS) constituerait un avantage certain.

Les candidats doivent avoir une connaissance parfaite d'une ou plusieurs langues de travail du Centre, à savoir l'anglais, le français, et l'allemand, et une bonne connaissance d'une ou plusieurs autres langues.

Le traitement de base offert se situe entre 1.108 livres et 1.549,50 livres sterling par mois, net d'impôts. Le Centre prévoit certaines allocations supplémentaires et administre un régime de pension.

Pour obtenir un formulaire de candidature, il suffit de s'adresser au Centre même ou au Service météorologique national. Les actes de candidature, accompagnés d'un curriculum vitae, devront être envoyés avant le 29 juillet 1983, dernier délai, à l'adresse suivante:

The Director, European Centre for Medium-Range Weather Forecasts, Shinfield Park, Reading, Berkshire RG2 9AX, Grande-Bretagne.
Téléphone (44) 734-87-60-00. Téléc 847.908.

FU BERLIN

An der Freien Universität
Berlin sind folgende Stellen
zu besetzen:

Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II
Institut für Ethnologie

2 Stellen Professor / in (C4)

Aufgabengebiet: Ethnologische Theorie, Empirische Forschungen, Einzelforschungsvorhaben; 134 Berliner Hochschullehrer. Erweitert ist der Bereich: a) regionale Kompetenz in Afrika, vorzugsweise Nord- bzw. Ostafrika, b) regionale Kompetenz in Asien, vorzugsweise Naher und Mittlerer Osten. Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen innerhalb von 6 Wochen unter Angabe der Kennziffer: a) E/1/83 bzw. b) E/2/83 an Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II, Hebeschwerfart Allee 45, D-1000 Berlin 33.

Die Freie Universität ist bemüht, Wissenschaftlerinnen besonders zu fördern und strebt eine Erhöhung des Anteils von Frauen am wissenschaftlichen Personal an.

Chimiste
fabrication
produits cosmétiques
et beauté demandée pour
MONTREAL CANADA
Anglais indispensable.
Contrat de 3 ans renouvelable.
Ecr. s/réf. 1.585, le Monde Pub.
services ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Importante société d'ingénierie
intervenant dans le domaine électro-nucléaire
recherche

Spécialistes en essais non-destructifs

- Ingénieur Recherche et Développement

Il prendra en charge au sein d'une équipe la définition, la conduite et l'application industrielle des résultats de programmes de recherche dans le domaine des END. Ce poste intéresse un ingénieur ayant une expérience minimum de 3 ans en END dans des activités du type laboratoire ou méthodes contrôlées. Anglais lu et écrit souhaité.

- Ingénieur Expertise Méthodes.

Il participera au sein d'une équipe de spécialistes en END à des activités d'expertise, de conseil, de vérification de documents, de surveillance de sous-traitants. Ce poste intéresse un ingénieur ou un autodidacte confirmé ayant une expérience minimum de 4 ans en END dans des activités de contrôle fabrication, méthodes contrôlées appliquées à la chaudronnerie, la soudure, la fonderie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + prétentions sous réf. 5535 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois régionaux

emplois régionaux

REMY MARTIN

COGNAC

Groupe international de production et de distribution de vins et spiritueux

RECHERCHE

dans le cadre de son développement

UN (2) ASSISTANT (S) CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Formation H.E.C. ou équivalent
2/3 ans d'expérience en audit
ou contrôle de gestion.
Anglais courant.

UN (2) ASSISTANT (S) DE TRESORERIE INTERNATIONAL

Formation H.E.C. ou équivalent
1/2 ans d'expérience bancaire
ou trésorerie en entreprise.
Anglais courant.

ADRESSER CURRICULUM VITAE MANUSCRIT, PHOTO ET PRETENTIONS A:
E. REMY MARTIN ET COMPAGNIE S.A. - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES,
BOITE POSTALE 37, 16102 COGNAC CEDEX.

ASSOCIATION VOCATION
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
RÉGION PROVENCE-CÔTE D'AZUR

recherche

DIRECTEUR ARTISTIQUE

Le candidat a une bonne formation et expérience dans le domaine des arts plastiques.

Il est dynamique, entreprenant et à l'aise dans les négociations à haut niveau.

Se compétence et son sens des responsabilités doivent lui permettre d'assurer la liaison entre la création plastique (formation et recherche), le monde industriel et scientifique ainsi que celui de l'environnement.

Le candidat maîtrise parfaitement la langue anglaise. Rémunération en fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer candidature (lettre manuscrite), c.v., photo et prétentions à Eurosid n° 2722,
2, rue de Breteuil, 13001 Marseille.
Réponse et retour dossier assurés.

VALOIS

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL,
LEADER SUR SES MARCHÉS
(EMBALLAGES PLASTIQUES POUR PHARMACIE,
COSMÉTOLOGIE ET PARFUMERIE)

recherche son

RESPONSABLE SERVICE ACHATS

Sous l'autorité du Directeur d'Usine, il sera l'interface entre les fournisseurs et l'ensemble des services techniques de l'entreprise. Responsable d'un budget de 50 millions de francs, il négociera, avec les fournisseurs français et étrangers, l'achat des matières premières (matières plastiques, aluminium, pièces embouties...), des matières consommables, et il coordonnera l'action des sous-traitants. Par ailleurs, il sera responsable des magasins de matières premières et de la gestion des stocks.

Nous recherchons un candidat âgé de 28 ans au moins, ayant acquis une première expérience dans le domaine des achats de matières techniques.

La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle fonction de l'expérience du candidat sera de l'ordre de 170.000 F.

Lieu de travail: USINE DU NEUBOURG-EURE (450 PERSONNES).

Ecrire à: Société VALOIS,
Boîte Postale G, 27110 LE NEUBOURG.

VILLE D'YVONNAUX annonce 1 2 postes susceptibles d'être vacants au 1^{er} septembre 83.
● Régisseur général, chargé du fonctionnement et de la maintenance de 2 salles de spectacles (800 et 100 places).
● Responsable à l'information, chargé de la promotion de la programmation et de l'information générale du Centre culturel (Service artistique - Bibliothèque - Conservatoire).
Pour ces 2 postes, expérience indispensable. Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à:
M. le Maire, Mairie 01108 YVONNAUX CEDEX.
Animat. prof. (DEFA - DUT ou équ.) F.J.E.P. LYRON ou SAINT-JEAN-EN-RIVIERE, C.V. av. 1^{er} juin 83 à eFOL-SQ-BP 133, 25001 Valence.

LA VILLE D'ANNECY recense par mutation

UN (E) BIBLIOTHECAIRE

Les candidats (tes) titulaires d'une licence et du Certificat d'Aptitude aux fonctions de bibliothécaires devront avoir:

- une expérience confirmée pour l'encadrement et la coordination d'une équipe chargée de l'Accueil du Public;
- une expérience confirmée dans le domaine bibliographique.

Les candidats, accompagnés d'un C.V. détaillé et photocopies des diplômes, doivent être adressés à M. le Maire d'Annecy, Service du Personnel.

AVANT LE 31 JUILLET 1983.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PEROUA ROMA DISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

ADMINISTRATION
Porte de Cléry
recherche

D.U.T.

SPECIALISTES

SCIENTIFIQUES

pour poste de

NEGOCIATEUR

REDACTEUR

DE MARCHES DE L'ÉTAT
Entre Service Central des Commandes

46, bd Beaubien, 75017 Paris.

AUDITEURS

ayant une expérience de 2 à 3 ans dans Cabinet International et souhaitant compléter leur expérience professionnelle dans l'assistance aux P.M.E.

Env. C.V. prêt. s/réf. 18.067 à PMP, 39, r. l'Arche, Paris-6.

RECHERCHE

Secrétaire adjoint administrateur (homme ou femme) pour assemblée mutualiste (ANGLAIS PARLÉ ET ÉCRIT) Travail proche banlieue Paris, plein temps.

Adresser candidature à M. PAUL MEFANO, centre Olivier-MESSIAEN, 4, rue PROUDHON 94500 CHARENTAY.

Le centre d'accueil et d'aide aux toxicomanes des Hauts-de-Seine. Recherche pour septembre: 1 TRAVAILLEUR SOCIAL pour accueil et prévention convention 1981, références professionnelles exigées.

Envoyer c.v. s/réf. C.A.A.T. 92 92, avenue Beaudouin, 92600 RUEIL-MALMAISON.

BDA

DE BOIS, DIETZEL ET ASSOCIÉS

Rech. pr son département Expertise comptable M° Pont-de-Neuilly

ASSISTANTS

(niveau DECS, BTS) Anglais et/ou allemand exigés.

Possibilités d'évolution de carrière diversifiées.

Env. C.V. photo et prêt. à BDA, M° M. NEROT, Boîte postale 138-92201 NEUILLY/S/SEINE Cedex.

Sol expertise comptable

recherche DEUX ASSISTANTS (ES) COMPTABLES

Niveau BTS - DECS 1 an exp. ou débuteant (est). Env. C.V. manuscrit et prêt. G.E.C. 153, bd Hausmann, 75008 PARIS.

LE CENTRE HOSPITALIER

SPECIALISÉ DE VILLEJUIF recherche

UN INGÉNIEUR

(travaux, entretien mécanique)

Pour tous renseignements, écrire à M. le Directeur du C.H.S. de Villejuif, 54, avenue de la République, 94508 VILLEJUIF Cedex.

CARNET

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Serge Demierre, le protégé suisse de Pingeon

Le champion de Suisse Serge Demierre a gagné, mardi 5 juillet, la longue étape Roubaix-Le Havre avec une avance de 4 minutes 50 secondes, au terme d'une échappée solitaire de 75 kilomètres. Sa victoire n'a pas inquiété Kim Andersen, qui conserve le maillot jaune. Grâce aux bonifications des sprints intermédiaires, le Belge Vandenberghe a ravi la deuxième place à Zoetemelk.

De notre envoyé spécial

Le Havre. — Un personnage attachant, ce Serge Demierre, vingt-sept ans, un corps d'athlète, souriant, sympathique, est un jeune homme qui, pour être réel, ne suffit pas à le rendre agréable. C'est l'homme qui, au moment de l'arrivée, a dit : « J'ai gagné, mais j'ai aussi perdu ». Il a perdu son père, le 1er juillet 1983, dans sa quarante-troisième année.

« S'il possédait une énergie à la hauteur de ses moyens physiques, remarque l'ancien vainqueur du Tour Roger Pingeon, il serait l'un des meilleurs routiers actuels. Il lui manque malheureusement la hargne et la volonté d'un Bernard Hinault. »

Roger Pingeon est son ami. Il l'a découvert et apprécié depuis que, chaque année au mois de juillet, il quitte son magasin de fleurs de Montpellier pour commenter la grande épreuve au micro d'une radio suisse. Mardi matin, il avait conseillé à son protégé d'attaquer.

« Gagner la plus longue étape du Tour de France est une mesure intelligente de se mettre en valeur, explique-t-il. Aujourd'hui, une étape de 300 kilomètres constitue un événement rare qui impressionne le public. »

Demierre a donc déclenché l'offensive précoce. Suffisamment tôt pour creuser un écart décisif et suffisamment tard pour ne pas s'exposer à des efforts inconsidérés. L'endroit choisi était situé à 75 kilomètres de l'arrivée. Projeté devant le peloton par un seul démarrage, l'homme de tête a porté son avance de 4 min 50 sec à 8 min entre le kilomètre 244 et le kilomètre 255. Pourtant, la moyenne de l'étape n'est pas ridicule puisqu'elle a frôlé les 38 kilomètres/heure, avec la complicité, il est vrai, du vent favorable.

Finalement, malgré l'accélération de ses poursuivants en fin de par-

JACQUES AUGENDRE

QUATRIÈME ÉTAPE

Roubaix-Le Havre (300 km)

1. Serge Demierre, en 7 h 58 min 11 s (moy. 37,642 km/h) ; 2. Kelly à 5 min ; 3. McKenzie à 5 min 10 s ; 4. Van Brabant à 5 min 20 s ; 5. De Waele ; 6. Vandenberghe ; 7. Van der Velde ; 8. Poisson ; 9. Vandembroucke ; 10. Andersen ; 11. Vanoverschelde ; 12. Van Vliet ; 13. Linaud ; 14. Wijnants ; 15. Wampers, etc.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Kim Andersen, 15 h 42 min 11 s ; 2. Vandenberghe, 3 h 15 min 54 s ; 3. Zoetemelk, 3 h 22 min 51 s ; 4. Morten à 2 min 19 s ; 5. Andersen, 2 min 34 s, etc.

Remerciements

M^{me} Emilie BLAMONT, leur épouse et père, présentent leurs excuses de ne pouvoir répondre individuellement à tous ceux qui ont si chaleureusement partagé leur douleur. Ils les remercient bien vivement de leur geste si amical.

Michel BURTIN

par votre présence, votre pensée et vos prières. C'est une grande famille qui l'accompagne. Encore un grand merci à tous.

Michel BURTIN

— Alain Lavan, Vincent Clerger et toute l'agence de publicité Parmanoir ont été très touchés des marques d'affection, d'amitié et de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Michel BURTIN

Cela a été un grand réconfort pour Soyons très vivement remerciés.

Naissances

— Christine et Olivier MERCIER, Céline et Aurélie, sont heureux d'annoncer la naissance de Estelle, le 2 juillet. B.P. 46 Beyoglu, Istanbul.

— Nicole, née Mallon et Georges QUEMAR, ont le plaisir de faire part de la naissance de Emilie, le 3 juillet 1983. 26, rue des Tournelles, 75004 Paris.

Décès

Blois. M^{me} René Ballanger, son épouse, M. Serge Ballanger, M. et M^{me} Pierre Allouard, ses enfants, M. François Allouard, son petit-fils, M. et M^{me} André Pilon, M. et M^{me} René Louche, M. et M^{me} Kéfir Dierbilly. Ainsi que la famille Monin, ont la douleur de faire part du décès de M. René BALLANGER, ancien inspecteur général de la Banque régionale de l'Ouest, survenu le 3 juillet 1983, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 juillet 1983, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Louis de Blois, sa paroisse, où l'on se réunira. 39, rue Monin, 41000 Blois.

M^{me} André CATTEAU, née Lucie Martin

survenu à Paris le 4 juillet 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 juillet 1983, à 15 h 45 précises, en l'église de Saint-Nom-Breche (Yvelines), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Nom-Breche. Cet avis tient lieu de faire-part.

32, chemin de la Forêt, 78660 Saint-Nom-Breche. L'annonce de la Sonore, 94130 Nogent-sur-Marne.

22, rue de la Belle-Famille, 92100 Boulogne-Billancourt.

Albert GONTIER

le 4 juillet 1983, à l'âge de soixante-trois ans.

— Geneviève Gontier, sa femme, Véronique Gontier, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

Albert GONTIER

le 4 juillet 1983, à l'âge de soixante-trois ans.

22, rue de la Belle-Famille, 92100 Boulogne-Billancourt.

Albert GONTIER

le 4 juillet 1983, à l'âge de soixante-trois ans.

22, rue de la Belle-Famille, 92100 Boulogne-Billancourt.

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

Albert GONTIER

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

ST-HONORÉ PYRAMIDES, 56 m² sur place, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

3^e arrdt

MARAI-BONDEVILLE. Superbes prestations pour 4 personnes, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

5^e arrdt

MARAI. Double living + chambre, entrée, cuisine, salle de bain, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

6^e arrdt

CEUR MARAI. Dans grand hôtel, toutes surfaces à rénover, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

7^e arrdt

HARPE SAINT-GERMAIN. Studio, 300 000 F. Tél. 522-06-80.

8^e arrdt

PANTHÉON S/JARDIN. Style petite maison, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

9^e arrdt

ST-PIERRE NOTRE-DAME. 18^e arrdt, superbe duplex, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

10^e arrdt

RUE MONGE, STUDIO. Entrée, cuisine, bain, w.c., chauffage, 285 000 F. Tél. 522-06-80.

11^e arrdt

3^e MARCHÉ ST-GERMAIN. 3-4 chambres, 4^e sans asc., 1 800 000 F. Tél. 522-06-80.

12^e arrdt

RUE DE SEINE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

13^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

14^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

15^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

16^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

17^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

18^e arrdt

ST-DONNIQUE-SOQUEY. 100 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

14^e arrdt

PARC MONTEMOREL. 124 m² sur place, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

15^e arrdt

ROE LECOURBE. Grand studio, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

16^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

17^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

18^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

19^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

20^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

21^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

22^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

23^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

24^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

25^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

26^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

27^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

28^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

29^e arrdt

BOULOGNE. 3 pos 70 m² dans bel imm., asc., soléil, 250 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

DIRECT A PATICULIER. Pour louer appartement et emploi, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

Région parisienne

Etude cherchée pour CADRES, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

INGÉNIEUR MUTÉ PARIS. Recherche studio ou 2 pces, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

viagers

Libre Brunyville 4 p. par 750 m², calme, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

EXCEPTIONNEL. 1.350 F LE M2. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

DOMICILIATIONS : 8-2. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

DIRECT A PATICULIER. Pour louer appartement et emploi, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

Région parisienne

Etude cherchée pour CADRES, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

INGÉNIEUR MUTÉ PARIS. Recherche studio ou 2 pces, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

viagers

Libre Brunyville 4 p. par 750 m², calme, 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

EXCEPTIONNEL. 1.350 F LE M2. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

DOMICILIATIONS : 8-2. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations meublées

Paris

BOULEVARD. 355-17-50. 100 000 F. Tél. 522-06-80.

locations non meublées

Paris

AFFAIRES

Toutes les banques seront soumises à la même autorité de contrôle

(Suite de la première page.)

L'ensemble des établissements, y compris les mutualistes, seront affiliés à la même association professionnelle, l'Association française des établissements de crédit, qui représentera leurs intérêts collectifs auprès des pouvoirs publics, notamment, mais ne remètera pas en cause l'existence des organismes professionnels existants : Association française des banques, Association professionnelle des établissements financiers.

Une autorité de contrôle de haute stature. — Pour les auteurs de la loi, la nationalisation de la majeure partie des banques inscrites, les risques auxquels se trouve exposé le système bancaire français en rais-

son de la crise économique, et la nécessité de préserver la réputation internationale de notre appareil bancaire, justifient la création d'une autorité de contrôle de « haute stature ». Il s'agit de la commission bancaire qui sera présidée par le gouverneur de la Banque de France et sera composée du directeur du Trésor, d'un membre du Conseil d'Etat et d'un magistrat de la Cour de cassation, ainsi que de deux personnalités d'une haute qualification en matière financière. Ses attributions seront élargies par rapport à celles de l'actuelle Commission de contrôle des banques (C.C.B.) définies en 1941.

Son contrôle, qui s'exercera, très logiquement, sur l'ensemble des établissements entrant dans le champ

de la loi, y compris les compagnies financières, portera non seulement sur la stricte application de la réglementation bancaire, comme le veut le système actuel, mais aussi sur la qualité de la gestion et les règles de déontologie de la profession.

La Commission disposera ainsi d'un « droit de suite », tant au moment qu'en l'aval de l'établissement vérifié. La loi se hâte de stipuler, pour des raisons d'efficacité, que la Commission exercera sa mission en liaison étroite avec la Banque de France, puisque le personnel de contrôle sera, comme par le passé, fourni par l'Institut d'émission. Elle se hâte, aussi, d'ajouter que ladite Commission exercera ses attributions dans des conditions qui préserveront l'autorité des organismes centraux et de leurs propres services d'inspection : cette disposition vise les réseaux mutualistes, Crédit agricole, Crédit mutuel et Banques populaires, dont il s'agit de ménager les susceptibilités.

Rénovation et démocratisation du Conseil national du crédit. — Le Conseil national du crédit, créé au lendemain de la libération avec de très larges pouvoirs, jamais exercés, notamment en matière de réglementation, retrouve sa mission consultative sur toute question relative à la monnaie, au crédit et au fonctionnement du système bancaire et financier. Réuni au moins deux fois par an sous la présidence effective du ministre de l'économie et des finances (et non plus du gouverneur de la Banque de France, comme c'est le cas actuellement), le Conseil, nouvelle manière, sera composé de cinquante membres environ,

en provenance de l'environnement économique, de syndicats, de la profession bancaire, de l'économie sociale, des collectivités territoriales et des usagers. Des comités restreints seront créés, celui de la réglementation bancaire, celui de la réglementation de la loi pour réglementer l'activité bancaire, celui des établissements de crédit et établissements de crédit d'épargne, de décisions individuelles et un troisième examinant le problème des relations entre les banques et leur clientèle.

Protection des déposants et relations avec la clientèle. — Outre la mise à jour de la réglementation bancaire en matière de liquidité et de solvabilité, le projet de loi prévoit deux dispositions nouvelles. D'abord, toute personne auquelle l'ouverture d'un compte bancaire sera refusée (pour incidents antérieurs ou autre difficulté) pourra demander au directeur local de la Banque de France de lui désigner un établissement ou un service public auprès duquel il pourra obtenir l'ouverture d'un tel compte (sans dégrader automatiquement l'un ou l'autre). Cette disposition est à rapprocher de la procédure en vigueur dans l'assurance automobile, où le bureau de tarification peut désigner un organisme à un conducteur dont le contrat a été résilié.

Ensuite, pour éviter les conséquences, parfois dramatiques, de la réduction ou de la suppression inopinée des concours bancaires à court terme accordés à des entreprises, il est envisagé de rendre obligatoire la notification écrite préalable de ce type de concours, alors qu'elle est le plus souvent verbale actuellement, et d'imposer un délai minimum de préavis en cas de retrait.

La modernisation du cadre juridique des activités bancaires. — Les bouleversements technologiques, les besoins nouveaux de la clientèle et le développement de la concurrence entre banques, conduisent à reconnaître l'existence officielle de nouvelles techniques et à en définir le cadre juridique. C'est le cas, notamment, de l'émission de moyens de paiement ou la gestion de « systèmes de paiement » (cartes et monnaies électroniques) reconnus comme « opérations de banques » au même titre que la collecte des dépôts ou l'octroi des crédits.

On sait que, sous la pression des pouvoirs publics, des négociations ont été engagées entre le réseau de la carte bleue et celui des mutualistes, Crédit agricole et Crédit mutuel, pour rapprocher leurs systèmes de paiement par cartes (le Monde du 8 juin 1983). Par ailleurs, les établissements de crédit venant confirmer leur vocation à fournir à leur clientèle une gamme de services diversifiée (gestion, ingénierie financière, aide à l'exportation) et pour tout, plus récemment qu'aujourd'hui, développer leurs activités dans des secteurs non bancaires (vente de produits d'assurance ou de capitalisation par exemple).

FRANÇOIS REMARD.

SOCIAL

Un grand service public de l'emploi

(Suite de la première page.)

Il est en est ainsi de l'hypothèse d'un déplaçonnement des cotisations employeurs à l'assurance maladie (à l'heure actuelle, la cotisation maladie des employeurs est de 13,45 % du salaire, dont 5,45 % sous plafond). Dans l'esprit de M. Pierre Bérégovoy, cette hypothèse, envisagée dans le Livre blanc de la protection sociale, devrait bénéficier aux entreprises de main-d'œuvre, ce déplaçonnement devant être « compensé » par une baisse du taux de la cotisation, qui serait de l'ordre de 0,9 point.

Cependant, certains craignent, au sein même du gouvernement, qu'une telle mesure ne pénalise trop fortement les entreprises à haute technicité qui paient bien et exportent. Avant de faire son choix, le gouvernement devrait donc apprécier de manière très fine toutes les conséquences pour que le ballon d'oxygène accordé aux uns n'asphyxie pas les autres. Un récent conseil interministériel avait laissé la question en suspens.

Un autre débat portait sur la réduction de la durée du travail à la veille de la « table ronde » tripartite (ministère des affaires sociales, patronat et syndicats) que M. Bérégovoy a convoqué pour le 7 juillet. Faut-il réformer, alors que le groupe d'experts patronat-ministère de l'économie vient de relancer la controverse sur le coût de cette politique, l'objectif des trente-cinq heures en 1985 ? Faut-il intervenir de nouveau par la loi et prendre clairement position sur le problème de la compensation salariale ? Le gouvernement semble s'orienter vers une réaffirmation politique de sa volonté de réduire la durée hebdomadaire du travail jusqu'à trente-cinq heures mais sans recourir à la loi — si ce n'est sur les durées maximales — et en incitant les partenaires sociaux à négocier sans qu'un calendrier d'étapes de réduction globale ne soit établi.

En fait, le gouvernement semble sur ce terrain décidé à agir dans trois directions. Tout d'abord, il entend favoriser les contrats de solidarité et la réduction du temps de travail ; or, selon le bilan dressé le 5 juillet par M. Ralite devant le Comité supérieur de l'emploi, seuls huit contrats ont été conclus depuis le début de 1983 au niveau national, préservant en créant mille sept cent quarante-huit emplois.

Il souhaite aussi développer des formules de « temps choisi » amenant les salariés à choisir entre plusieurs horaires collectifs (de trente heures ou trente-deux heures, par exemple), le temps partiel ne devant plus se confondre avec le mi-temps. Enfin, il envisage — mais la question n'est pas tranchée — de prendre des mesures dissuadant le recours aux

heures supplémentaires. Il pourrait s'agir d'une diminution du contingent annuel autorisé (trente heures actuellement, moins dans certaines branches) ou encore d'une majoration du coût pour l'entreprise avec une réduction de la majoration salariale accordée au salarié qui fait des heures supplémentaires. L'UNEDIC pourrait alors bénéficier, suivant un système à définir, de ces mesures dissuasives.

M. Ralite devrait aussi reprendre un certain nombre de projets dont quelques-uns ont déjà été évoqués avec les partenaires sociaux. Il souhaite ainsi accélérer la mise en place d'un « grand service public de l'emploi », sur des bases proches de celles qu'avait arrêtées M. Le Garrec, afin de mieux coordonner les actions de l'ANPE, de l'AFPA et de l'UNEDIC. Sans oublier, dans l'immédiat, à une fusion administrative en bonne et due forme, des expériences locales et des opérations communes pourraient être tentées tandis que l'informatisation de l'ANPE et de l'AFPA va être généralisée. Des dispositions devraient également concerner les chômeurs de longue durée — en renforçant la procédure des entretiens — la réforme du statut des chômeurs en formation (afin d'augmenter le nombre de stages de vingt mille par an), la réforme de l'apprentissage (déjà amorcée en février), les contrats emploi-production (le Monde du 2 juillet), et les actions de reconversion dans les bassins d'emplois. Le gouvernement songe aussi — mais la question est en débat — à créer une « allocation différentielle » pour les chômeurs acceptant un nouvel emploi moins rémunéré que le précédent.

Le conseil des ministres devrait également se prononcer sur une réforme du chômage partiel qui a déjà dans l'air depuis plusieurs semaines (le Monde du 28 juin). Il s'agirait de définir précisément les cas où le chômage partiel peut être utilisé et où par conséquent son recours se justifie. L'aide de l'Etat sous forme de subvention ou de prêt ainsi que les modalités qu'adoptent les entreprises qui choisissent de s'engager dans la voie de la réduction de la durée du travail plutôt que celles qui prennent au coup par coup des mesures de chômage partiel.

Alors que la baisse des effectifs salariés semble s'accroître, les mesures de M. Ralite nouvelles, ou reprises en forme, s'ajoutent à un dispositif déjà mis en place pour la formation et l'insertion des jeunes. Mais certaines ne produiront un effet qu'à moyen terme, les chances d'éviter une augmentation en fin d'année de deux cent mille chômeurs sur un an restent, hélas ! bien minces.

MICHEL NOBLECOURT.

Au coup par coup

Février 1982 : les deux plus importantes compagnies financières privées (Paribas et Suez) et dix-sept banques françaises cotées en Bourse, tombent dans le giron de l'Etat, rapidement rejointes — en juillet de la même année — par dix-neuf autres établissements non-cotés tandis que les « trois vieilles » (Crédit Lyonnais, Banque nationale de Paris et Société Générale) étaient « renationalisées » à 100 %.

Un an après cette vague de nationalisations (la troisième de l'histoire de France) qui n'a laissé de côté les seuls établissements privés dont les dépôts (en comptes de résidents) étaient inférieurs au sol d'un milliard de francs et toutes les banques étrangères, en quoi le paysage bancaire n'est-il réellement modifié ? En bien peu de choses, en vérité.

Exception faite de certaines opérations mineures telle la reprise par le Crédit commercial de France des activités de la banque Odier-Bugnot-Courvoisier (un guichet unique), seules trois décisions, jusqu'à présent, ont modifié la carte géographique de la banque en France :

le regroupement sous un même pavillon de l'ensemble des activités à l'étranger du Crédit industriel et commercial (C.I.C.), des banques régionales associées et de la Banque de l'Union Européenne grâce à la constitution d'une société-holding de participation bancaire, distincte du futur « C.I.C. Ile-de-France » et destinée à recueillir les participations majoritaires dans les neuf banques régionales nationalisées ainsi que l'intégralité du capital de la B.U.E. ;

la constitution d'un premier « archipel » incluant « les

trois orphelins », à savoir la banque Vernet et commerciale de Paris, la banque Worms et la Banque parisienne de Crédit en raison des complémentarités évidentes entre ces trois établissements ;

la mise sur pied d'un schéma identique entre le Crédit commercial de France, l'Union de banques à Paris et l'Européenne de banque (banque Rothschild), cette dernière dont le président n'a toujours pas été nommé — n'ayant au préalable cédé à la Compagnie financière de Suez ses participations industrielles et immobilières après avoir, dans un premier temps, vendu sa chaîne hôtelière P.L.M. à la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme. L'Européenne de banque doit encore régler le problème de la Discount Bank, devenue la Compagnie commerciale de banque en attendant d'être reprise par un autre groupe bancaire.

En outre, les pouvoirs publics devraient donner le « feu vert », mercredi 6 juillet, lors d'une réunion du Conseil national du crédit, à la création de la Banque industrielle et commerciale du Marais, nouvel établissement constitué par MM. Vernet et Francis après « le tracé de frontières » ennuvé entre les groupes Compagnie Industrielle et Suez (le Monde du 25 juin 1983). Enfin, M. David de Rothschild, qui a recréé un établissement financier à la suite de la nationalisation de la banque de la rue Laffitte sous le nom de Paris-Orléans, souhaite lui donner le statut de banque d'affaires sous un sigle qui reste à choisir mais qui devrait, en tout état de cause, comporter le com de cette illustre famille.

S. M.

M. CARCASSONNE DÉMIS- SIONNE DE LA PRÉSIDENTIE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

M. Jacques Carcassonne a envoyé le mardi 5 juillet à M. Robert Badinter, garde des sceaux, sa lettre de démission de la présidence du tribunal de commerce de Paris. Il est en désaccord avec certains des aspects de la politique suivie par le ministre de la justice.

M. Carcassonne avait été élu le 1^{er} juillet président de la conférence des présidents de tribunaux de commerce.

(Né en juin 1929 à Marseille (Bouches-du-Rhône), licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut des hautes études internationales, M. Carcassonne est depuis 1961 président-directeur général de la société Jacques Carcassonne S.A. (négoce de diamants et de pierres précieuses). Expert près le tribunal d'instance et le tribunal de commerce de Paris (1970-1975), président de chambre du tribunal de commerce de Paris, M. Carcassonne était depuis 1982 président du tribunal de commerce de Paris. Il a été élu en 1970 à 1977 conseiller du commerce extérieur, et est depuis 1981 administrateur de Publicis S.A.)

FRANÇOIS REMARD.

M. Jean-Pierre Willot pourrait retrouver un poste dans Boussac-Saint Frères

Un compromis vient d'intervenir entre les quatre frères Willot et les responsables de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.). Celle-ci avait reçu, il y a un an, en location-gérance Boussac-Saint Frères et la Société fondrière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.) — hormis les filiales Dior, Conforama, Belle-Jardinière et Bon Marché. Le tribunal de commerce de Lille devait se prononcer dans la requête faite par MM. Willot qui mettaient en cause le bien-fondé de cette location-gérance. Les syndicats ouvriers ont généralement bien accueilli l'annonce du compromis.

L'accord doit encore être approuvé par les pouvoirs publics ; il est intervenu au terme d'une longue discussion dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juillet à Lille, au siège de la société. En fait, il y a eu quatre accords différents, quoique identiques, avec chacun des quatre frères Willot.

Il s'est immédiatement appliqué, une fois écoulés les quelques jours pour habilitation technique. Ils confient tout le pouvoir du groupe, enfin réformé, au conseil et à la direction de la C.B.S.F., la firme représentant ainsi son unité, les frères Willot ayant accepté de céder leurs actions. En contrepartie, MM. Willot recevront l'usufruit de 80 % des titres qu'ils détenaient ; les 20 % restant, ils en feront don à la société qui au sein de la C.B.S.F. est chargée, dans la mesure du possible, de compenser, par la création de nouveaux emplois ceux qui ont été ou devront être encore supprimés. C'est là la « contribution » des anciens responsables du groupe à la « sauvegarde de l'emploi ».

En contrepartie de ce qu'ils cèdent, les frères Willot ont obtenu que la C.B.S.F. se désiste — devant les tribunaux civil et commercial — des actions qu'elle — et elle seule — avait engagées contre eux. Sont exclues de ce *modus vivendi* les actions publiques ou pénales à

l'encontre des frères Willot. En contrepartie de leurs actions, ces derniers recevront, quand ce sera possible, des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote). Plusieurs années s'écouleront avant que cela ne devienne possible, notamment en raison de la faillite à laquelle il faudra probablement procéder entre la C.B.S.F. et la Société fondrière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.).

Dans toutes les hypothèses, les anciens propriétaires du groupe seront minoritaires. Ils possèdent actuellement 42 % de la S.F.F.A.W., desquels il faut soustraire la cinquième qu'ils donnent pour la sauvegarde de l'emploi (il reste donc 34 %).

Enfin, dernière ennuieusement, M. Jean-Pierre Willot devrait retrouver un poste dans l'entreprise, hors hiérarchie : conseiller technique aux problèmes de distribution.

On conçoit très aisément tous les avantages de l'accord global auquel sont parvenus les responsables de la C.B.S.F., et les frères Willot devraient très rapidement trouver un environnement financier et industriel plus sain ; ainsi serait-il fait appel aux banques créancières pour qu'elles transfèrent tout ou partie de leurs créances en capital.

A. T.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Quellery va construire en Algérie. — L'entreprise française de travaux publics Quellery vient de signer un contrat de 1,4 milliard de francs pour la construction d'un complexe hospitalier en Algérie. Ce contrat « clés en main » concerne un hôpital militaire près d'Alger, qui comprendra un centre hospitalier universitaire de huit cents lits, une école supérieure de santé, trois cents logements et un complexe sportif.

Contrat pour Port-Mousson au Koweït. — La société Port-Mousson, filiale de Saint-Gobain, vient de signer avec le ministère de l'électricité et de l'eau du Koweït un contrat de fourniture de canalisations au Koweït. Cette commande porte sur un montant de 620 millions de francs et s'étale sur quatorze mois.

Le CIRI a traité 108 dossiers depuis sa création. — Le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), spécialisé dans le sauvetage des entreprises en difficulté, a traité 108 dossiers touchant 52 400 salariés entre sa date de création, le 6 juillet 1982, et mai 1983. Dans 89 % des cas, le traitement a permis de trouver une solution ce qui a aidé à sauvegarder 37 750 emplois.

Energie

La consommation mondiale de pétrole devrait dépasser de 2,2 % en 1983 par rapport à l'année passée dans tous les pays n'appartenant pas au « bloc » socialiste, en dépit d'une ralentissement de la consommation estimée à 2 % au cours du dernier trimestre due à la reprise économique, estime l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.). Compte tenu d'un taux de croissance économique de 1,9 % en 1983 dans les pays membres de l'O.C.D.E., l'Agence estime la consommation mondiale à 44 millions de barils par jour en 1983 contre 45 millions en 1982 et 52 millions en 1979. La demande devrait reprendre à l'automne pour atteindre 45,7 millions de barils par jour au quatrième trimestre.

Etranger

Le chômage, en Belgique, a légèrement baissé en juin, revenant à 11,8 % de la population active, taux le plus bas depuis janvier. Il y a un an (juin 1982) la taux du chômage était de 10,9 %.

Social

Le Centre national des indépendants et paysans se prononce en faveur d'une « journée de protestation de l'opposition » pour le 1^{er} octobre et y convie la Confédération française de l'encadrement C.F.E., qui envisage une manifestation de protestation pour le 3 du même mois.

NOMINATIONS

M. Michel Albert, président des Assurances générales de France, vu les pouvoirs qui lui ont été conférés par les statuts du groupe dans leur article 14, vu l'avis conforme du conseil d'administration lors de sa séance du 1^{er} juillet 1983, a décidé, à effet du 1^{er} juillet 1983, les promotions suivantes : Au grade de directeur, M. Jean Daniel Le Franc ; au grade de directeur adjoint, MM. Jacques Campora, Georges Le Floc'h ; au grade de sous-directeur, MM. Jacques-Claude Chollet, Emile Jacob, Thierry Masquelin, Pierre Ruy ; au grade de secrétaire général, MM. Michel Chevalier, Marcel Guillard, Pierre Pienet.

SELON UN SONDAGE LOUIS HARRIS - « LA CROIX » - TF 1 :

68 % des Français sont favorables à un prélèvement proportionnel aux revenus... si c'est indispensable

Pour 75 % des Français, « il faut encourager la solidarité et la prudence sociale », chacun payant une cotisation pour permettre à tous les citoyens d'être garantis face à la maladie et à la vieillesse ». C'est ce que révèle un sondage Louis Harris France — la Croix — TF1, réalisé en vue de l'émission « Le cœur du débat », qui mettra face à face mercredi soir Mme Vail et M. Bérégovoy, du 27 au 28 juin 1983, sur le thème d'un « référendum national représentatif de mille personnes et publié par la Croix du 6 juillet ».

Pour le cas où il serait nécessaire de réduire les prestations sociales, les personnes interrogées pensent que les économies devraient porter d'abord sur les allocations de chômage (34 %) puis sur les dépenses de santé (25 %).

L'opinion semble partagée sur le fait d'encourager les avantages acquis : 51 % sont pour la suppression de « tous les privilèges professionnels », 46 % étant hostiles à la suppression de ces avantages.

Pour couvrir le déficit de la Sécurité sociale, et si celui-ci devenait indispensable, 68 % des Français se prononceraient pour le prélèvement payé par tous les ménages, proportionnel à leurs revenus, et 20 % pour une augmentation de la T.V.A. Les petits commerçants et les artisans, les cadres moyens, les employés et les ouvriers sont les plus favorables au « prélèvement » par ailleurs plébiscité dans toutes les familles politiques (69 % chez les sympathisants du P.C., 70 % P.S., 67 % U.D.F., 71 % R.P.R.).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base + haut		Rep. + en Dép.		Rep. + en Dép.		Rep. + en Dép.	
S.E.U.	7.7135	7.7165	+ 150 + 285		+ 315 + 380		+ 875 + 995	
Sch.	6.2645	6.2671	+ 135 + 200		+ 380 + 370		+ 785 + 900	
Yen (100)	3.2128	3.2135	+ 150 + 150		+ 345 + 355		+ 950 + 1020	
D.M.	3.6040	3.6067	+ 175 + 207		+ 345 + 400		+ 1055 + 1120	
Flw.	2.6820	2.6845	+ 150 + 175		+ 305 + 335		+ 940 + 915	
F.R. (100)	14.9500	14.9500	+ 300 + 520		+ 845 + 1020		+ 2365 + 2745	
F.S.	3.6278	3.6307	+ 225 + 260		+ 460 + 590		+ 1390 + 1465	
L.I. (100)	5.9711	5.9746	+ 280 + 140		+ 415 + 535		+ 1455 + 1510	
L. (100)	11.8520	11.8546	+ 250 + 350		+ 515 + 630		+ 1400 + 1715	

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/8	9/8	9/16	9/16/16	9/16/16	10/16	10/16	10/16	10/16
	5/8	9/8	9/16	9/16/16	9/16/16	10/16	10/16	10/16	10/16
S.E.U.	4/16	4/16/16	4/16	4/16	4/16	5/16	5/16	5/16	5/16
Flw.	5/8	5/8	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
F.R. (100)	7/8	7/8	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16
F.S.	3/8	3/8	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16
L.I. (100)	15	16	16	17	17	17	17	17	17
L. (100)	9/8	9/8	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16
F. (100)	12	12	12	12	12	12	12	12	12

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

Le gouvernement américain impose des restrictions aux importations d'aciers spéciaux

Alors que la restructuration de la sidérurgie européenne conduite par la C.E.E. bute sur les difficultés des pays membres, en particulier de la Belgique et de l'Italie, le président Reagan a imposé des quotas d'importations aux aciers spéciaux. Après avoir imposé des quotas d'importations aux aciers courants, les États-Unis limitent l'entrée des aciers spéciaux.

Washington. — Un peu plus d'un mois après le sommet de Williamsburg, le gouvernement américain a décidé de restreindre sévèrement les importations d'aciers spéciaux. Des mesures, qui prendront effet dans une quinzaine de jours, visent officiellement à aider l'industrie américaine.

En Grande-Bretagne

LES INDEMNITÉS DE CHOMAGE POURRAIENT ÊTRE AMPUTÉES

(De notre correspondant.)
Londres. — Répondant, le mardi 5 juillet, à des questions des députés, M^{re} Thatcher s'est refusée à exclure une réduction des indemnités de chômage. Elle a cependant souligné que leur montant avait été fixé jusqu'au mois de novembre 1984 et que le problème ne se poserait que dans le prochain budget.

Dans une récente émission télévisée, le nouveau chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, avait évoqué la réduction des indemnités de chômage comme une source possible d'économies budgétaires.

Les indemnités de chômage augmentent de 8,7 % ce novembre prochain, soit 3,7 % au titre de l'inflation et 5 % correspondant à la restauration d'un abattement fiscal supprimé en 1982. Elles atteindront alors 27,05 livres par semaine pour un célibataire et 43,75 livres pour un couple (respectivement 316 F et 512 F).

Ces indemnités sont forfaitaires et ne sont pas proportionnelles au salaire perdu. Compte tenu d'un certain nombre d'avantages annexes accordés aux personnes sans emploi, il est vrai que les revenus d'un chômeur peuvent dans certains cas limites être aussi élevés que ceux d'un salarié du bas de l'échelle. Mais seule une très faible partie des trois millions de chômeurs britanniques paraît concernée.

Les milieux gouvernementaux soulignent que la promesse faite par les conservateurs pendant la dernière campagne électorale de maintenir le pouvoir d'achat des prestations sociales s'appliquait aux retraités mais pas aux indemnités de chômage. On ne saurait donc exclure que, malgré les protestations prévisibles de l'opposition et de quelques conservateurs modérés, M^{re} Thatcher envisage de ne plus revaloriser les indemnités de chômage en fonction de la hausse des prix, et cela aussi bien pour des raisons budgétaires qu'économiques.

DANIEL VERNET.

Correspondance

caïn et à protéger l'industrie sidérurgique américaine des « pratiques commerciales déloyales ».

Anticipant les inquiétudes des vingt pays touchés par la décision présidentielle, dont notamment le Japon, le Canada, et les principaux alliés des États-Unis en Europe, M. Brock, représentant le président Reagan pour les affaires commerciales, a souligné que les mesures annoncées étaient compatibles avec l'engagement pris à Williamsburg d'encourager la liberté commerciale. « Nous avons voulu indiquer que nous ne pouvons continuer à tolérer un système dans lequel les gouvernements interviennent sans tenir compte des règles internationales ».

Bref, selon M. Brock, les mesures décidées n'ont pas un caractère protectionniste mais, a-t-il ajouté, le gouvernement se doit de faire appliquer la loi américaine sur les pratiques commerciales déloyales.

En fait, le gouvernement n'a pas accédé complètement aux demandes formulées il y a dix-huit mois par les sidérurgistes américains. Ainsi, au lieu de cinq années de quotas de importations, le gouvernement limite son aide à quatre ans. Au cours de cette période, un nouveau droit de 10 % — s'ajoutant au 10,5 % actuellement en vigueur — frappant les importations de tôles et feuillards, déclina progressivement, pour atteindre 4 % la quatrième année. Pour les tôles fortes, le nouveau droit supplémentaire de 8 % diminuera également par étapes pour atteindre 4 % à la fin de la période. M. Brock a souligné que, pour ces produits, représentant 55 % des importations d'aciers spéciaux, la sidérurgie américaine était suffisamment compétitive pour qu'il n'y ait pas lieu d'imposer des quotas.

Par contre, estimant que la compétition étrangère avait compromis

la capacité de modernisation de la sidérurgie américaine, des quotas ont été imposés à l'importation d'autres produits. Ainsi les importations des barres d'acier seront limitées à 27000 tonnes la première année, pour atteindre 29 500 tonnes la quatrième année.

Des quotas d'importation frappent également les « fils-machines » et les aciers pour outils, dont le montant ira également en augmentant, de la première à la quatrième année.

Le président Reagan a indiqué que cette formule, associant les quotas et les droits de douane sur une période de quatre ans, visait à faire pression sur les pays producteurs pour les amener à renoncer à subventionner leurs exportations d'aciers spéciaux et à ouvrir plus largement leurs marchés aux produits américains.

A la Maison Blanche, on rappelle à cet égard que les aciers spéciaux, bien que d'un faible volume (2 % seulement du tonnage total de l'acier produit par les États-Unis), représentent 10 % de la valeur de la production sidérurgique américaine totale.

Les Américains, précise-t-on, ont importé, l'an dernier, pour 373 millions de dollars d'aciers spéciaux, soit environ 20 % du montant total des ventes aux États-Unis de ces produits.

Les premières réactions de l'industrie et des syndicats sont négatives. Dans une déclaration commune, le président de l'industrie des aciers spéciaux et le leader du Syndicat des ouvriers de la sidérurgie, qualifient la décision du président de « discriminatoire » et « inadéquante ». Ils considèrent, en particulier, que les droits de douane envisagés sur les tôles et feuillards sont trop faibles et ne représentent pas une barrière insurmontable pour des pays concurrents décidés à augmenter leurs subventions.

HENRI PIERRE.

CONJONCTURE

SI L'INFLATION SE RALENTIT

Des mesures d'aides au bâtiment et aux travaux publics seront décidées à la rentrée annonce M. Delors

M. Jacques Delors a évoqué mardi 5 juillet la possibilité d'accorder des « soutiens sélectifs » à certains secteurs de l'économie si le freinage de l'inflation lui redonne des marges de manœuvre.

S'adressant aux membres du Conseil économique et social réunis pour la discussion du rapport Tessier sur la conjoncture (le Monde du 6 juillet), le ministre a déclaré que l'économie française se trouvait actuellement à « un carrefour » et qu'elle avait « sa portée » pour la fin de l'année — et ce rythme annuel — un ralentissement de l'inflation à

6 % et une réduction du déficit commercial à 30 ou 40 milliards de francs.

À la fin de septembre, M. Delors envisage un « allègement des coûts de production » de entreprises. Il s'agit d'abord d'un abaissement des taux d'intérêt, ensuite de mesures de relance « sectorielles » et « ponctuelles » pour certaines activités menacées par le ralentissement de l'économie. Le ministre a précisé — après son intervention — devant quelques journalistes : « Il y a des secteurs qu'on ne peut pas laisser mourir. Le bâtiment et les travaux publics constituent, selon lui, « une priorité » (1).

Avec le plan de rigueur, l'économie française se trouve actuellement, selon M. Delors, « au maximum des tensions ». Mais, derrière la « moralité », a-t-il expliqué, se dessine une situation « beaucoup plus contrastée. L'économie frémit à nouveau. Il faut se méfier des moyennes ». M. Delors entend maintenant « le cap » de l'assainissement.

À propos des recettes du budget 1984, le ministre de l'économie a indiqué en substance qu'il ne fallait pas s'attendre à la création d'un impôt-miracle pour les finances de l'État. Une grande réforme reviendrait, a-t-il répété, à « utiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche », c'est-à-dire à susciter des réactions importantes dans l'opinion pour un faible rendement.

M. Delors a enfin lancé un appel à la relance de l'Europe d'ici à la fin de l'année. Après le « blocage » du dialogue Nord-Sud lors de la conférence de la CNUCED à Belgrade, l'Europe et notamment le sommet européen à Athènes à la fin de l'année constitueront, selon lui, « le rendez-vous le plus important ».

La France ne donnera son accord au « chèque britannique » et à l'élargissement de la C.E.E. que si la Communauté définit « un paquet (de mesures) pour débarrasser le char de l'Europe ». Ces mesures doivent notamment porter, a-t-il précisé, sur le budget, les politiques agricoles, industrielles et sociales, ainsi que sur une convergence « des résultats économiques » et « non des politiques ».

(1) Selon nos informations, une deuxième tranche du Fonds des grands travaux pourrait être lancée à l'automne. Une première tranche de 4 milliards de francs a déjà été lancée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COGEDIM
S.A. au capital de 60 millions de francs
Siège social :
12, rue Roquepine, 75008 Paris
R.C.S. Paris B 632016010 (63 B 1601)
SIRET N° 63201601000019

L'assemblée générale de Cogedim s'est tenue le 22 juin 1983.
Le président a rappelé que la société traverse actuellement, comme l'ensemble de sa profession, la crise immobilière la plus dure qu'elle ait connue depuis sa création.

Les vingt années bénéficiaires, Cogedim, du succès et de la prospérité, ont compté grâce à une réorientation de son activité vers la prestation de services au profit d'investisseurs, et malgré une politique rigoureuse de limitation de ses dépenses et de dépeçage de ses stocks au détriment de certaines recettes immédiates.

De nouvelles provisions ont été constituées. Leur total représente 49 millions de francs après déduction de 10 millions de francs en titre de l'exercice 1982.

Ainsi le résultat consolidé avant impôt et impôt sur les sociétés s'établit à 0,8 million de francs.

Le placement global du groupe Cogedim, pour lui-même et ses partenaires, s'est élevé, pour l'exercice 1982, à 1.033 millions de francs contre 938 millions de francs en 1981.



L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 juin 1983 sous la présidence de M. Merlin. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Il a été décidé de distribuer un dividende par action de 69,50 francs assorti d'un avoir fiscal de 34,75 francs, soit un revenu global de 104,25 francs, marquant un accroissement de la distribution de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

Il sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1983.

An cours de l'assemblée, la banque La Hénin a été nommée administrateur.

Évoquant l'exercice en cours, M. Merlin a indiqué que, compte tenu de l'augmentation de l'activité au cours du 1^{er} semestre 1983 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la société devrait enregistrer une nette progression de ses résultats pour 1983.

AMÉRIQUE GESTION

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale annuelle de la Société d'investissement à capital variable Amérique Gestion, tenue le 29 juin 1983 sous la présidence de M. Henri Parent, a approuvé les comptes de l'exercice 1982-1983.

Durant cet exercice, la valeur de l'action est passée de 284,25 F le 31 mars 1982 à 432,32 F le 31 mars 1983, ce qui représente une plus-value de 52,71 % si l'on tient compte du dividende de 14,55 F mis en paiement le 1^{er} juillet 1982.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 15,41 F, représenté par le coupon n° 8 qui est mis en paiement depuis le 1^{er} juillet 1983.

Les actionnaires auront la faculté, pendant un mois, à compter de la mise en paiement, d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de commission.

UNIJAPON

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale annuelle de la Société d'investissement à capital variable Unijapon, tenue le 30 juin 1983 sous la présidence de M. Bruno Georges Picot, a approuvé les comptes de l'exercice 1982-1983.

Durant cet exercice, la valeur de l'action est passée de 141,61 F le 31 mars 1982 à 730,59 F le 31 mars 1983. Compte tenu de la distribution d'un dividende de 18,07 F le 1^{er} juillet 1982 l'augmentation de l'action par action a été de 38,23 % en un an.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 20,80 F représenté par le coupon n° 17, qui est mis en paiement depuis le 1^{er} juillet 1983.

Les actionnaires auront la faculté, pendant un mois, à compter de la mise en paiement, d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de commission.

SICAVIMMO

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale annuelle de la Société d'investissement à capital variable SICAVIMMO, tenue le 30 juin 1983, sous la présidence de M. René Bartholom, a approuvé les comptes de l'exercice 1982-1983.

Durant cet exercice, la valeur de l'action est passée de 366,51 F le 31 mars 1982 à 389,14 F le 31 mars 1983, ce qui représente une plus-value de 34,79 % si l'on tient compte du dividende de 24,00 F distribué en juillet 1982.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 26,00 F représenté par le coupon n° 28 qui est mis en paiement depuis le 1^{er} juillet 1983.

Les actionnaires auront la faculté, pendant trois mois à compter de la mise en paiement, d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de commission.



AGENCE HAVAS

An cours de l'assemblée générale ordinaire de l'Agence Havas, réunie le 30 juin 1983 sous la présidence de M. André Rousselet, les actionnaires ont pris connaissance des comptes du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 7 396,3 millions de francs, soit + 14,2 % par rapport à 1981. Le bénéfice net (part de groupe) ressort à 132,9 millions de francs, soit + 19,3 % par rapport à 1981. Le chiffre d'affaires de l'Agence Havas est de 1 384,22 millions, soit + 11 % à structures comparables, le bénéfice net est de 64,18 millions de francs (+ 9,76 %).

L'assemblée générale ordinaire a voté la distribution d'un dividende de 9,30 francs par action assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 4,65 francs, soit 13,95 francs, montant correspondant au plafond fixé par la loi, compte tenu du dividende versé en 1982.

Dans son allocution, le président André Rousselet a tenu à mettre en valeur les nouvelles orientations stratégiques du groupe Havas :

« Au-delà des chiffres, l'année 1982 a été marquée par des nouvelles orientations stratégiques de votre société dont les médias se sont fréquemment fait l'écho : le groupe Havas entre résolument dans le temps de l'audiovisuel ; il participera, aux côtés d'autres, à la régulation publicitaire de FR3 et il s'est vu confier par les pouvoirs publics une mission exploratoire sur la quatrième chaîne. Votre Conseil a nommé un directeur général, M. Marc Tessier, chargé particulièrement de suivre ces secteurs d'avenir auxquels s'ajoutent déjà ceux de la télématique, des banques de données, et s'ajoutent demain tous ceux que les progrès rapides de la

communication automatisée nous ouvriront et où nous entendons bien être présents. M. Pierre Dauzier, également directeur général, a été chargé de son côté de diriger les autres activités plus traditionnelles de notre groupe et de maintenir les relations privilégiées que nous entendons conserver et développer avec tous nos amis de la presse écrite.

Des informations en notre possession au terme de ce premier semestre nous permettent de penser qu'en 1983 le groupe Havas poursuivra une croissance équilibrée, moins sensible que d'autres aux fluctuations d'un environnement économique plus difficile. La progression du conseil en publicité devrait se poursuivre. En matière de régies de supports, la radio, avec l'information et la publicité, a connu un très bon début d'année 1983 qui laisse présager une croissance sensible des résultats. L'affichage continu à l'avenir Publicité et Métrobus et la régie des annuaires téléphoniques, exercée par l'Office d'Amnances, devraient dégager des résultats conformes aux prévisions formulées fin 1982.

Seule la branche Voyages sera affectée dans ses perspectives par les récentes mesures de restriction des changes et certaines dispositions fiscales affectant le revenu disponible des particuliers et d'ores et déjà infléchi sérieusement le chiffre d'affaires.

Cette activité n'entre cependant que pour une part limitée (2,45 % en 1982) dans les revenus du groupe. Havas trouvera donc sur les produits globaux attendus de l'exercice 1983 les ressources propres à distribuer une rémunération satisfaisante à ses actionnaires tout en finançant lui-même l'essentiel de ses investissements dont le terrain privilégié sera l'audiovisuel et la télématique.

SELLIER-LEBLANC

L'assemblée générale ordinaire de Sellier-Leblanc, qui s'est tenue le 29 juin 1983 sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées par le conseil.

L'assemblée a notamment décidé de distribuer un dividende de 10,40 F net par action, ce qui, compte tenu de l'impôt payé d'avance, correspond à un revenu global de 15,60 F. Il s'agit là du maximum autorisé en application de la loi du 30 juillet 1982 qui a limité la somme des bénéfices distribués en 1982 et 1983.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 6 juillet 1983 contre remise du coupon n° 83.

Le capital social de la société est porté à 80.268.700 F à la suite de l'incorporation de réserves et de l'attribution d'actions gratuites, à raison d'une nouvelle pour cinq anciennes, qui ont été décidées par le conseil du 10 mai 1983. La déchéance des actions nouvelles interviendra à partir du 1^{er} août 1983, à l'aide du coupon n° 84.

Par ailleurs, la direction générale a procédé à un large tour d'horizon sur l'exercice en cours : à fin mai, la production du chiffre d'affaires consolidé est de l'ordre de 18 %, mais avec des variations assez marquées suivant les secteurs d'activités.

COMBUSTIBLES ET CHAUFFAGE

La baisse des ventes de charbon et de fuel se poursuit, notamment du fait du ralentissement des besoins de l'industrie. Néanmoins, Sellier-Leblanc Combustibles a connu un premier semestre satisfaisant.

ACOVA subit la crise qui sévit dans le bâtiment et plus particulièrement dans le chauffage traditionnel. Il lui faut donc adapter son effectif et ses structures à une situation qui semble devoir être durable.

MATÉRIEL ROUTIERS

Il n'y a pratiquement plus de grands chantiers de travaux publics en région parisienne et Sellier-Leblanc Aggrégats-Matériaux a connu une nouvelle baisse de son activité.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

L'assemblée ordinaire s'est tenue le 30 juin 1983 à Lyon, sous la présidence de M. Pierre Filippi, vice-président de la Compagnie, au cours de laquelle, après avoir été élu le 10 mai 1983, ayant estimé devoir être remplacé en raison des règles du code électoral sur les incompatibilités.

Dans son allocution, le président de l'assemblée a mis l'accent sur l'impact économique des aménagements réalisés, qui ont produit en 1982 près du quart de la production hydraulique française d'énergie électrique, cependant qu'entre Lyon et la Méditerranée le trafic fluvial a enregistré une nouvelle et forte croissance.

L'équipement énergétique du Haut-Rhône se poursuit : après Chauxvagne et Belley, le troisième aménagement, Brégnot-Cordon, sera mis en service à la fin de l'année prochaine ; la chute de Seuil-Brenaz sera entreprise prochainement ; quant à celle de Loyettes, elle donnera lieu à une nouvelle enquête publique, sur la base d'un projet modifié à la demande du ministère de l'environnement.

En ce qui concerne la liaison fluviale Saône-Rhône, le schéma directeur des voies navigables, présenté dans le rapport de la commission Grégoire et approuvé par le gouvernement, ouvre certaines perspectives. Toutefois, l'activité de la C.N.R. au cours des prochains années et son programme de travaux dépendent, dans une large mesure, des dispositions qui seront adoptées dans la deuxième loi de plan, ainsi que des décisions que prendront les pouvoirs publics au sujet de l'application de la loi du 4 janvier 1980.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui font ressortir un bénéfice net de 4 957 683,69 F, et a décidé d'affecter ce bénéfice comme suit : réserve légale, 247 884,18 F ; réserve de plus-values de cession à long terme, 5 221 799,51 F ; dividende, 1 488 000,00 F.

Le dividende par action souscrité avant l'entrée en vigueur de la loi n° 80-3 du 4 janvier 1980 est de 0,62 F. L'avoir fiscal s'élève à 0,31 F. Compte tenu du revenu des parts de production attribué aux collectivités locales actionnaires, soit 4,50 F, le rapport des actions des catégories A et B est de 5,12 F contre 4,51 F l'année précédente.

GRANDS MOULINS DE PARIS

An cours de l'exercice 1982 la Société des Grands Moulins de Paris a réalisé un chiffre d'affaires de 2 379 000 000 de francs.

Elle a acquis une marge brute d'auto-financement de 26 952 821 F. Les amortissements ont absorbé 19 170 314 F. Le bénéfice net s'est élevé à 5 971 241 F.

Le conseil a exposé à l'assemblée les difficultés que la société rencontrait pour maintenir son activité à l'exportation. Elles entraîneront la réduction de la structure des usines de Nancy et de

Pour les Carrières de la Meillerie, les tonnages livrés à fin juin sont sensiblement au même niveau que l'an dernier, mais le carnet de commandes est peu garni. De plus, malgré l'amélioration de la productivité, la rentabilité se dégrade, les hausses de prix accordées étant loin de compenser celles des coûts de production.

Par ailleurs, le président a indiqué à l'assemblée que — suite à une offre qui lui avait été faite — Sellier-Leblanc avait cédé le contrôle de La Ligne blanche en mai dernier.

CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE

La baisse de la consommation se traduit, pour Allot, par un moindre niveau d'activité, ses principaux clients n'ayant plus les mêmes besoins en matière de sous-traitance. Toutefois, la notoriété acquise par cette société lui a permis de traiter quelques marchés avec des groupes de premier ordre sur le plan international et de trouver à une compensation, au moins partielle, aux difficultés du moment.

L'exercice 1983 se présente mieux pour Manco, dont les résultats, sauf renversement de tendance, devraient aller vers l'équilibre.

EAUX MINÉRALES ET BOISSONS

RAFFRAICHISSEMENTS

Le chiffre d'affaires de Vnlvic est en forte augmentation. Les ventes d'eau minérale sont encore en progrès mais, surtout, le succès d'Oasis — avec les nouvelles présentations offertes — va grandissant auprès des consommateurs. Les débuts d'Aïoli sont très satisfaisants. Actuellement, malgré ses efforts, la société ne peut totalement répondre à toutes les demandes dans des délais courts. L'important programme d'investissements qui a été entrepris est intensifié en 1983 pour développer les installations.

Pour les Etablissements Abel Bresson, qui produisent essentiellement des sirops de fruits, les marques Citro-brest, Le Jardin enchaîné et Licitud poursuivent leur pénétration sur le marché national.

AGENCE EXCLUSIVE SÉRIEUSE

A remettre pour le département des BOUCHES-DU-RHÔNE. Activité constante et de bon rendement. Idéal comme appoint pour comptable indépendant ou personne avec bonne formation commerciale et comptable désirant s'établir.

Capital initial nécessaire : 166 000 FF
Écrire à Servan Fiduciaire S.A.
Case postale 867, CH-1001 LAUSANNE.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 28, rue de la Trémouille, 75008 Paris, Tél. : 723-67-48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Sex : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

محاضرات الفصل

مخامنه النشل

SOCIÉTÉS

NCE HAVAS

R-LEBLANC

NATIONALE DU RHONE

MOULINS DE PARIS

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 5 juillet

Le dollar-titre à 10 F

« Nous y voilà ! », constatait mardi, un brin fatigué, un familier de la corbeille en désignant du doigt le tableau noir où le dollar-titre venait d'inscrire un nouveau record toutes catégories. Pour la première fois depuis son instauration en mai 1981, la devise-titre a franchi le seuil des 10 F, pour atteindre successivement 10,03 F puis 10,14 F à l'approche de la clôture.

À ce niveau, le dollar-titre reflète une prime de plus de 30 % par rapport au « billet vert » qui est passé à 7,71 F environ contre 7,67 F la veille lors des cotations officielles. Cette fermeté de la devise américaine explique en partie le bond en avant du dollar-titre qui se situait déjà lundi aux alentours de 9,80 F, mais les spécialistes citent également un autre facteur de hausse : les achats de valeurs étrangères à leur plus haut niveau de l'année pour plusieurs d'entre elles, tel que le confirme le classement des hausses les plus marquées.

Du côté des valeurs françaises un certain nombre de titres s'ajoutent des gains compris entre 4 % et 5 % (Chargé, Bie, Pollet, Chantier Français, U.T.A., Roussel) tandis que l'Inverna, Alpi et Eurochemie perdent environ 0,5 %, suivi par E.P. Aquitaine (- 0,5 %), Révillon (- 0,8 %) et Croiset (- 0,4 %).

En total, les actions françaises ont progressé de 0,2 % environ, le double de la veille mais d'un avis général, le marché fait preuve d'une irrégularité qui n'explique pas la seule polémique déclenchée par le chiffre des charges financières qui pèsent sur l'entreprise.

La course de l'or est retombée de 416,25 à 413,75 dollars l'once à Londres. A Paris, le lingot s'est adjugé 100 F, à 103,40 F, le napoléon perdant 5 F, à 665 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CONTINENTAL GUMMI. - Le groupe Bayer et la Deutsche Bank ont vendu les participations qu'ils détenaient dans le capital d'un numéro allemand de pneu. Les deux des acquéreurs n'ont pas été révélés.

EASTMAN KODAK. - En raison du ralentissement de ses affaires, le groupe américain a décidé de retarder la mise à l'ajout des salaires de ses 93 000 employés initialement prévue pour la fin de l'année.

L'ALLOMBROGE. - La société Générale Cathiard a informé la Chambre syndicale des agents de change que sa participation dans le capital de l'Allobroge avait franchi le seuil réglementaire de 10 %.

U.A.P. - De son côté, cette compagnie d'assurance a informé les autorités boursières qu'elle détenait, à présent, plus de 10 % de l'intermédiaire de sa filiale U.A.P. capitalisée et U.A.P. vie, respectivement dans deux sociétés : Précision Mécanique Latérale et Ombium financier de Paris (O.F.P.).

PEITZ BATEAU VALTON. - Après dédoublement des actions par la Chambre syndicale des agents de change, un cours de 380 F a pu être coté, le 6 juillet, sur ce titre, un peu plus de 6 000 actions ayant été échangées ce jour-là.

S.C.G.P.M. - Les actions de la Société de construction générale et de produits manufacturés (S.C.G.P.M.) sont introduites, le 12 juillet prochain, sur le second marché de la Bourse de Paris, par simple transfert de marché hors cote sur lequel cette société était précédemment cotée. Un contrat de liquidité a été conclu en ce sens entre la société Anglo-Française S.A., principal actionnaire, la société Gecap-Tra, la Banque de l'Entreprise et la charge d'agent de change Le Guay, Massonnet.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 1981 = 100, 1982 = 100)

Valeurs françaises 125,5
Valeurs étrangères 141,9
Cote des AGENTS DE CHANGE (base 1981 = 100, 1982 = 100)

Indice général 125,4 125,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE Effets prélevés le 6 juillet 12,3/4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO 1 dollar (en yen) 240,75 240,50

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS			Cours prix		Dernier cours		VALEURS			Cours prix		Dernier cours		VALEURS			Cours prix		Dernier cours	
%	28	2 285	Dun-Lacoste	225	230	Poche	184 80	182 10	Francoeur d'Asie	74	74	Sud-Albertin	248	248	%	41	2 123	Yamaco	386	410
3 %	41	2 123	Dunlop	230	235	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	5 %	77	2 786	Terrac	375	375
5 %	77	2 786	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	10 %	3 618	3 618	Terrac	375	375
10 %	3 618	3 618	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	15 %	91 98	1 088	Terrac	375	375
15 %	91 98	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	20 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
20 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	25 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
25 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	30 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
30 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	35 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
35 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	40 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
40 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	45 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
45 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	50 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
50 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	55 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
55 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	60 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
60 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	65 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
65 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	70 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
70 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	75 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
75 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	80 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
80 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	85 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
85 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	90 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
90 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	95 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
95 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Ext.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375	100 %	110 10	1 088	Terrac	375	375
100 %	110 10	1 088	Eastman Kodak	250	255	Profil Tube Int.	184 80	182 10	Francoeur	219 50	225	Terrac	375	375						

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Appeler un chat un chat, par Georges Cravenne; L'U: « Mony, l'homme du second empire », de Claude Dufrène; Lettres au « Monde ».

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
3. EUROPE
4. AMÉRIQUES
- NICARAGUA : un entretien avec M. Tomas Gorge, ministre de l'intérieur.
4. PROCHE-ORIENT
- Un plan technique est adopté pour lutter contre la marée noire du golfe Persique.
- 4-5. DIPLOMATIE
- Les voyages de M.M. Cheysson et Schultze au Proche-Orient.
5. ASIE
- Pékin demande à Tokyo de cesser ses « opérations consulaires » à Taiwan.

POLITIQUE

- 6-7. L'annulation du projet d'Exposition universelle
8. « Amnésie, en France (II) », de notre correspondant régional Claude Régnier.
8. La réforme du droit des faillites à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

9. Manifestations de soutien à trois insomnies bretons; Deux attaques de transports de fonds en vingt-quatre heures.
10. MÉDECINE : le SIDA et ses conséquences.
- ÉDUCATION : les inscriptions dans les universités parisiennes.
23. SPORTS : le Tour de France cycliste.

LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

- 13-14. EXPOSITIONS : les découvertes portugaises et l'Europe de la Renaissance à Lisbonne; Rocailleurs et baroque à l'IFA; Rétrospective de Kooning à Amsterdam.
- 14-15. GUIDE : l'été en jazz. Programme complet des festivals de musique et de théâtre à Paris et en province.
- Programmes; Expositions.
15. POINT DE VUE : le voyage initiatique (à propos du film « L'Argent »), par J.M.G. Le Clezio.
18. La saison prochaine; Une sélection.
- 17-19. Programmes; Spectacles.

ÉCONOMIE

24. AFFAIRES
25. Le rapport annuel de la Cour des comptes.
26. ÉTRANGER : le gouvernement américain impose des restrictions aux importations d'acier spécial.
- CONJONCTURE

RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
« SERVICES » (12):
Mode : « Journal officiel »; Météorologie; Mous croisés.
Annonces classées (21 à 23); Carnet (23); Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1983 a été tiré à 467 594 exemplaires

JAMICA
SOLDES
EXCEPTIONNELLES
DU 4 AU 12 JUILLET

20-30-40 %
SUR CANAPÉS ET
MEUBLES DE SÈDE,
POLTRONA FRAU,
MAZZOLI
BEHR-B & B-ETC...

94, Bd. MONTMARNASSE
9430 - 19430
TOUS LES JOURS
SAUF DIMANCHE

A B C D E F G

LA FIN DES ENTRETIENS DE M. KOHL A MOSCOU

Les missiles de l'OTAN causeront des « complications » dans les relations de la R.F.A. avec l'Est

déclare M. Andropov

« Une solution intermédiaire sur les euro-missiles est encore possible à Genève d'ici à la fin de l'année, à condition de faire preuve de bonne volonté et de souplesse », a déclaré mercredi 6 juillet le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, lors d'une conférence de presse tenue à Moscou à l'issue de ses entretiens avec la direction soviétique.

« Les dirigeants soviétiques n'ont pas exclu qu'on puisse encore trouver une solution à Genève cette année », a précisé le chef du gouvernement de Bonn, mais ils ne devraient pas bloquer la négociation en continuant à réclamer l'inclusion des forces nucléaires nationales françaises et britanniques.

M. Kohl a répété que, « faute d'un accord à Genève entre Américains et Soviétiques d'ici à la fin de l'année, la R.F.A. commencerait à déployer les missiles américains à moyen et à long terme ». Mais il a insisté sur sa volonté d'approfondir les relations à long terme : « Il est très utile de poursuivre le dialogue avec l'U.R.S.S. à un niveau élevé. Je suis satisfait que M. Andropov ait accepté l'invitation de se rendre en R.F.A., à une date qui reste à fixer. » (A.F.P.)

La partie politique du séjour de la délégation ouest-allemande s'était achevée mardi soir, après deux séances de conversation entre M.M. Kohl et Andropov et deux entretiens que le chancelier a eus, d'une part, avec M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, sur les questions bilatérales, d'autre part, avec le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, sur « des questions d'intérêt commun ». Ce mercredi, M. Kohl est parti pour Kiev où il doit rencontrer M. Chitchebitch, chef du parti en Ukraine et membre du Politburo de Moscou.

Le point de vue soviétique avait surtout été exprimé dans le compte rendu que l'agence Tass a donné des déclarations faites à son hôte par M. Andropov. Après avoir qualifié d'« erreur profonde et dangereuse » l'idée que l'U.R.S.S. pourrait « faire des concessions à Genève après l'installation des missiles américains », et réaffirmé que celle-ci prendrait, au contraire, « des contre-mesures efficaces et opportunes garantissant la sécurité de l'U.R.S.S. et de ses alliés », le chef du parti et de l'Etat soviétique avait ajouté : « L'Union soviétique a du mal à comprendre ce que la R.F.A. espère gagner du déploiement chez elle des missiles américains, de nos contre-mesures, de la saturation du centre de l'Europe dans tous les types d'armes de destruction massive. »

Pour le moment, a-t-il ajouté, les missiles soviétiques à moyenne portée « ne sont qu'un contrepoint aux systèmes nucléaires à moyenne portée des pays de l'OTAN dans cette zone », et, par conséquent, ils « ne sont pas braqués sur les forces armées de la R.F.A. ». En revanche, « la situation changera » après l'installation des Pershing et « la menace militaire pour la R.F.A. deviendra beaucoup plus grande ».

UN INTERLOCUTEUR « TRÈS BRILLANT INTELLECTUELLEMENT »

« Le chancelier a eu l'impression que le 1^{er} soviétique se déplaçait difficilement, mais qu'il réagissait très rapidement à toutes les questions et qu'il avait parlé pendant tout l'entretien sans notes (...). Il est très brillant intellectuellement », a dit le porte-parole ouest-allemand, M. Bonnichs, après les deux heures de conversation que M. Andropov a eues mardi avec M. Kohl, en la seule compagnie de M. Alexander, devenu son conseiller diplomatique après avoir été celui de Brejnev. D'autres témoins ont rapporté que le président soviétique marchait difficilement. Mais cela n'est pas apparu sur les images de la télévision, les opérateurs ayant été introduits dans la salle de réunion, contrairement à l'usage, après que les deux hommes d'Etat eurent pris place à la table.

M. Kohl a confirmé que des éclaircissements lui ont été donnés pour l'annulation du rendez-vous de lundi, décision qui était bien due à des raisons de santé. M. Andropov suivait régulièrement un traitement d'épuration rénale par dialyse.

demandant l'inclusion des fusées françaises et britanniques. On relève toutefois que Moscou n'a pas exclu la poursuite de ces négociations après que le déploiement occidental aura commencé.

Les pourparlers ont été plus positifs sur la coopération économique : le communiqué diffusé par Tass après l'entretien Kohl-Tikhonov de mardi à ce sujet évoque la prochaine session - prévue pour l'automne - de la commission bilatérale compétente dans ce domaine et en attend que « certains projets concrets y soient étudiés ». Tass ajoute néanmoins que cette coopération « ne peut être fructueuse que dans des conditions de paix, de plus grande confiance entre les Etats ».

M. Gromyko et M. Genscher, son homologue ouest-allemand, ont discuté séparément de la situation à

LE DOLLAR RESTE TRÈS FERME : 7,71 F

En vive hausse mardi 5 juillet 1983, le dollar est resté ferme mercredi 6 juillet, se maintenant à 7,71 F et 2,565 DM sur des marchés toutefois assez agités. La rumeur d'un relèvement de leurs taux d'escompte par la Réserve fédérale des Etats-Unis contribue à entretenir la tension sur les taux d'intérêt et donc à faire monter le dollar, mais les milieux financiers internationaux restent prudents, estimant que les effets de cette tension ont été anticipés.

VOLUPTÉ
la nouvelle
ensemble à dormir de
PIRELLI
matelas latex à
géométrie variable
sur sommier tapissé
à lattes articulées.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS
Métro Parmentier - Téléphone : 367.46.35

POUR LA TROISIÈME FOIS EN DEUX ANS

M. Giscard et M. Chirac se rencontrent en tête à tête

M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac se sont rencontrés en tête à tête, mercredi matin 6 juillet, au domicile parisien de l'ancien président de la République. L'entretien a duré un peu plus d'une heure. Les deux personnalités ont fait une « analyse assez pessimiste » de la situation générale économique et sociale. Ils ont brièvement évoqué l'affaire de l'Exposition universelle pour convenir que ni l'Etat ni la Ville n'avaient les moyens de l'organiser.

A propos de la préparation des élections européennes, ils sont convenus que les responsables du R.P.R. et de l'U.D.F. se rencontreraient en septembre pour esquisser un programme commun. M. Chirac, toutefois, maintiendra sa proposition de liste unique de l'opposition pour les élections européennes (le Monde du 2 juillet).

Ce comportement avait déçu à certains membres de l'U.D.F., et aurait même surpris M. Weil.

A. P.

LE GROUPE PECHINEY-UGINE-KUHLMANN A PERDU 3 MILLIARDS DE F EN 1982

Le groupe nationalisé Pechiney-Ugine-Kuhlmann a perdu près de 3 milliards de francs (2 993 millions exactement) en 1982. A cela s'ajoute, pour 1,6 milliard, l'incidence de la cession des activités chimiques du groupe (P.C.U.K.).

Par ailleurs le groupe a signé, le 5 juillet avec l'Etat, son contrat de plan sur trois ans. Il est prévu un retour à l'équilibre dès 1985. Les dépenses de recherche et d'investissement atteindront 16 milliards de francs sur trois ans dont 60 % en France.

Les comptes consolidés de 1982 ont été établis en excluant les filiales du secteur chimie, dont la cession est en cours de réalisation. Une provision à caractère exceptionnel de 1,6 milliard a été constituée par PUK pour tenir compte des pertes qui découlent de la vente de P.C.U.K.

En 1981, PUK avait perdu 2,5 milliards de francs (dont 880 millions pour les activités chimiques). Le groupe a reçu des pouvoirs publics 2,4 milliards de capitaux propres en 1982, et une somme équivalente en 1983. A cela s'ajoutent donc les 750 millions de francs qui lui seront versés dans le cadre de la restructuration de la chimie. En deux ans, PUK a perdu au total 7 milliards de francs et reçu des pouvoirs publics 5,55 milliards de francs. Dans le budget 1984, PUK devrait figurer en bonne place pour les dotations en capital.

UN IMMEUBLE ABITANT DES SOLDATS FRANÇAIS S'EFFONDRE À BEYROUT

Beyrouth (A.F.P.). Un immeuble de quatre étages, abritant des soldats français de la force multinationale, s'est effondré le mercredi 6 juillet en fin de matinée dans le secteur ouest de Beyrouth.

Selon les premières indications, l'hypothèse d'un attentat est complètement écartée, aucune explosion n'ayant été entendue. Neuf soldats français se trouvaient sous les débris. Trois ont pu être retirés, dont l'un serait blessé. Les opérations de déblaiement se poursuivent activement pour dégager les six autres qui se trouvent encore ensevelis, indique-t-on de source autorisée à Paris.

**Listes
de Mariage
AUX TROIS
QUARTIERS**

C.C.A.
VINS

GRANDE VENTE "SPÉCIAL JUILLET"

- Bordeaux Primeur 1982 9,90
- Ch. Puyjalon 1981 Ind. Graves 28,50
- Ch. Quénin 1979 Ind. du St. Em. 28,50
- Ch. St. Bonnet 78 Medoc cru Bour. 28,50
- Ch. Tour de Fez 79 St. Estaph. 22,00
- Ch. Puyjalon 1980 Graves 28,50
- Domaine des Vignes « Pomerol » 55,40
- Ch. Pape Clement cru classé Graves 65,50

• Vin rouge • Vin blanc
uniquement au
Magasin principal :
103, rue de Turenne
75003 Paris - tél. : 277.59.27

Nouveau : entrepôt vins - bistrot à vins, restauration froide, 68, rue Lafayette 9

NEUILLY ET QUARTIER LATIN
SC.PO
classe préparatoire
CEPES 57, rue Ch. Latour, 92 Neuilly, 722.94.74/75.16
enseignement supérieur privé

mémogenda 83
DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES

3 000 adresses pour choisir
votre prochain emploi
et gérer votre carrière

- L'annuaire des responsables et services de recrutement cadres
- Les chasseurs de tête et les cabinets de recrutement
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des 3 cycles des formations complémentaires et les principaux centres de formation continue.

Par correspondance contre chèque de 100 F adressé à
IDECOM, 57, avenue Montaigne, 75008 Paris.
En librairie diffusé par Bordes

مكتبة النحل